

**Date** : Jeudi 7 Mai 2026

**Horaire** : 17:00

**1** Ordre du jour

**Convocation - Ordre du jour**

**2** Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 19 décembre 2025

**Rapport - Procès-verbal de la séance du conseil municipal du 19 décembre 2025**

**3**

**1. Adoption d'un Règlement Budgétaire et Financier (RBF)**

**Délibération**

**4 2. Taux d'imposition pour l'année 2026**

**Délibération**

**5 3. Indexation des loyers communaux**

**Délibération**

**6 4. Nomination des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO)**

**Délibération**

**7 5. Nomination des membres de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP)**

**Délibération**

**8 6. Constitution d'une commission Ad Hoc pour la création de tribunes et de vestiaires au stade municipal**

**Délibération**

- 9 7. Constitution d'une commission Ad Hoc pour l'aménagement du site des Halles  
**Délibération**
- 10 8. Constitution d'une commission Ad Hoc pour l'aménagement du site du Jaï Alai  
**Délibération**
- 11 9. Appel à projet pour la création et la réalisation de fresques murales autour de 5 postes de transformation électrique situés sur l'espace public - Choix des lauréats  
**Délibération**
- 12 10. Signature d'un avenant à la convention de partenariat dans le cadre de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière 2023-2027 avec les Communes de Capbreton et Labenne.  
**Délibération**
- 13 11. Sollicitation de subventions dans le cadre des travaux d'extension du poste secours à la plage centrale  
**Délibération**
- 14 12. Groupements de commandes avec la Communauté de communes MACS : désignations des représentants de la commune à la Commission d'Appel d'Offres (CAO)  
**Délibération**
- 15 13. Fixation de la composition du Comité Social Territorial (CST)  
**Délibération**
- 16 14. Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs  
**Délibération**
- 17 15. Recours à des vacataires  
**Délibération**

- 18 16. Convention d'observation en milieu professionnel de la surveillance des plages Nageurs Sauveteurs Juniors Saison 2026  
Délibération
- 19 17. Droit à la formation des élus  
Délibération
- 20 18. Majoration du crédit d'heures à hauteur de 30% des droits légalement accordés au bénéfice du Maire, des Adjointes et des conseillers municipaux délégués ayant reçu délégation de fonctions  
Délibération
- 21 19. Modalités de remboursement des frais de déplacement des élus  
Délibération
- 22 DECISIONS DU MAIRE :  
*Liste des décisions du Maire contractées du 28 mars 2026 au 24 avril 2026*  
Délibération - Décision du Maire: Convention d'honoraires avec le cabinet ETCHE AVOCATS – représentant de la commune dans le cadre du contentieux l'opposant à la Société SAISAI  
Délibération - Décision du Maire Location par convention précaire – 201 Avenue Maurice martin – 40150 SOORTS-HOSSEGOR  
Délibération - Décision du Maire occupation domaine public 2026: louages  
Délibération - Décision du Maire: Choix du prestataire pour la réfection toiture terrasse maternelle Soorts  
Délibération - Décision du Maire: Choix du prestataire pour l'équipement des agents de la Police Municipale.  
Délibération - Décision du Maire: Revalorisation des redevances d'occupation du domaine public à titre commercial pour l'année 2026  
Délibération - Décision du Maire: Mise à disposition à titre gracieux de logements communaux dans le cadre d'un partenariat entre la

**commune et les forces de sécurité de l'Etat– logements situés au «  
Pignada »**



## CONSEIL MUNICIPAL DU 30 AVRIL 2026 17H00

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le jeudi 30 avril 2026 à 17 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

### ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 19 décembre 2025

#### FINANCES

1. Adoption d'un Règlement Budgétaire et Financier (RBF)
2. Taux d'imposition pour l'année 2026
3. Indexation des loyers communaux

#### AFFAIRES GÉNÉRALES

4. Nomination des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO)
5. Nomination des membres de la Commission de Délégation de Service Public
6. Constitution d'une commission Ad Hoc pour la création de tribunes et de vestiaires au stade municipal
7. Constitution d'une commission Ad Hoc pour l'aménagement du site des Halles
8. Constitution d'une commission Ad Hoc pour l'aménagement du site du Jaï Alai
9. Appel à projet pour la création et la réalisation de fresques murales autour de 5 postes de transformation électrique situés sur l'espace public - Choix des lauréats

#### SUBVENTIONS ET MARCHÉS PUBLICS

10. Signature d'un avenant à la convention de partenariat dans le cadre de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière 2023-2027 avec les Communes de Capbreton et Labenne.

11. Sollicitation de subventions dans le cadre des travaux d'extension du poste secours à la plage centrale
12. Groupements de commandes avec la Communauté de communes MACS : désignations des représentants de la commune à la Commission d'Appel d'Offres (CAO)

## RESSOURCES HUMAINES

13. Fixation de la composition du Comité Social Territorial (CST)
14. Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs
15. Recours à des vacataires
16. Convention d'observation en milieu professionnel de la surveillance des plages Nageurs Sauveteurs Juniors Saison 2026
17. Droit à la formation des élus
18. Majoration du crédit d'heures à hauteur de 30% des droits légalement accordés au bénéfice du Maire, des Adjoints et des conseillers municipaux délégués ayant reçu délégation de fonctions
19. Modalités de remboursement des frais de déplacement des élus

## DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

### DECISIONS DU MAIRE :

*Liste des décisions du Maire contractées du 28 mars 2026 au 24 avril 2026*

### INFORMATIONS DIVERSES

Fait à Soorts-Hossegor, le 24 avril 2026

Le Maire



Olivier BÉGUÉ



## **Conseil municipal de la ville de Soorts-Hossegor**

### **Département des Landes (40)**

**Séance du 19 décembre 2025**

### **Procès-verbal**

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze décembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 23**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES-DUC, Jean-Marc LEROY, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Sandrine BOMPAS a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Myriam LANGLOIS a donné procuration à Patrice BIANCONE, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE

**Absents non représentés :** Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Henri ARBEILLE

**Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT**

## CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DECEMBRE 2025 19H00

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le vendredi 19 décembre 2025 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

**Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 14 novembre 2025.**

### ORDRE DU JOUR

#### FINANCES

1. **Décision modificative n°4 2025 du budget principal**
2. **Décision modificative n°5 2025 du budget principal**
3. **Affectations des résultats anticipés 2025**
  - 3-1 **Affectations des résultats anticipés 2025 du budget principal**
  - 3-2 **Affectations des résultats anticipés 2025 du budget annexe cinéma**
  - 3-3 **Affectations des résultats anticipés 2025 du budget annexe restaurant front de mer**
  - 3-4 **Affectations des résultats anticipés 2025 du budget annexe lotissement les Barthes**
4. **Budget primitifs 2026**
  - 4-1 **Budget primitif 2026 du budget principal**
  - 4-2 **Budget primitif 2026 du budget annexe cinéma**
  - 4-3 **Budget primitif 2026 du budget annexe restaurant front de mer**
  - 4-4 **Budget primitif 2026 du budget annexe lotissement les Barthes**
5. **Autorisations de programmes et crédits de paiements pour 2026**
6. **Taux d'imposition 2026**
7. **Attribution d'une subvention au CCAS pour 2026**
8. **Attribution d'une subvention au budget lotissement les Barthes pour 2026**
9. **Subventions aux associations pour 2026**
  - 9-1 **Subventions aux associations**
  - 9-2 **Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'Office de Tourisme pour l'année 2026**

- 9-3 Convention tripartite de partenariat Festival Lire sur la Vague 2026 et 2027
- 9-4 Convention d'objectifs et de moyens entre la commune de Soorts-Hossegor et l'association « Comité de Jumelage Soorts-Hossegor / Taiarapu-Ouest »
- 9-5 Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association CHR Capbreton Hossegor Rugby pour l'année 2026
- 9-6 Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Surf Club pour l'année 2026
- 9-7 Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier pour l'année 2026
- 9-8 Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Pelote pour l'année 2026
- 9-9 Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Sports de combats pour l'année 2026
- 9-10 Convention d'objectifs et de moyens 2026 entre la Commune et l'association ASH Tennis de table pour l'année 2026

#### 10. Provisions pour créances douteuses

### URBANISME

#### 11. Dénomination de voies communales

### AFFAIRES GÉNÉRALES

#### 12. Dérogation au repos dominical

### RESSOURCES HUMAINES

- 13. Ouverture de poste et diffusion du tableau des effectifs pour l'année 2025
- 14. Participation pour la protection sociale complémentaire au risque santé dans le cadre d'une labellisation et fixation du montant de participation obligatoire pour les agents communaux
- 15. Recours à un apprenti dès la rentrée scolaire 2026-2027
- 16. Ouverture de poste de contractuels pour "Accroissement temporaire d'activité"
- 17. Ouverture de poste de contractuels pour "accroissement saisonnier d'activité"
- 18. Création d'emploi temporaire "Remplacement"

### DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

#### DECISIONS DU MAIRE :

*Liste des décisions du Maire contractées du 7 novembre 2025 au 12 décembre 2025*

#### INFORMATIONS DIVERSES

Fait à Soorts-Hossegor, le 12 décembre 2025

Le Maire

**Christophe VIGNAUD**

## OUVERTURE DE SEANCE

### Christophe VIGNAUD :

Paul va arriver. Ok, vous êtes prêts ? Allez ! Donc c'est parti pour ce soir. Paul arrive donc très bien. Il arrive à temps. Bonsoir Paul.

Bonsoir à tous, il est 19h01 et donc nous allons commencer ce conseil de ce soir.

Le quorum étant atteint, je déclare cette séance ouverte du conseil municipal du 19 décembre 2025. Quentin Benjettrit étant le secrétaire de séance. Vous avez la feuille de présence à signer s'il vous plaît et à nous faire ramener auprès d'Éric.

38 conseils en tout. Nous avons passé dans cette mandature. Et c'est un conseil un peu spécial ce soir puisque c'est le vote du budget, dans un premier temps, et c'est un budget de transition qui va permettre de continuer à travailler jusqu'à l'échéance de mars et de l'installation de la nouvelle équipe municipale. Un budget relativement simple et raisonnable pour que la vie de la ville puisse se poursuivre.

De plus, c'est le dernier conseil de l'année et le dernier conseil du mandat. Je tenais à vous remercier d'avoir participé à votre façon à la vie de la commune. Que ce soit en commission sur les sujets proposés et débattus. On l'a encore fait ce matin en commission urbanisme. Tout cela pour le bien de notre ville et de nos administrés.

Le débat a toujours été en tout cas, je l'espère, dans l'échange et la bienveillance. Même si nous ne sommes pas toujours d'accord sur la voie à prendre. En tout cas, le but est identique. Il est identique pour tous. Et gageons que cela puisse continuer ainsi. J'aimerais aussi remercier les agents qui travaillent d'arrache-pied pour nous accompagner depuis le début de notre engagement. Je garderai d'ailleurs en fin de conseil un moment pour eux car ils le méritent.

Je voulais vous parler de deux choses avant de commencer.

Tout d'abord sur le désensablement du lac. Car cela a été fini aujourd'hui. Il y avait deux phases. L'extraction et le renvoi sur la plage pour renforcer le trait de côte suite aux érosions subis pendant l'hiver, entre autres.

La première partie a été faite en temps, avec exactement 15 217 m<sup>3</sup>, et le système mis en place a démontré que nous avons la bonne solution. On a même testé en fin de chantier une autre façon d'extraire pour essayer de curer au-delà de la zone initiale et la zone prévue. On pourra le faire pour la suite et donc envisager de traiter au-delà de la partie connue. Cette extraction, pour information et suivant l'arrêté préfectoral, ne mentionne pas que l'on peut le mettre sur les plages océanes. On doit le sortir, on doit le laisser sur les plages du lac. Vous avez vu qu'avec le retard qu'on avait pris, cela ressemblait plutôt à la dune du Pilat. Nous l'avons fait pendant cette période-là et donc il a fallu le renvoyer.

C'était la deuxième phase que nous avons mise en place, qui correspondait aussi avec la stratégie que nous avons signée entre les autres communes, qui étaient Capbreton ainsi que Labenne et la communauté de communes pour renvoyer le sable sur les plages qui n'étaient pas endommagées mais qui perdaient de la distance et de la place. Et donc pour attaquer le recul du trait de côte et cela de façon importante puisqu'on a un recul qui est assez avéré. C'était donc ce renvoi vers les plages qui était prévu. Ce renvoi a été fait par une canalisation. On en avait même voté le budget qui est la meilleure façon en tout cas on le pense, pour le faire au mieux, vite et efficace. Alors certes ça n'a pas été le cas à 100% puisque le renvoi vers l'océan, on a eu par la part de notre prestataire quelques

déboires. Du d'abord au pont qui était mal dimensionné et après plusieurs rebondissements, on est quand même arrivé à passer une certaine quantité de l'ordre de 3500 m<sup>3</sup>. Ce qui n'était pas prévu au départ. On a rajouté des tracteurs puisque quand on voyait que ça ne marchait pas on a pris le taureau par les cornes et on a pris 4 jours de tracteurs qui ont à peu près mis 4500 m<sup>3</sup> directement sur les plages et sur le trait de côte. Et il y a eu 2000 m<sup>3</sup> qui ont été remis sur la plage Blanche et la plage des Chênes-Lièges. Globalement on est arrivé à ce que l'on souhaitait. C'est-à-dire que le renvoi s'est fait. Pas tout à fait comme on le souhaitait en tout cas. On a essuyé les plaintes parce que c'était une nouvelle manière de faire ce désensablement. En tout cas ça peut servir pour l'avenir et c'est important.

Je vous alerte juste là-dessus parce que quand je lis des articles des uns et des autres et surtout de futurs candidats qui m'alertent sur le sauvetage du lac. Cela me fait profondément rire parce que c'est un sujet qu'on a traité depuis longtemps. Depuis 5 ans. Il y a un vrai manque de connaissance du dossier et on n'a pas attendu pour avancer. La preuve en est. Cette campagne avait été programmée et je pense que c'était très important de la faire. En effet on a créé le besoin aujourd'hui de le faire régulièrement et c'est ce qui sera fait. On n'a pas besoin de créer des grandes réunions avec plein de groupes. Aujourd'hui la préfecture est au courant de ce que l'on souhaite faire pour l'avenir. C'est important pour que ce soit porté par une équipe municipale qui le souhaite puisqu'on souhaite mettre une suceuse qui pourrait éventuellement servir directement vers les plages. Mais aussi il faut garder la possibilité de le faire manuel comme on l'a fait. Le préfet est au courant donc on est en relation avec la préfecture. La MACS. Les élus de la MACS qui ont la charge de ça. Et on a une association qui nous aide beaucoup. Je voudrais les remercier même si de temps en temps nous ne sommes pas tout à fait d'accord sur les chiffres. C'est la SPSH puisqu'ils ont des gens qui sont spécialisés là-dedans et qui nous aident là-dessus.

Je pense qu'aujourd'hui on est arrivé à un terme de travail sur ce lac qui est important. Il faut rappeler qu'il y a eu des campagnes qui ont été faites en 2019 et une campagne qui a été faite ensuite en 2023 qui n'était pas une grosse campagne qui ne faisait que 5000 m<sup>3</sup>. Et une autre aujourd'hui de 15000 m<sup>3</sup>. Il est prévu dans les budgets avec MACS de faire au minimum deux extractions. Enfin deux désensablements. Et dans le budget de la ville, c'est quelque chose qu'il va falloir mentionner soit tous les ans, soit tous les deux ans de façon importante.

Enfin en ce qui concerne ce lac, personne ne parle même si cela est très important pour le lac, des herbes. Vous savez qu'on est envahi de différentes herbes autour de ce lac qui empêche le report du sable vers l'extérieur ou en tout cas dans les marées descendantes. J'ai rencontré un cabinet qui était un écologue qui a travaillé pour la MACS et qui nous a fait une photographie de toutes ces herbes qui se trouvent autour. Et nous avons pu répertorier cinq types d'herbes dont une qui n'est pas protégée. Donc il va falloir mettre en place en collaboration avec MACS, puisque c'est MACS qui est responsable pour les lacs, une campagne pour pouvoir enlever ce type d'herbe, qui je l'espère va pouvoir permettre au sable de pouvoir repartir plus loin et dans le canal. Puisque ce sont les herbes les plus invasives et celles qui ont des grandes feuilles et qui se prénomment des Asters maritimes non protégées. Donc voilà, on va mettre en place cela pour que des campagnes puissent être faites, afin que le sable puisse repartir en même temps que les marées et ne soit pas attrapé par ce type de plantes. En tout cas c'est une chose hyper importante pour que le lac continue à vivre et c'est un point important en ce qui concerne la ville.

Pour conclure, et après je vais passer à un autre sujet qui est important, ces campagnes-là sont importantes. Ce n'est pas au café du coin et au café de Paris que ça se discute. C'est ici en commission avec vous, avec ceux qui sont impliqués là-dedans, que le lac doit être totalement pris au sérieux pour qu'on puisse le garder comme il l'est. C'est une chose importante pour ce qui nous concerne et ce qui concerne aussi le territoire par rapport à cela. Je te donnerai la parole après, si ça ne te gêne pas tu parleras à la fin de cela.

Un autre sujet qui est important c'est le nématode, ce fameux petit virus qui abîme soi-disant nos arbres et nos pains. Les tests ont été effectués, ici et là, pour voir si nous avons sur la zone d'autres foyers. Je ne sais pas si vous vous souvenez, on a un foyer qui a démarré à Seignosse et donc on doit, autour d'un certain nombre de mètres, et après dans un certain nombre de kilomètres avoir des zones qui soient protégées et surveillées et cela pendant quatre ans.

À ce jour il n'y a rien de déclaré, mais en tout cas nous restons vigilants. Si vous pensez avoir un arbre mort, nous vous conseillons d'abord de prendre contact avec la mairie et nous verrons la marche à suivre pour abattre ou non cet arbre, puisqu'il y a tout un processus qui a été mis en place par le préfet de région, par notre préfet et par les institutions. Ce que nous savons à ce jour, c'est que la première zone devrait subir une coupe de plus de 60 hectares, ce qui est énorme.

Gageons que cela s'arrête, car la physionomie de notre commune risque de changer totalement, mais aussi de la région. Et Soorts-Hossegor sans arbre, à mon avis, ce n'est pas du tout concevable. Nous allons donc suivre cela avec grande importance. C'est un sujet très important pour nous, qui avons l'habitude de vivre au milieu des arbres. Et sachant que nous avons à peu près 70 hectares d'arbres autour de chez nous, je pense que c'est un sujet qu'il va falloir regarder avec une grande importance pour pouvoir le suivre.

On peut demander à Caroline qui est totalement impactée. Mais tu me contrediras si c'est le cas. Ce sont les propriétaires qui prennent en charge.

**Caroline CABANAC-ESCANDE :**

Pour le moment, ce sont les propriétaires qui doivent commander les travaux et les financer sur leur terrain. Il y aura certainement une phase d'indemnisation mais qui n'est pas du tout finalisée pour le moment. Ça dépend de la taille, de s'il est sain ou pas, ça dépend de plein de choses.

**Christophe VIGNAUD :**

En tout cas, c'est un sujet qui est prépondérant en ce qui nous concerne et sur lequel il faut faire attention.

Tu voulais parler Lionel ?

**Lionel BARBERIS :**

Oui, Monsieur le maire, merci. Deux choses.

D'abord, par rapport à vos propos préliminaires, ce que je voulais vous dire, c'est que je partage avec vous forcément une vision démocratique qu'on a sur le conseil municipal. Ça me semble important de rappeler qu'on a eu des débats qui ont pu être animés. Je sais. Je pense que j'ai un peu participé à ça, et je pense que c'est la chance de vivre en démocratie. La chance de vivre en démocratie, c'est aussi d'arriver dans une période électorale. Je trouve que c'est un moment d'échange, de discussion, où chacun peut faire valoir ses idées. Je pense qu'on peut tous se féliciter de ça, parce que je pense qu'au global, on verra le nombre de listes qu'il y aura, mais bien sûr le fait qu'on puisse débattre, le fait qu'on puisse avancer nos idées, le fait qu'on soit libre de présenter ce qu'on a envie de présenter, je pense que c'est une vraie chance, il faut s'en féliciter. Le fait que les gens qui sont autour de la table, mais aussi ceux qui sont sur les listes, s'engagent, je pense que dans une société qui est la nôtre aujourd'hui et qui a besoin de sursauts aussi démocratiques, je pense que c'est important. Et je pense qu'on peut là aussi être content de voir des gens s'engager. C'est un don de soi, je pense que tous autour de la table, qu'on soit dans la majorité de l'opposition, on a donné du temps, on a donné du temps en commission, on a pris du temps sur nos familles, on a pris du temps sur nos travaux. Je pense que rien que ça, c'est louable. Je pense qu'on peut être tous heureux de donner ce temps-là.



Maintenant, c'est vrai qu'on n'est pas ménagé, vous n'êtes pas ménagé, on est tous exposés. Donc ce sont des choix qu'on peut faire, mais des fois ça peut être un peu gratuit, ça peut être même dur pour certains.

**Christophe VIGNAUD :**

A qui le dis-tu ?

**Lionel BARBERIS :**

Oui, je sais. C'est pour ça que l'engagement, et notamment celui de maire, est un engagement qui est fort, qui est dur.

**Christophe VIGNAUD :**

Après c'est un choix aussi.

**Lionel BARBERIS :**

C'est un choix, mais c'est un choix dans une société qui aujourd'hui est très Instagram, etc... On est sur des choses qui peuvent être parfois un peu violentes, un peu faciles.

**Christophe VIGNAUD :**

C'est pour ça que tu as entièrement raison. C'est vrai que le travail est important en commission, c'est vrai que ça prend beaucoup de temps, vous avez pris beaucoup de temps là-dessus. Et je pense que c'est là-dessus qu'il faut se baser et que tout ce qui peut être dit sur Instagram ou Facebook, tout ce qu'on peut voir, franchement ça ne sert à rien, c'est plus de la lâcheté qu'autre chose puisque derrière Facebook et Instagram les gens se lâchent plus que devant toi quand ils viennent te voir.

**Lionel BARBERIS :**

Alors déjà, je pense effectivement qu'on peut inviter tout le monde à se joindre au débat démocratique. Je pense que c'est aussi la manière de dire à tous ces gens qu'ils peuvent avoir leurs idées, ils peuvent ne pas être d'accord. Je pense que ce qui est bien, c'est de pouvoir aussi s'ils souhaitent s'exprimer, c'est eux-mêmes, s'engager. C'est ce que je disais aux agents. Quand j'étais directeur général, je disais aux agents « si vous n'êtes pas d'accord avec les élus, démissionnez, engagez-vous, montez une liste et allez-y puisqu'il faut que chacun soit à sa place ». Voilà. Alors on a des gens autour de nous qui nous soufflent des idées, qui, parfois, n'osent pas s'engager. Ça fait partie là aussi du débat démocratique. Voilà, en tout cas je voulais remercier tout le monde. Je pense que j'aurais été dans un autre pays, peut-être que je n'aurais pas fini le mandat. Je pense qu'on m'aurait mis un peu de cyanure dans le verre ou quelque chose comme ça.

**Christophe VIGNAUD :**

Moi aussi sûrement. Moi aussi.

**Lionel BARBERIS :**

Je pense qu'on ne m'aurait pas laissé parler. Voilà, je voulais vous en remercier parce que vous avez aussi supporté ce débat et vous l'avez toujours accepté. Je vous en remercie.

**Christophe VIGNAUD :**

Supporté, non, mais l'échanger, oui.

**Lionel BARBERIS :**

Vous savez que ça a toujours été dans une démarche constructive, même si des fois mes propos peuvent être rudes.

**Christophe VIGNAUD :**

Supporté, non, ce n'est pas le mot parce que en fait, supporter, ça veut dire que tu subis ou que tu n'aimes pas. Je trouve que c'est intéressant et on n'a pas fini puisqu'on va débiter ce conseil.

**Lionel BARBERIS :**

On va encore faire ce conseil. Ne vous inquiétez pas, je serais fidèle à moi-même.

**Christophe VIGNAUD :**

Non, mais tu as raison. Mais c'est ça qui est intéressant. Le but, il est d'arriver à discuter. Et comme je le disais en préliminaire, on sait que le but est presque commun à tous. Et on ne veut pas prendre tout à fait le même chemin. Mais ce n'est pas grave, on le fait pour le bien des administrés. Et en fait, on s'est tous dévoués pour nos administrés et notre commune. Et on a des exemples autour de nous. Je veux dire, Cathy a fait plusieurs mandats, Michel en a fait aussi pas mal et Alain aussi. Donc, si ce n'était pas quelque chose qui nous plaisait, s'il n'y avait pas ce don de soi, je pense que beaucoup de gens comme vous, comme vous trois en tout cas, qui êtes des exemples pour ça, vous ne vous seriez pas engagé là-dessus. Donc oui, très bien.

**Lionel BARBERIS :**

Je viens sur mon deuxième point ?

**Christophe VIGNAUD :**

Oui.

**Lionel BARBERIS :**

Mon deuxième point, qui par-contre, est sur le lac. Par rapport à vos propos, c'est une histoire de vision aussi. C'est-à-dire que je pense que le lac est prioritaire pour tout le monde. Je pense qu'on est tous d'accord, c'est important. La méthode, et je pense que je reviendrai tout à l'heure sur le débat budgétaire, sur la méthode. C'est rentré très tard dans le plan pluriannuel d'investissement ou dans la PCP. C'est arrivé très tard sur le mandat et quand vous dites ça peut se faire dans les petites réunions, je pense que c'est important que ces débats du lac, il aurait dû, en tout cas cet engagement sur le lac, aurait dû arriver, même financièrement, sur les travaux qu'on avait à faire dès le début du mandat. Et c'est arrivé très tard. En fait, quasiment l'année dernière, on nous dit, voilà, on va...

**Christophe VIGNAUD :**

Si je peux juste t'arrêter...

**Lionel BARBERIS :**

Monsieur le maire, c'est vous le président.

**Christophe VIGNAUD :**

Juste en 2020-2021, n'oubliez pas qu'il y avait le Covid. Pendant deux ans, on n'a rien fait et vous sortiez d'une campagne de 2019, et vous étiez présents, enfin vous étiez présents tous les deux, qui a été relativement difficile. Vous avez subi des arrêts importants qui ont coûté beaucoup d'argent aux communes et surtout à la communauté de communes.

Et toi, le premier, tu le dis, c'est la communauté de communes qui mène puisque le lac, c'est une compétence MACS. Nous avons essayé de trouver des solutions, on a mis en place des choses. En 2023, oui, c'était que 5000 m3 et là on a mis quelque chose de plus important, suivant l'arrêté préfectoral qui nous est aussi imposé puisque ça c'est quelque chose qui nous est imposé. Donc c'est arrivé tardivement, oui, c'est d'arriver en 2022, 2023 à 5000 m3. Et on s'est bien rendu compte que si nous voulions, et je sais que sur le principe, tu es tout à fait d'accord avec moi, le lac est important, si nous voulions garder ce lac de façon viable, il fallait passer à autre chose et c'est cette autre chose qu'on a mis en place.

**Lionel BARBERIS :**

Tout à fait et c'est pour ça que je reviens sur la méthode. La commission finance par exemple, sur laquelle nous avons travaillé depuis le premier jour, a vu arriver très tardivement les engagements financiers qui étaient liés à ces travaux. Et je pense que c'est là où sur la méthode, par-contre, j'aurais souhaité, et c'est ce que je souhaite même pour le futur, qu'on ait une anticipation, un travail de fond sur les moyens, sur les engagements financiers que ça peut apporter.

Et pour reprendre ce sujet spécifique, je me rappelle les débats que nous avons eu en conseil municipal et il s'agissait notamment que MACS porte 100% dans les débats en disant, et notamment en commission, on a dit combien ça va représenter pour la commune ?

On nous a dit MACS prendra 100% des coûts et tout sera remboursé en totalité. Il se trouve que j'ai compris entre temps, déjà que c'est 90-10, mais surtout que MACS ne prend pas toutes les années ce besoin-là, mais une fois tous les trois ans. J'ai besoin d'éclaircir ce sujet-là parce qu'en conseil, on nous a dit MACS prend tout. J'ai appris entre temps que MACS prendrait une fois tous les trois ans et surtout que le besoin de 15 000 m3 est plutôt annuel et que là j'ai l'impression qu'on s'inscrit dans une démarche tous les trois ans de 15 000 m3. C'est là où j'ai besoin et quand on dit « on a des petites réunions pour décider de tout ça ». Je pense que c'est important notamment et c'est pour ça que la commission finance, c'est important qu'elle soit associée à ça. C'est quel engagement ça représente pour la commune sur combien d'années, quelles sont les sommes qu'on doit prévoir, quel investissement on doit anticiper. Parce que comme c'est un sujet prioritaire, ce n'est pas anodin. Et c'est quelque chose qu'on doit de toute façon inscrire dans le marbre au sein des investissements futurs. J'ai vraiment l'impression que ça va nous coûter, mais qu'on a pensé peut-être trop vite ou à tort que ça allait être MACS qui allait porter ce sujet, financièrement. Et ce n'est pas le cas a priori.

**Christophe VIGNAUD :**

Juste pour te répondre rapidement et puis après on va essayer de commencer.

**Lionel BARBERIS :**

Comme ce sont des préliminaires qui me semblent importants, c'est un sujet...

**Christophe VIGNAUD :**

Il n'y a pas de problème.

Tout d'abord, il a fallu convaincre MACS de financer cette partie-là parce que comme tu l'as dit et on le dit souvent, la MACS a cette compétence. Il a fallu convaincre MACS de pouvoir nous aider là-dessus. On a eu la stratégie qui s'est ensuite ajoutée et qui a permis de sortir financièrement ces investissements-là, que MACS aurait eu du mal à porter, mais quand même ils ont été là. Donc au départ c'était 100%. Puis dans la discussion, même le président m'avait fait une proposition que je n'ai pas acceptée. Donc on a fait 90/10. 90% d'investissement de leur part et 10% de notre part. Vous avez voté, nous avons discuté...

**Lionel BARBERIS :**

Et de fonctionnement ? Il y avait le fonctionnement, vous avez dit investissement. Investissement et fonctionnement ?

**Christophe VIGNAUD :**

Oui et de fonctionnement. Et nous avons voté, c'est ce que j'allais dire par la suite, 32 000 € pour tout ce qui était fonctionnement et 36 000 € sur l'investissement. L'investissement est en une seule fois pour la canalisation qui est en place, mais qui, bien entendu, n'a pas donné ce qu'on souhaitait, pour plein de raisons techniques que j'ai évoquées et pour lequel il faudra que la prochaine fois, on se rapproche de gens qui soient équipés. Non pas qu'ils n'étaient pas équipés, mais en tout cas sous-dimensionnés. Donc aujourd'hui c'est ça. Après, MACS nous a dit, pour la suite, puisque le lac est important, et le lac est important, pour nous mais aussi pour les 23 communes, je vais vous aider. Donc ils sont, aujourd'hui, dans une logique de nous aider.

**Lionel BARBERIS :**

Je vais vous aider sur une compétence qui leur appartient.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, oui, tout à fait. Mais je vais vous aider parce que nous, on souhaite...

**Lionel BARBERIS :**

Ils vont nous aider mais c'est leur boulot.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, je sais. Mais eux ils souhaitent, en tout cas participer à deux campagnes. Nous nous souhaitons participer de façon importante, soit tous les ans, soit tous les deux ans. Si on fait tous les deux ans, on ne fera pas 15 000 m<sup>3</sup>, mais on fera 30 000 m<sup>3</sup>. Puisque l'idée c'est ça. Par-contre, il va falloir le mettre...Attends, tu peux me laisser parler. Bien entendu, il va falloir le mettre dans le BPI. Bien entendu, il va falloir le graver dessus. Et bien entendu, il va falloir avant tout cela, travailler sur la méthodologie, pour savoir de quelle façon nous allons sortir le sable. Est-ce qu'on recommence ce que l'on a fait, en grattant, en posant et en absorbant, ou est-ce que nous mettons cette fameuse suceuse qui viendra et qui prendra le sable dans la zone initiée, et éventuellement dans d'autres zones.

**Lionel BARBERIS :**

Mais est-ce que notre combat, ce ne serait pas plutôt de voir avec MACS qu'ils assument pleinement leurs compétences pour porter financièrement les travaux. Parce qu'on parle d'investissements qu'on va devoir inscrire dans le marbre qui vont handicaper les moyens de nos citoyens pour porter d'autres politiques publiques. Et je pense que pour que les élus que nous sommes autour de cette table puissent exécuter vraiment correctement les politiques publiques futures, il faut que chacun dans sa compétence soit prêt. Et je pense que notre combat, il est plutôt de dire à MACS, aidez-nous à porter pleinement votre compétence. Et nous on est prêt à participer en tant qu'élus à MACS, etc., mais de laisser MACS nous dire vous allez porter quasiment deux tiers, puisque c'est une année sur trois, ça veut dire qu'on porte deux ans sur trois, excusez-moi, mais ce n'était même pas le deal de départ quand on nous l'a présenté en conseil municipal.

**Christophe VIGNAUD :**

Bien entendu, alors là, tu prêches un convaincu concernant MACS.

**Lionel BARBERIS :**

Mais monsieur le maire, je pense que notre combat, il est là, en fait.

**Quentin BENCHETRIT**

Mais ce n'est pas vraiment un combat. On peut quand même prouver sur toute la durée du mandat qu'on a énormément œuvré main dans la main avec MACS et...

**Lionel BARBERIS :**

Mais je pense qu'ils sont prêts à le faire, il n'y a pas de problème.

**Quentin BENCHETRIT**

Mais bien sûr, mais on en est la preuve parce que sur plein de sujets...

**Lionel BARBERIS :**

Mais notre discussion, elle doit être là-dessus, elle ne doit pas être de porter des compétences à leur place.

**Quentin BENCHETRIT**

Sur énormément de sujets, on a réussi à démontrer sur le mandat qu'on a réussi à œuvrer avec MACS sur des sujets où rien n'était fait par le passé. Et donc, en fait, aujourd'hui, c'est hyper intéressant ce que tu dis, mais il faut travailler main dans la main avec MACS...

**Lionel BARBERIS :**

C'est ce que je propose.

**Quentin BENCHETRIT**

Pour pouvoir avancer sur des sujets, là où parfois...

**Lionel BARBERIS :**

C'est exactement ce que je propose.

**Quentin BENCHETRIT**

Mais c'est pour ça que c'est important de le souligner. Parce qu'il ne faut surtout pas, comme on peut l'entendre ailleurs, de dire "on va aller au combat contre MACS".

**Lionel BARBERIS :**

Non, non. Ce n'est pas... Il n'y a pas de combat. Je pense que MACS est une entité qui fait partie de notre territoire. On fait partie du territoire de MACS.

**Christophe VIGNAUD :**

C'est nous, MACS, c'est nous.

**Lionel BARBERIS :**

Mais on ne peut pas le découvrir comme ça, en fin de mandat. Comme tu dis, le but c'est de se dire "ça fait partie". Non mais, comme on a apporté beaucoup de compétences de MACS...

**Quentin BENCHETRIT**

Par rapport à ce qu'on peut entendre vis-à-vis du mandat ou autre. Notre discours est très clair.

**Lionel BARBERIS :**

Je pense que notre débat est très clair. Utilisons au maximum les capacités de chacun parce qu'on a besoin de tout le monde. Et je pense que sur notre territoire, on est une commune touristique, on attire énormément de monde, ça attaque énormément les plages, et l'érosion derrière, etc. Donc je pense que l'intercommunalité, elle a ce pouvoir et ce potentiel financier pour nous aider. Qu'on en reste un acteur important, c'est essentiel. Mais ce qui est important dans ces moments-là, c'est aussi de se dire "retournons-nous vers eux et allons chercher encore plus". Pour justement leur demander de s'impliquer avec nous.

**Quentin BENCHETRIT**

C'est là où c'est totalement cohérent aujourd'hui parce que quand on entend des fois que c'est pas cohérent par exemple que le lac soit géré par MACS, en fait aujourd'hui là où ça prend son sens c'est quand on voit l'office du tourisme nous transmet via Landes Attractivité les flux touristiques. Ce qui nous permet aujourd'hui de voir...

**Lionel BARBERIS :**

Et pas que touristiques, tu verras qu'avec les habitations qui sont en train de se construire dans certaines communes, le flux sera aussi local.

**Quentin BENCHETRIT**

La plupart des personnes qui profitent aujourd'hui de la commune, ne dorment pas sur la commune, sont à l'extérieur, et donc impactent aussi économiquement les communes voisines. Donc il est totalement normal qu'aujourd'hui ce soit plutôt à l'échelle de l'intercommunalité.

**Lionel BARBERIS :**

À l'échelle de l'intercommunalité, nous restons très attractifs y compris pour les membres de ce territoire. Les gens qui habitent sur le territoire qu'ils soient à Tyrosse, à Bénesse, à Angresse, ils aiment venir, ils participent à tout ça.

**Christophe VIGNAUD :**

Je vais répondre sur les deux questions. La première question par rapport au tourisme. Ce qu'il faut juste savoir puisque j'avais pris ça pour information et en fait sur les 23 communes voisines, vient chez nous : 21% de Seignosse, 20% de Capbreton, ça ce sont les voisins-voisins, 6% de Soustons, 5% de Labenne, Vieux-Boucau, Saint Vincent de Tyrosse et Anglet, 3% de Biarritz, Ondres et Bayonne. Donc vous voyez que l'attractivité de la ville elle est là. Et tu as raison sur le fait que MACS il faut qu'on travaille dessus et quand on travaille dessus bien entendu là aussi il fallait aussi retrouver une certaine confiance mutuelle entre MACS et la commune, non pas qu'elle avait été perdue, ce ne sont pas du tout mes propos, mais c'était aussi de savoir comment on travaillait. Et puis on est arrivé en fin de mandat, pourquoi ? Parce que là, on a fait ce test-là et quand on leur a expliqué que ce test devait se faire, on a récupéré les fameux chiffres, que ça soit en termes de mètre-cubes mais aussi financiers. Et il est clair, et c'est tout à fait clair, qu'il faut travailler réellement main dans la main avec MACS, de bien leur redire que leur compétence, elle est autour du lac, elle est dans le lac, et qu'il faut qu'on arrive à moyen terme à avoir une vraie relation pour qu'ils puissent financer en totalité ou en partie, mais en tout cas une grosse partie, les travaux qu'on va continuer à faire puisque c'est important de les faire.

**Lionel BARBERIS :**

Je me permets juste de finir là-dessus, excusez-moi.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui

**Lionel BARBERIS :**

On a signé une convention et cette convention nous engage, mais elle nous engage dans la limite de ce que la convention définit. Donc c'est pour ça que j'invite quand même les futurs élus, pour le coup, des futures commissions à travailler sur ce sujet-là de reconduction auprès de MACS, des discussions, d'élargissement et parce que vous le dites à juste titre, le lac, ce n'est pas que le lac, c'est le lac, le port, c'est Seignosse, c'est Hossegor, c'est Capbreton, on a vraiment un sujet qui est tout à fait justifié à l'échelle intercommunale.

**Christophe VIGNAUD :**

La compétence, c'est port et lac, donc c'est très clair et il faut y travailler dessus, et il faut au contraire travailler en collaboration avec et non pas contre. En tout cas c'est notre... je pense que c'est le statut de tous.

Très bien, donc on va passer au conseil mais avant on doit voter le procès-verbal du conseil précédent du 14 novembre 2025. Est-ce que vous aviez des questions sur le sujet ?

**Lionel BARBERIS :**

Oui, monsieur le maire.

Juste je voulais revenir sur une demande qu'on m'a faite pendant ce conseil, puisqu'on m'a demandé les chiffres de l'absentéisme au niveau national des agents municipaux. Donc je voulais vous les communiquer puisque ça avait été demandé.

Donc ce qu'il faut savoir c'est que l'absentéisme au niveau national, on est à onze jours dans le privé, en moyenne. On est sur quatorze jours dans la fonction publique. Dans la territoriale on a dix-sept jours d'absence en moyenne sur l'année. Et je rappelle qu'à Hossegor on est à 35 jours d'absence en moyenne, et c'était un peu le débat qu'on avait. Donc je ne me satisfais évidemment pas de ce chiffre, et vous non plus, je le sais. Mais en tout cas c'est pour vous montrer l'écart aussi qu'aujourd'hui entre un début de mandat on était à onze jours qui est équivalent à ce qu'on avait dans le privé, et aujourd'hui on est à 35 jours d'absence, alors qu'on a 23 postes de plus dans les effectifs de la municipalité.

**Christophe VIGNAUD :**

Non, on n'a pas 23 postes de plus

**Lionel BARBERIS :**

Ce sont les chiffres officiels du RSU monsieur le maire.

**Quentin BENCHETRIT :**

Concernant ce point, je tenais juste au nom de tout le conseil municipal et des différents agents concernés, que ce chiffre est vraiment à nuancer par rapport aux personnes qui sont 100% absentes, et des personnes qui ont zéro jour d'absence. Donc ça c'est un point qui, lors de ce conseil, le dernier conseil municipal, a eu un impact sur tous les agents qui sont présents en mairie, et donc ça, par contre, c'est vraiment hyper important de le redire ce soir. Ce n'est pas un chiffre représentatif de l'ensemble de l'effectif de la commune, mais c'est un chiffre isolé, et qui en fait, est une statistique globale.

**Lionel BARBERIS :**

Un chiffre isolé ?

**Quentin BENCHETRIT :**

C'est une statistique globale.

**Lionel BARBERIS :**

Ah bon ? Un chiffre isolé quand sur 135 agents tu as 35 jours d'absence

**Quentin BENCHETRIT :**

Mais on a de nombreux agents, et il faut les remercier, qui sont présents sur le front au quotidien, et qui ont eu zéro jour d'absence sur l'année.

**Christophe VIGNAUD :**

Et qui pallient, en plus, l'absence des autres. C'est important.

**Lionel BARBERIS :**

Là vous voyez, c'est en ça que je trouve les limites de la politique, c'est indécent en fait.

**Christophe VIGNAUD :**

Non mais non, c'est pas du tout indécent.

**Lionel BARBERIS :**

Non mais ça c'est du populisme pour le moment.

**Mathilde VINTROU :**

Je voudrais ajouter que je rejoins Quentin sur le propos parce que ça fait quelques mois qu'on entend le même discours de souligner ce qui ne va pas, c'est normal et tu fais bien de le faire, mais il faut aussi souligner ce qui va. Et il y a des gens qui se lèvent tous les matins, qui vont travailler pour la commune, et ceux-là on ne les remercie pas, on en n'entend pas parler, et moi ce soir, j'aimerais les remercier, et j'aimerais même qu'on les applaudisse, vous voyez.

**Jean-Marc LEROY :**

Oui, moi je voudrais intervenir sur le sujet aussi, monsieur Barberis, s'il vous plaît. Juste toujours pour compléter ce qui vient d'être dit, il y en a un certain nombre qui sont venus me voir, et qui m'ont chargé, et ceux-là sont ceux qui travaillent cinq jours par semaine sans discontinuer, et qui m'ont chargé de vous dire à vous, monsieur Barberis, qu'ils apprécieraient beaucoup que votre considération n'aille pas seulement à ceux qui sont en arrêt de travail mais aussi à ceux qui les remplacent. Voilà, je voulais vous le transmettre.

**Lionel BARBERIS :**

Très bien. Je peux répondre ou pas ?

**Christophe VIGNAUD :**

Mais le débat démocratique est fait pour ça.

**Lionel BARBERIS :**



Alors c'est marrant parce que vous avez ce don de renverser les faits. Et en fait, moi ce que je vous dis aujourd'hui c'est que le bilan du RSU, qui est l'avantage de ce rapport, c'est qu'il est factuel, il est sur des faits qui sont établis, qui sont calculés en fonction des données que la collectivité a, et quand j'entends vos propos, je trouve que c'est vraiment une façon de...

**Jean-Marc LEROY :**

Vous savez très bien que la statistique est faussée, elle est faussée...

**Lionel BARBERIS :**

En fait, je ne peux pas parler en fait, non mais j'adore.

**Patrice BIANCONE :**

La statistique est globale.

**Christophe VIGNAUD :**

On devrait la détailler d'ailleurs. C'est vrai qu'on pourrait la détailler.

**Lionel BARBERIS :**

Met le micro... Patrice, le micro.

**Patrice BIANCONE :**

Simplement que les statistiques sont globales et elles ne sont pas détaillées. Donc l'argument de Jean-Marc, je ne sais pas où il va le piocher mais c'est aberrant.

**Christophe VIGNAUD :**

Non, non, non.

**Jean-Marc LEROY :**

Quel argument ?

**Patrice BIANCONE :**

Ce que tu viens de dire.

**Jean-Marc LEROY :**

C'est à dire ?

**Patrice BIANCONE :**

Oh écoute, ça va.

**Lionel BARBERIS :**

Non mais est-ce que je peux du coup reprendre ?

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, oui vas-y, reprends et après j'aimerais bien qu'on avance si ça ne t'embête pas parce qu'on n'a pas démarré encore.

**Lionel BARBERIS :**

Je trouve ça d'un amateurisme affligeant en fait. C'est à dire, pourquoi c'est affligeant ? Parce qu'en fait, on a un rapport social unique, qui est un document officiel, qui est un document réglementaire, qui fait état d'une photographie à l'instant, qui est de dire voilà, on a tant d'argent dans la collectivité, il y a tant d'équivalent en plein, ça coûte tant, il y a tant de charges, etc. Le document est très bien fait et il se trouve que c'est le même entre 2020 et 2024, on peut reprendre la maquette est la même, elle est faite par le centre de gestion, qui est un organisme, qui est au service de la collectivité et qui est un organisme qui fait ce rapport social unique. Donc quand on passe entre 2020 à 11 jours d'absence et que derrière on est à 35, l'écart est phénoménal, je dis bien phénoménal, parce que je crois que 35 jours d'absence c'est plus d'un mois par agent, c'est énorme à l'échelle des 130 ETP qui sont marqués dans le RSU monsieur le maire. Les 130 ETP qui sont dans le RSU, quand vous ramenez ça à un mois par agent, vous vous rendez compte le nombre de mois que ça représente.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, ça je m'en rends compte.

**Lionel BARBERIS :**

Alors ce qui est intéressant c'est votre découverte un peu du fonctionnement de l'administration, c'est ça moi qui m'afflige, c'est qu'en fait au bout de 5 ans, au bout d'un mandat, vous découvrez les choses. Vous apprenez, non mais je vous le dis parce qu'en fait il y a une vraie incompétence.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui je te remercie.

**Lionel BARBERIS :**

Non mais il y a une vraie incompétence c'est le problème et pour moi c'est un vrai problème.

**Christophe VIGNAUD :**

Je te remercie.

**Lionel BARBERIS :**

Non mais ça peut vous faire rire mais moi ça ne me fait pas rire.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui ça me fait rire.

**Lionel BARBERIS :**

Non mais moi, ça ne peut pas me faire rire.

**Christophe VIGNAUD :**

Si si non mais c'est très drôle.

**Lionel BARBERIS :**

Non mais de toute façon je vais m'expliquer par rapport à tout ça. Mais de toute façon, monsieur le maire, l'incompétence elle est factuelle, je veux dire sur des propos qui sont très simples. La dernière fois, lors du dernier conseil quand on vient de me dire que le centenaire a coûté 380 et que je redemande les tableaux.

**Christophe VIGNAUD :**

Alors on ne va pas parler de tout ça.

**Lionel BARBERIS :**

Et que je redemande les tableaux.

**Christophe VIGNAUD :**

Au bout d'un moment, ne mélangeons pas tout. Non mais attends, Lionel, si tu continues je vais tout arrêter, on va passer au conseil. On ne va pas parler pendant 3 heures de choses.

**Lionel BARBERIS :**

Mais on est dans le conseil, monsieur le maire, on est dans l'approbation du rapport.

**Christophe VIGNAUD :**

30 secondes s'il te plait. En conseil municipal, il y a un ordre du jour, ok ?

**Lionel BARBERIS :**

Ben on est dedans.

**Christophe VIGNAUD :**

Non ce n'est pas l'ordre du jour. Donc je pourrais considérer que ce sujet-là n'est pas à débattre.

**Lionel BARBERIS :**

Mais monsieur le maire vous pouvez considérer ce que vous voulez, mais si vous me couper, ça ne s'appelle plus la démocratie.

**Christophe VIGNAUD :**

Ça fait partie de mes fonctions, d'accord ?

**Lionel BARBERIS :**

Oui mais ça ne s'appelle plus la démocratie.

**Christophe VIGNAUD :**

Ah oui, mais de temps en temps on peut aussi arrêter de discuter sur des choses sur lesquelles on a discuté plusieurs fois.

**Lionel BARBERIS :**

Là vous venez de dire des choses qui demandent une réponse. Laissez-moi au moins répondre monsieur le maire.

**Christophe VIGNAUD :**

Non mais c'est une déformation de l'ensemble des choses.

**Lionel BARBERIS :**

Absolument pas, parce que là je viens d'être mis en cause sur des propos et qui sont absolument, d'ailleurs c'est assez facile d'arriver à ce type de conclusion. Donc on dit, on a un document qui dit clairement les agents sont absents 35 jours. Bien évidemment que c'est une donnée, c'est une moyenne. C'est quand même assez énorme que vous arrivez en disant, oui mais des agents sont sentis

blessés. Mais heureusement qu'on a des agents dans la collectivité qui font du bon boulot. Et je le dis, bien sûr qu'on a des agents qui font du très bon boulot. Il y a des gens qui se lèvent tous les matins 5 jours par semaine.

**Christophe VIGNAUD :**

Merci pour eux. C'est bien de le reconnaître.

**Lionel BARBERIS :**

Non mais c'est bien de le reconnaître, mais arrêtez de dire des bêtises.

**Christophe VIGNAUD :**

Non mais merci pour eux.

**Lionel BARBERIS :**

Non mais merci pour eux, mais heureusement, j'ai dirigé pendant des années, pendant 20 ans des administrations, je sais exactement l'implication des agents publics. Et les agents publics sont remarquables par leur investissement par rapport aux valeurs du service public, et on peut les citer, elles sont nombreuses.

**Christophe VIGNAUD :**

Il y en a certains qui pourraient avoir cette valeur-là, ils ne seraient pas en arrêt pendant des années

**Lionel BARBERIS :**

Non mais monsieur le maire, qu'on ne soit pas d'accord avec certains agents qui peuvent profiter, abuser d'un système, etc. on le connaît, ça arrive de partout.

**Christophe VIGNAUD :**

Et oui, et ils faussent les chiffres.

**Lionel BARBERIS :**

Ce que je veux vous dire, c'est que moi je pars d'un principe où vous avez pris la collectivité, avec une collectivité qui avait 11 jours d'absence en moyenne dans la collectivité. C'est une moyenne et on est à 35 jours. Que certains agents continuent à s'investir, que certains s'impliquent énormément. On le sait. Vous avez des agents et certains sont remarquables par leur investissement. Il n'y a aucun problème là-dessus. Que dans une moyenne, vous ayez 35 jours d'absence dans la collectivité, monsieur le maire, ça montre que dans le management de la collectivité, vous avez un très gros problème. Un très, très gros problème.

Aujourd'hui, vous avez les risques psychosociaux qui sont en cours d'analyse. Je suis impatient de voir ce que ça va donner. Vous allez me dire que c'est fabuleux, c'est génial, la collectivité va super bien. Moi, je peux vous dire déjà, pour avoir fait beaucoup de collectivités, notamment en diagnostic RPS, j'en ai fait quelques-unes. J'ai fait aussi beaucoup d'audits de collectivité. Je peux vous assurer que la collectivité ne va pas bien du tout en termes de management et par rapport à l'encadrement. Donc maintenant, les chiffres sont là. C'est 35 jours d'absence et quand vous passez de 11 à 35, moi, j'estime effectivement qu'il y a des choses à faire et monsieur le maire, vous avez commencé à les faire. Puisque je vous rappelle que sur cette année qui est effectivement une fin de mandat, quand sur une fin de mandat, vous demandez un audit organisationnel, c'est que vous même vous constatez qu'il y a un problème. Quand vous demandez derrière un diagnostic RPS, c'est que vous vous dites il est nécessaire de le faire. Et en plus, c'est une obligation légale.

**Christophe VIGNAUD :**

On est le premier à le faire sur le territoire,

**Lionel BARBERIS :**

Oui monsieur le maire, donc vous êtes les premiers aussi à remarquer qu'il est nécessaire de faire des choses. Donc, arriver là et me dire grosso modo oui, on a envie, on va applaudir les agents parce qu'ils sont super, etc. Mais bien entendu que l'agent public est super quand il y a une tempête, Ce sont les premiers à s'investir et j'en ai fait partie, à 3 heures du matin à couper des arbres. C'était mon quotidien de directeur général. Il n'y a aucun problème. J'étais avec les agents toujours sur le terrain. Donc ça, vous ne pouvez pas me dire que je ne suis pas dans cette logique-là. Par contre, les chiffres, monsieur le maire, sont têtus. Et aujourd'hui, sur un mandat, le diagnostic et le bilan qui est le vôtre, c'est que les agents, on est passé de 11 à 35.

**Christophe VIGNAUD :**

Alors moi, je vais juste vous répondre en 30 secondes et puis après, on avance. Alors je suis un incompetent. Il n'y a pas de problème. Je suis un très mauvais maire. Il n'y a pas de souci.

**Lionel BARBERIS :**

Je vous ai dit que c'était tout ce que vous avez autour de vous.

**Christophe VIGNAUD :**

Ce n'est pas très gentil pour les gens qui travaillent autour de nous.

**Lionel BARBERIS :**

Ben, réfléchissez monsieur le maire.

**Christophe VIGNAUD :**

Non, non, ce n'est pas très gentil. Surtout que c'est un poste que tu as...

**Lionel BARBERIS :**

Après, monsieur le maire, c'est votre responsabilité, vous avez raison.

**Christophe VIGNAUD :**

C'est un poste que tu as, en plus, effectué à Capbreton ou ailleurs. Donc voilà, je suis un incompetent. Ce n'est pas très grave. Je peux assumer ces choses-là. Les gens verront bien et les gens choisiront le jour même.

**Lionel BARBERIS :**

Vous savez, monsieur le maire, ce n'est pas l'élection qui fait la compétence.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, oui, c'est sûr.

**Lionel BARBERIS :**

Non, non, ça, ce sont les chiffres.

Aujourd'hui, je suis désolé, mais à un moment, les gens feront ce qu'ils veulent parce que les élections, ce sont les élections. Moi, les faits, je les connais.

**Christophe VIGNAUD :**

En ce qui concerne les chiffres, ils sont biaisés pour une bonne et simple raison, c'est que tu as un certain nombre d'agents qui ont plus de jours, que d'habitude, de maladie ou autres.

**Lionel BARBERIS :**

Le service urbanisme a été absent pendant un an ou je ne sais pas combien de temps mais ils ne sont même pas dans ces chiffres-là, monsieur le maire, en 2024, ils n'y étaient pas, les cinq absents. Vous avez un vrai problème.

**Christophe VIGNAUD :**

Mais, on a un vrai problème, c'est sûr, bien entendu, à t'écouter, c'est comme les finances, on est en banqueroute. Ce n'est pas vrai.

**Lionel BARBERIS :**

Ce n'est pas ce que j'ai dit, je n'ai pas dit qu'on était en banqueroute, ce n'est pas vrai. Vous mentez.

**Christophe VIGNAUD :**

Alors, je suis un compétent et je mens. Alors bon, franchement, je me demande pourquoi je suis là depuis six ans. Franchement, on aurait déjà dû me virer depuis un moment. Écoute...

**Lionel BARBERIS :**

On ne peut pas le faire, ce sont les élections qui les font.

**Christophe VIGNAUD :**

Si, si. Vous pouvez vous réunir et dire, on vous chasse. Il faut juste que les gens votent contre moi. C'est tout. Les gens du conseil. Donc, les chiffres sont biaisés parce qu'il y a un certain nombre de gens qui ont été en maladie depuis très longtemps et qui font qu'à un moment ou un autre, ces chiffres augmentent.

**Lionel BARBERIS :**

Et on n'a pas encore les chiffres de l'urbanisme. C'est ça qui est terrible.

**Christophe VIGNAUD :**

Non, mais on ne veut pas stigmatiser et dire, c'est comme ça. En ce qui concerne le RPS, on est à 91,9% de retour. Ça veut dire, et c'est super, ça veut dire que...

**Lionel BARBERIS :**

C'était l'objectif.

**Christophe VIGNAUD :**

Absolument. J'avais demandé 90% et je remercie tous les agents d'avoir répondu parce qu'on aura une photographie de ce qui existe, bien ou mal. On est prêt à entendre les mauvaises choses puisque c'est en courant du mois de janvier où nous aurons cette fameuse réunion de restitution. Et là, on verra. Et si ça ne va pas, et bien ce n'est pas grave. Il y a des choses qu'il faut se mettre en place. Ce n'est pas parce qu'on est malade qu'il ne faut pas se guérir. Et c'est ce qu'on fera. Si des choses ne vont pas, et bien on mettra en place les choses qui sont nécessaires pour que la commune aille mieux.

Et bien entendu, il y aura aussi des choses qui sont bonnes. Il faudra aussi en parler. Parce que ne parler que des choses mauvaises, c'est se dire que le verre est à moitié vide au lieu d'être à moitié

plein. Le tout, c'est de voir vers l'avenir, de trouver les bonnes solutions pour que la commune, on ait des gens, en tout cas des agents, qui se viennent heureux et qui puissent travailler de façon...

**Lionel BARBERIS :**

Oui, mais c'était le but de tout le mandat, monsieur le maire.

**Christophe VIGNAUD :**

Bien entendu. C'était le but de tout le mandat. Je fais juste abstraction d'un truc, c'est que le mandat a commencé sous le Covid. On avait des impératifs et c'est vrai qu'on a demandé vraiment beaucoup à tout le monde, vous, les élus, mais aussi aux agents, et qu'il y avait beaucoup d'autres choses qui étaient prioritaires à un moment. Maintenant, on avait un peu plus de temps en fin de mandat. Et donc, il a été mis en place cette audit au niveau organisationnel. On l'a ici mais on l'a aussi à l'EHPAD avec le CDG puisque tu parlais du CDG. Donc on l'a aussi à l'EHPAD, et on l'a aussi ici pour voir comment on peut améliorer l'organisation. Parce qu'elle peut être toujours optimisée. Je pense qu'on a encore des marges de manœuvre.

**Lionel BARBERIS :**

Elle est plus qu'optimisable effectivement.

**Christophe VIGNAUD :**

On verra, tu réponds avant les autres. Moi, je dis on verra. On va attendre que les gens qui ont la charge de ça nous fassent un rapport. Et en ce qui concerne le RPS, j'attends avec impatience de voir ce qui ne marche pas et ce qui marche. Et de faire en sorte qu'on trouve le bon diagnostic pour que les choses se fassent correctement. Donc on est dans une logique, on est dans une logique qui permet d'avancer.

Après les chiffres, on peut leur faire dire tout ce qu'on veut et on pourrait faire tout ce qu'on veut.

**Lionel BARBERIS :**

Mais au-delà des chiffres. L'exemple, monsieur le maire, du service urbanisme, on n'a pas de solution aujourd'hui mais on aura quelle solution à la fin du mandat ? On a l'impression qu'on attend le prochain mandat pour régler le problème de l'urbanisme. Et alors que monsieur le maire, vous le savez, ça veut dire que ça fait plus d'un an que Maëlle a été sortie, et en fait il n'y a pas d'autre solution au service urbanisme.

**Christophe VIGNAUD :**

Maëlle ce n'est pas un agent, c'est une élue.

**Lionel BARBERIS :**

Non mais en l'occurrence, vous avez évincé votre première adjointe et derrière on nous a dit "bah maintenant le service urbanisme, on va le reprendre en main". Mais le service urbanisme, on a vraiment l'impression qu'on attend l'après mandat.

**Christophe VIGNAUD :**

La preuve on a repris en main et ça marche le service urbanisme.

**Lionel BARBERIS :**

Non, ça marche avec une société extérieure et avec des agents et monsieur le maire...

**Christophe VIGNAUD :**

Mais on n'a pas d'agents à plein temps, on en a qu'un.

**Lionel BARBERIS :**

Monsieur le maire, il ne faut pas s'énerver.

**Christophe VIGNAUD :**

Mais non, je ne m'énerve pas !

**Lionel BARBERIS :**

Non, mais ne vous énervez pas monsieur le maire.

**Christophe VIGNAUD :**

Je ne m'énerve pas du tout !

**Lionel BARBERIS :**

Ce que je suis en train de vous dire, c'est que...

**Christophe VIGNAUD :**

Si c'est ça s'énerver, on se dit juste les choses, le problème c'est que tu ne comprends pas. Tu ne veux pas comprendre.

**Lionel BARBERIS :**

Je comprends, je fais partie de la commission RH et finance, donc je comprends.

**Christophe VIGNAUD :**

Tu ne veux pas comprendre.

**Lionel BARBERIS :**

Si monsieur le maire. Ce que je comprends, c'est que dans le service urbanisme, on est obligé d'appeler une société extérieure pour régler le fonctionnement du service urbanisme. Alors qu'on avait 5 agents sur le papier, bon un peu moins maintenant. Mais on a même des agents extérieurs au service qui interviennent pour régler le problème du service urbanisme, au détriment d'autres services du coup. Donc il faudrait régler ce problème.

**Christophe VIGNAUD :**

Très bien, de toutes les manières, ça va être un débat sans fin puisque nous ne sommes pas d'accord.

**Lionel BARBERIS :**

Tout à fait.

**Christophe VIGNAUD :**

Très bien. Donc par rapport...

**Lionel BARBERIS :**

Autre point sur le compte rendu monsieur le maire.



**Christophe VIGNAUD :**

Sur quoi ?

**Lionel BARBERIS :**

Non mais s'il faut que je me taise, en fait, on arrête le conseil.

**Christophe VIGNAUD :**

Sur quel point ?

**Lionel BARBERIS :**

Effectivement, sur le centenaire, j'ai avancé des chiffres et je vous ai demandé les tableaux à la fin du conseil.

**Christophe VIGNAUD :**

Mais tu ne les as pas eus ?

**Lionel BARBERIS :**

Je les ai eus. Et c'étaient bien les chiffres que j'annonçais.

Donc c'était bien un centenaire qui était à 490 000 euros de dépenses et qui n'a pas du tout eu les recettes qui étaient souhaitées et espérées. Et on a un delta qui est conséquent, donc on était dans la gestion à l'euro près comme c'était annoncé.

**Christophe VIGNAUD :**

Céline ?

**Céline LUNARDELLI :**

C'est moi.

**Christophe VIGNAUD :**

Forcément

**Céline LUNARDELLI :**

Oui, forcément.

Je suis d'accord avec le chiffre des 490 000 que tu as avancé. Moi, je me suis trompée aussi. Ce n'était pas 365 000 en reste dû, de ce que la ville a payé, parce qu'on a eu aussi des subventions et des sponsors qui nous ont donné de l'argent. Donc en fait, en reste à charge à la commune, puisque j'ai eu le même tableau que toi à la suite, en fait, je n'avais pas compté de salaire. Le reste du, le reste à charge pour la commune, est de 408 074. On est d'accord ?

**Lionel BARBERIS :**

Et en fait, au départ, on avait un reste dû qui était de 250 000 puisqu'on avait 250 000 euros de recettes espérées.

**Céline LUNARDELLI :**

Juste sur le chiffre 408 000, on est d'accord ?

**Lionel BARBERIS :**

408 000, c'est ce qu'on a.

**Céline LUNARDELLI :**

C'est ce que le centenaire a coûté à la commune.

**Lionel BARBERIS :**

Ça a coûté 408 000 euros au lieu de 250 000 euros.

**Céline LUNARDELLI :**

Non.

**Lionel BARBERIS :**

Si, 250 000 euros. Le reste à charge qui était prévu, c'était 250.

**Céline LUNARDELLI :**

Ça a coûté à la commune 408 000 euros. On est d'accord sur ce chiffre ?

**Lionel BARBERIS :**

Oui. 158 000 euros de plus que ce qui était prévu au départ.

**Céline LUNARDELLI :**

Moi, je ne souhaite pas rentrer dans cette polémique. Je me suis préparée parce que je ne suis pas une oratrice comme toi et je ne gère pas ma parole comme toi. En temps de parole, en revanche, sur les 6 ans, je pense que tu as pris un peu d'avance sur moi.

**Lionel BARBERIS :**

Désolé, dans l'opposition, je pense qu'on n'est pas très nombreux pour parler.

**Céline LUNARDELLI :**

Non, il n'y a pas de soucis. Mais moi, je vais juste te dire ce que je tiens à dire. Lionel, s'il te plaît. Je voudrais juste pouvoir terminer ce que je suis en train de dire. Après, tu auras tout l'occasion de continuer. Moi, j'entends ce que tu dis. J'entends aussi que certaines personnes n'ont pas apprécié les événements et je les respecte. C'est normal, on ne peut pas faire l'unanimité. Aujourd'hui, moi, ce que je souhaite, c'est profiter de ce moment pour remercier sincèrement toutes celles et ceux qui ont contribué à faire ce centenaire. Et je vais les citer :

Les différents services de la mairie, l'animation, événementiel, les services techniques, les élus, l'office de tourisme, les associations, les artistes, les sportifs, les commerçants, les bénévoles, les partenaires et prestataires privés, ainsi que les partenaires institutionnels, la MACS, le département, sans oublier le Musée basque de Bayonne, les archives régionales et nationales, et plusieurs musées des Landes. Merci également à Sud-Ouest, partenaires du centenaire en lien avec le service communication de la mairie, que je remercie aussi vivement pour leur travail. Et un grand merci aux milliers de personnes habitant comme visiteurs qui ont participé aux événements tout au long de l'année 2023 et qui ont fait vivre cet anniversaire. Je n'ai rien d'autre à ajouter.

**Lionel BARBERIS :**

C'est la soirée de remerciement.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, c'est une soirée.

**Lionel BARBERIS :**

C'est une soirée de remerciement. C'est une dernière tournée. Il était temps de les remercier quand même.

**Christophe VIGNAUD :**

Comme on est incapable, on remercie.

**Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 14 novembre 2025.**

Si ça ne vous embête pas, on va passer au vote, s'il vous plaît. Est-ce que sur ce fameux PV du 14 novembre sur lequel on vient de s'étendre, vous êtes d'accord ? Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien. Merci. Deux abstentions. On continue. Alors on va passer au sujet finances.

Donc je vais donner la parole à Édouard qui va vous exposer les différents articles.

**FINANCES**

**1. Décision modificative n°4 2025 du budget principal**

**Edouard DUPOUY :**

Merci, monsieur le maire, je commençais un peu à m'impatienter. Donc on va passer au point numéro 1, une décision modificative.

Décision modificative numéro 4, plutôt classique. Des ajustements sur les dépenses de fonctionnement. On rajoute des crédits sur des amortissements, des annulations de crédit budgétaire pour des subventions aux associations ou alors des bascules à des associations qui ont effectué leur projet, leur manifestation et qui ont fourni leurs bilans moraux et financiers. S'agissant des recettes, vous avez également des bascules de crédits budgétaires pour les participations de la MSA et du département pour la maison de la petite enfance. On est passé du chapitre 70 au chapitre 74. Et puis sur la partie investissement, c'est l'intégration de frais d'études dans le suivi des travaux. Voilà, je n'ai pas d'autre chose à ajouter, est-ce qu'il y a des questions, des remarques sur cette DM avant qu'on passe au vote ?

**Christophe VIGNAUD :**

On va passer au vote. Donc qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

**Séance du 19 décembre 2025**

**Délibération n° 251219-01 : Décision modificative n°4/2025 du budget principal**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 24 novembre 2025,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération n°250326-08-01 du 26 mars 2025 portant vote du budget primitif 2025 du budget principal,

**VU** la délibération n°250606-01 du 6 juin 2025 portant vote de la décision modificative n°1/2025 du budget principal,

**VU** la délibération n°250606-02 du 6 juin 2025 portant vote de la décision modificative n°2/2025 du budget principal,

**VU** la délibération n°250926-03 du 26 septembre 2025 portant vote de la décision modificative n°3/2025 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°4/2025 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 0,00 € et en section d'investissement à 36 400,00 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-après :

Section de fonctionnement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	F	65	326	65748		Subventions enveloppe manifestations	-8 560,00
D	F	65	020	65748		Subventions enveloppe manifestations	-2 900,00
D	F	65	326	65748		Subventions associations - Coureurs d'écume	560,00
D	F	65	326	65748		Subventions associations - FFS	7 000,00
D	F	65	326	65748		Subventions associations - Pelote	1 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions associations - Echecs	400,00
D	F	65	020	65748		Subventions associations - Chromes	2 500,00
D	F	65	326	65748		Subventions enveloppe manifestations	-2 800,00
D	F	65	213	65748		Subventions enveloppe manifestations	-1 600,00
D	F	65	020	65748		Subventions enveloppe manifestations	-1 000,00
D	F	042	01	6811		Dotations aux amortissements	100 000,00
D	F	023	01	023		Virement à la section d'investissement	-94 600,00
<b>Dépenses de fonctionnement</b>							<b>0,00</b>

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Recettes
R	F	70	4221	7066		Redevances et droits des services à caractère social	-25 000,00
R	F	74	4221	7473		Participations Département	15 000,00
R	F	74	4221	7476		Participations autres organismes	10 000,00
<b>Recettes de fonctionnement</b>							<b>0,00</b>

#### Section d'investissement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	I	21	71	2128		Autres agencements & aménagements	17 000,00
D	I	21	551	21351		Installations générales, agencements bâtiments	-11 600,00
D	I	041	01	2128		Autres agencements & aménagements	10 000,00
D	I	041	01	21351		Installations générales, agencements bâtiments	13 000,00
D	I	041	01	2315		Immobilisations en cours - Installations	8 000,00
<b>Dépenses d'investissement</b>							<b>36 400,00</b>

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Recettes
R	I	041	01	2031		Frais d'études	31 000,00
R	I	040	01	28188		Dotations aux amortissements	100 000,00
R	I	021	01	021		Virement de la section de fonctionnement	-94 600,00
<b>Recettes d'investissement</b>							<b>36 400,00</b>

***Après en avoir délibéré,  
Avec 21 voix pour  
Et 2 abstentions (L. BARBERIS, C. DUCAMP,)  
Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** la décision modificative budgétaire n°4/2025 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à passer toutes les écritures et à signer tous documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **2. Décision modificative n°5 2025 du budget principal**

### **Edouard DUPOUY :**

Oui, alors là, c'est la nécessité de modifier des crédits budgétaires pour retracer la vente d'une balayeuse et de deux sèches linges. Vous avez le tableau qui retrace cette modification. Je tiens juste à préciser qu'il y a une petite coquille dans le libellé, mais j'imagine que Lionel a dû le voir. La sortie d'inventaire, puisqu'on a parlé de cession de terrain bâti ou d'autre bâtiment, c'est une cession de matériel et vente d'anciens matériels. Est-ce qu'il y a des remarques ou des questions là-dessus ?

### **Christophe VIGNAUD :**

On va passer au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-02 : Décision modificative n°5/2025 du budget principal**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 24 novembre 2025,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération n°250326-08-01 du 26 mars 2025 portant vote du budget primitif 2025 du budget principal,

**VU** la délibération n°250606-01 du 6 juin 2025 portant vote de la décision modificative n°1/2025 du budget principal,

**VU** la délibération n°250606-02 du 6 juin 2025 portant vote de la décision modificative n°2/2025 du budget principal,

**VU** la délibération n°250926-03 du 26 septembre 2025 portant vote de la décision modificative n°3/2025 du budget principal,

**VU** la délibération n°251219-04 du 19 décembre 2025 portant vote de la décision modificative n°4/2025 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°5/2025 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 34 320,00 € et en section d'investissement à 16 920,00 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-après :

Section de fonctionnement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Dépenses
D	F	042	01	675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	32 652,78
D	F	042	01	6761	Différence sur réalisation	1 667,22
Dépenses de fonctionnement						34 320,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Recettes
R	F	77	020	775	Produits des cessions d'immobilisations	17 400,00
R	F	77	020	7761	Différence sur réalisation	16 920,00
					<b>Recettes de fonctionnement</b>	<b>34 320,00</b>

Section d'investissement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Dépenses
R	I	040	01	192	Moins-value sur cession	16 920,00
					<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>16 920,00</b>

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Recettes
R	I	040	01	215731	Sortie inventaire - matériel roulant	31 920,00
R	I	040	01	2188	Sortie inventaire - autres matériels	732,78
R	I	040	01	192	Plus-value sur cession	1 667,22
R	I	024	01	024	Produits des cessions d'immobilisations	-17 400,00
					<b>Recettes d'investissement</b>	<b>16 920,00</b>

***Après en avoir délibéré,  
Avec 20 voix pour  
Et 3 abstentions (L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)  
Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** la décision modificative budgétaire n°5/2025 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à passer toutes les écritures et à signer tous documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



### **3. Affectations des résultats anticipés 2025**

#### **Edouard DUPOUY :**

Alors affectation des résultats anticipés, qui est là un point nouveau, puisqu'on a fait le choix de voter le budget primitif en décembre. Traditionnellement, on le faisait en février, en mars, mais on le faisait de manière concomitante au vote du compte administratif.

Donc cette fois-ci, on le fait avant le vote du compte financier unique, CFU, qui arrêtera les résultats de l'année 2025.

Donc afin de pouvoir intégrer des résultats anticipés dans le budget primitif 2026, il y a un travail de simulation qui a été réalisé afin de projeter à fin d'année les dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement. Et ainsi, nous pouvons envisager de reporter les résultats de la façon suivante. Vous avez les tableaux en pièces jointes.

Donc on aura quatre votes à faire sur affectation des résultats, sur le budget principal, sur les trois budgets annexes, c'est-à-dire cinéma, restaurant et puis le budget annexe des Barthes. Est-ce qu'il y a des questions avant qu'on passe au vote de tous ces résultats et ces affectations ? Ok alors. Oui ?

#### **Lionel BARBERIS :**

Je trouve que c'est une bonne chose qu'on puisse travailler comme ça, à savoir de faire une prévision, de voter un budget avant l'année suivante. On ne l'a pas fait sur le mandat et c'est bien de le faire. Parce que je trouve que ça ce sont des réflexes qui permettent de commencer l'année avec un budget et faire le compte administratif après, qui impute certains résultats. Mais honnêtement, pour le travail des équipes, enfin moi je le faisais tout le temps et c'est beaucoup plus confortable.

#### **Christophe VIGNAUD :**

On l'avait fait la première année, tu as oublié, mais on l'avait fait la toute première année.

#### **Lionel BARBERIS :**

C'est juste de dire que c'est plus agréable parce que les services commencent au 1er janvier avec un budget et puis d'ailleurs ça permet de voter le compte administratif un peu plus tard et la charge des services est aussi un peu plus répartie.

#### **Edouard DUPOUY :**

Ok, je me souviens très bien que tu nous avais fait la remarque déjà dans le passé. Juste un point là-dessus, on l'avait fait en 2021 et d'ailleurs on avait eu une remarque de la préfecture à ce sujet qui nous avait signalé qu'on était la seule collectivité des Landes à faire cette pratique à l'époque. En 2021, on avait eu une remarque de la préfecture là-dessus. Et un autre point, c'est qu'il y avait des difficultés techniques, notamment dans le logiciel, qui ont été remontées de la part des équipes finances et donc c'est pour ça que c'était beaucoup plus confortable de faire autrement, mais j'entends ta remarque.

On peut passer au vote si vous le voulez bien, donc on va démarrer sur le budget. On est obligé de voter budget par budget. Donc, voilà le budget.

#### **3.1 Affectations des résultats anticipés 2025 du budget principal**

L'affectation anticipée pour la commune, donc le budget principal, avec une section de fonctionnement avec un solde de 3 882 321 euros, sur la section d'investissement - 546 713 et donc

on propose un report en fonctionnement pour 2 882 321 euros et une prévision d'affectation en réserve pour 1 million d'euros.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui. Donc on va voter qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien.

**Séance du 19 décembre 2025**

**Délibération n° 251219-03-01 : Affectation anticipée des résultats anticipés 2025 du budget principal**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle que la collectivité doit adopter le budget primitif de l'exercice avant le 15 avril (ou le 30 avril en année de renouvellement), et ce, même lorsque le compte financier unique (CFU) de l'exercice précédent n'a pas encore été voté.

Dans ce cas, il est possible de prévoir une reprise anticipée des résultats de l'exercice n-1, afin d'assurer l'équilibre réel du budget primitif n.

Les résultats définitifs feront l'objet d'un ajustement au moment du vote du CFU n-1, et que les écritures nécessaires seront passées dans un budget supplémentaire.

Pour l'année 2026, la collectivité a fait le choix de voter le budget primitif en décembre 2025, soit avant le vote du CFU 2025 qui arrêtera les résultats.

Afin de pouvoir intégrer des résultats anticipés 2025 dans le budget primitif 2026, un travail de simulation a été réalisé afin de projeter à fin d'année les dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement.

Ainsi, nous pouvons envisager de reporter les résultats anticipés 2025 du budget principal comme présentés ci-dessous.

**VU** l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les instructions comptables M57,

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 24 novembre 2025 et selon les résultats estimés 2025 présentés ci-dessous,

Libellés		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres à l'exercice 2025	13 084 124,59	13 804 718,29	720 593,70
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP)	0,00	3 161 728,05	3 161 728,05
	Résultat à affecter	13 084 124,59	16 966 446,34	3 882 321,75
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2025	7 226 930,00	6 686 728,56	-540 201,44
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP)	184 721,47	178 209,30	-6 512,17
	Solde global d'exécution	7 411 651,47	6 864 937,86	-546 713,61
Restes à réaliser au 31 décembre 2025	Investissement	0,00	0,00	0,00
Résultats cumulés 2025 (y compris RAR en fonctionnement et investissement)		20 495 776,06	23 831 384,20	3 335 608,14
Reprise des résultats 2026	Prévision d'affectation en réserve (investissement ligne 1068)		1 000 000,00	
	Report en fonctionnement recette (ligne 002)		2 882 321,75	

***Après en avoir délibéré,  
Avec 19 voix pour  
Et 4 abstentions (M. DUBOSC PAYSAN, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** d'affecter le résultat anticipé de fonctionnement 2025 comme suit :

- Budget Principal Commune :

Résultat de fonctionnement 2025 : 3 882 321,75 €

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 : 1 000 000,00 €

- de reporter au c/002 : 2 882 321,75 €

Résultat d'investissement 2025, reporté au c/001 : - 546 713,61 €

**INTEGRE** ces montants dans le budget primitif 2026 du budget principal en attendant le vote du CFU 2025.

**PROCEDE** si nécessaire, après le vote du CFU 2025, à l'ajustement des ces montants via le budget supplémentaire.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à passer toutes les écritures et à signer tous documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

### **3.2 Affectations des résultats anticipés 2025 du budget annexe cinéma**

#### **Edouard DUPOUY :**

Sur le budget de cinéma, section de fonctionnement, on a un solde de 66 514 euros en investissement 34 271 euros et donc on report l'intégralité en fonctionnement pour 66 514 euros.

#### **Christophe VIGNAUD :**

On va passer au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Séance du 19 décembre 2025**

**Délibération n° 251219-03-02 : Affectation anticipée des résultats 2025 du budget annexe cinéma**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle que la collectivité doit adopter le budget primitif de l'exercice avant le 15 avril (ou le 30 avril en année de renouvellement), et ce, même lorsque le compte financier unique (CFU) de l'exercice précédent n'a pas encore été voté.

Dans ce cas, il est possible de prévoir une reprise anticipée des résultats de l'exercice n-1, afin d'assurer l'équilibre réel du budget primitif n.

Les résultats définitifs feront l'objet d'un ajustement au moment du vote du CFU n-1, et que les écritures nécessaires seront passées dans un budget supplémentaire.

Pour l'année 2026, la collectivité a fait le choix de voter le budget primitif en décembre 2025, soit avant le vote du CFU 2025 qui arrêtera les résultats.

Afin de pouvoir intégrer des résultats anticipés 2025 dans le budget primitif 2026, un travail de simulation a été réalisé afin de projeter à fin d'année les dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement.

Ainsi, nous pouvons envisager de reporter les résultats anticipés 2025 du budget annexe cinéma comme présentés ci-dessous.

**VU** l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les instructions comptables M57,

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 24 novembre 2025 et selon les résultats estimés 2025 présentés ci-dessous,

Libellés		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres à l'exercice 2025	381,99	6 068,23	5 686,24
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP)	0,00	60 828,10	60 828,10
	Résultat à affecter	381,99	66 896,33	66 514,34
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2025	0,00	0,00	0,00
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP)	0,00	34 271,10	34 271,10
	Solde global d'exécution	0,00	34 271,10	34 271,10
Restes à réaliser au 31 décembre 2025	Investissement	0,00	0,00	0,00
Résultats cumulés 2025 (y compris RAR en fonctionnement et investissement)		381,99	101 167,43	100 785,44
Reprise des résultats 2026	Prévision d'affectation en réserve (investissement ligne 1068)		0,00	
	Report en fonctionnement recette (ligne 002)		66 514,34	

***Après en avoir délibéré,***

***Avec 19 voix pour***

***Et 4 abstentions (M. DUBOSC PAYSAN, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)***

***Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** d'affecter le résultat anticipé de fonctionnement 2025 comme suit :

- Budget annexe cinéma :

Résultat de fonctionnement 2025 : 66 514,34 €

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 : 0,00 €

- de reporter au c/002 : 66 514,34 €

Résultat d'investissement 2025, reporté au c/001 : 34 271,10 €

**INTEGRE** ces montants dans le budget primitif 2026 du budget annexe cinéma en attendant le vote du CFU 2025.

**PROCEDE** si nécessaire, après le vote du CFU 2025, à l'ajustement des ces montants via le budget supplémentaire.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à passer toutes les écritures et à signer tous documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

### **3.3 Affectations des résultats anticipés 2025 du budget annexe restaurant front de mer**

#### **Edouard DUPOUY :**

Sur le budget restaurant en section de fonctionnement, on a 85 471 euros, en investissement 9980 et donc l'affectation proposée c'est 15 000 euros en réserve et un report en fonctionnement pour 70 471 euros.

#### **Christophe VIGNAUD :**

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?



**Séance du 19 décembre 2025**

**Délibération n° 251219-03-03 : Affectation anticipée des résultats 2025 du budget annexe restaurant front de mer**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle que la collectivité doit adopter le budget primitif de l'exercice avant le 15 avril (ou le 30 avril en année de renouvellement), et ce, même lorsque le compte financier unique (CFU) de l'exercice précédent n'a pas encore été voté.

Dans ce cas, il est possible de prévoir une reprise anticipée des résultats de l'exercice n-1, afin d'assurer l'équilibre réel du budget primitif n.

Les résultats définitifs feront l'objet d'un ajustement au moment du vote du CFU n-1, et que les écritures nécessaires seront passées dans un budget supplémentaire.

Pour l'année 2026, la collectivité a fait le choix de voter le budget primitif en décembre 2025, soit avant le vote du CFU 2025 qui arrêtera les résultats.

Afin de pouvoir intégrer des résultats anticipés 2025 dans le budget primitif 2026, un travail de simulation a été réalisé afin de projeter à fin d'année les dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement.

Ainsi, nous pouvons envisager de reporter les résultats anticipés 2025 du budget annexe restaurant front de mer comme présentés ci-dessous.

**VU** l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les instructions comptables M57,

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 24 novembre 2025 et selon les résultats estimés 2025 présentés ci-dessous,

Libellés		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres à l'exercice 2025	59 595,30	92 948,09	33 352,79
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP)	0,00	52 118,38	52 118,38
	Résultat à affecter	59 595,30	145 066,47	85 471,17
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2025	45 156,68	48 170,84	3 014,16
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP)	0,00	6 965,88	6 965,88
	Solde global d'exécution	45 156,68	55 136,72	9 980,04
Restes à réaliser au 31 décembre 2025	Investissement	0,00	0,00	0,00
Résultats cumulés 2025 (y compris RAR en fonctionnement et investissement)		104 751,98	200 203,19	95 451,21
Reprise des résultats 2026	Prévision d'affectation en réserve (investissement ligne 1068)		15 000,00	
	Report en fonctionnement recette (ligne 002)		70 471,17	

***Après en avoir délibéré,  
Avec 19 voix pour  
Et 4 abstentions (M. DUBOSC PAYSAN, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** d'affecter le résultat anticipé de fonctionnement 2025 comme suit :

- Budget annexe restaurant front de mer :

Résultat de fonctionnement 2025 : 85 471,17 €

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 : 15 000,00 €

- de reporter au c/002 : 70 471,17 €

Résultat d'investissement 2025, reporté au c/001 : 9 980,04 €

**INTEGRE** ces montants dans le budget primitif 2026 du budget annexe restaurant front de mer en attendant le vote du CFU 2025.

**PROCEDE** si nécessaire, après le vote du CFU 2025, à l'ajustement des ces montants via le budget supplémentaire.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à passer toutes les écritures et à signer tous documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

### **3.4 Affectations des résultats anticipés 2025 du budget annexe lotissement les Barthes**

#### **Edouard DUPOUY :**

Et enfin dernier budget annexe, les Barthes avec en section de fonctionnement un solde de 300 000 euros, en investissement - 932 089 euros et on propose de reporter les 300 000 euros en fonctionnement.

#### **Christophe VIGNAUD :**

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

**Séance du 19 décembre 2025**

**Délibération n° 251219-03-04 : affectation anticipée des résultats 2025 du budget annexe lotissement des Barthes**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle que la collectivité doit adopter le budget primitif de l'exercice avant le 15 avril (ou le 30 avril en année de renouvellement), et ce, même lorsque le compte financier unique (CFU) de l'exercice précédent n'a pas encore été voté.

Dans ce cas, il est possible de prévoir une reprise anticipée des résultats de l'exercice n-1, afin d'assurer l'équilibre réel du budget primitif n.

Les résultats définitifs feront l'objet d'un ajustement au moment du vote du CFU n-1, et que les écritures nécessaires seront passées dans un budget supplémentaire.

Pour l'année 2026, la collectivité a fait le choix de voter le budget primitif en décembre 2025, soit avant le vote du CFU 2025 qui arrêtera les résultats.

Afin de pouvoir intégrer des résultats anticipés 2025 dans le budget primitif 2026, un travail de simulation a été réalisé afin de projeter à fin d'année les dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement.

Ainsi, il est possible d'envisager de reporter les résultats anticipés 2025 du budget annexe lotissement « Les Barthes » comme présentés ci-dessous.

**VU** l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les instructions comptables M57,

**CONSIDÉRANT** que pour les budgets « de comptabilité de stock » tels que « les lotissements », il n'y a pas lieu d'effectuer de virement des excédents de la section de fonctionnement vers la section d'investissement (compte 1068) pour couvrir le déficit de la section d'investissement,

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission des finances réunie le 24 novembre 2025 et selon les résultats estimés 2025 présentés ci-dessous,

Libellés		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres à l'exercice 2025	932 089,73	982 089,73	50 000,00
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP)	0,00	250 000,00	250 000,00
	Résultat à affecter	932 089,73	1 232 089,73	300 000,00
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2025	932 089,73	932 089,73	0,00
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP)	932 089,73	0,00	-932 089,73
	Solde global d'exécution	1 864 179,46	932 089,73	-932 089,73
Restes à réaliser au 31 décembre 2025	Investissement	0,00	0,00	0,00
Résultats cumulés 2025 (y compris RAR en fonctionnement et investissement)		2 796 269,19	2 164 179,46	-632 089,73
Reprise des résultats 2026	Prévision d'affectation en réserve (investissement ligne 1068)		0,00	
	Report en fonctionnement recette (ligne 002)		300 000,00	

***Après en avoir délibéré,  
Avec 19 voix pour  
Et 4 abstentions (M. DUBOSC PAYSAN, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** d'affecter le résultat anticipé de fonctionnement 2025 comme suit :

- Budget annexe lotissement Les Barthes :

Résultat de fonctionnement 2025 : 300 000,00 €

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 : 0,00 €

- de reporter au c/002 : 70 471,17 €

Résultat d'investissement 2025, reporté au c/001 : -932 089,73 €

**INTEGRE** ces montants dans le budget primitif 2026 du budget annexe lotissement Les Barthes en attendant le vote du CFU 2025.

**PROCEDE** si nécessaire, après le vote du CFU 2025, à l'ajustement des ces montants via le budget supplémentaire.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à passer toutes les écritures et à signer tous documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

#### **4 Budget primitifs 2026**

##### **Edouard DUPOUY :**

On va avancer on va passer au point numéro 4, budget primitif.

Donc vous l'aurez compris il s'agit d'un budget particulier puisqu'il s'inscrit dans une période de transition, une transition entre deux mandats. Dans quelques semaines, le conseil municipal sera renouvelé. Donc ce budget de transition, il a pour objectif de concilier deux exigences.

D'une part, permettre à la collectivité de continuer à fonctionner normalement, tant en fonctionnement qu'en investissement. D'autre part, poursuivre les investissements, alors ceux déjà engagés, sans se lancer dans de nouveaux projets structurants. Donc il s'agit de trouver un juste équilibre entre ces deux impératifs. Ce cadre, nous l'avons d'ailleurs déjà évoqué lors d'un débat d'orientation budgétaire au dernier conseil municipal. Et donc le budget qui vous est présenté aujourd'hui n'est donc que la traduction fidèle des orientations que j'avais déjà exposé. Donc je m'attacherais à vous faire une présentation plutôt synthétique.

Vous avez pu lire, et je remercie Mélanie qui a préparé la note de présentation brève et synthétique sur ce budget. Donc comme d'habitude, une partie fonctionnement, je vais juste signaler les points les plus saillants et les modifications.

Sur la partie fiscalité impôts et taxes, on a l'évolution des bases fiscales qui sont de l'ordre de 1,7%. On a fait le choix de, comme d'habitude, d'être très prudent sur les droits de mutation qui sont en baisse de 228 000 euros par rapport aux comptes clos.

Sur la partie recette d'exploitation, on a la bascule du chapitre 74 et des participations CAF mais j'en ai déjà parlé.

Sur les autres recettes, la vente du terrain Lacout sur l'année 2025. Sur la partie recette, c'est à peu près tout ce que j'ai signalé.

Sur les taux de fiscalités, on les votera par la suite mais vous connaissez le discours maintenant, le but c'est de ne pas les bouger.

La dotation globale de fonctionnement, on l'a fait volontairement, on la projette en diminution de 29 000 euros de manière extrêmement prudente et vous avez le graphique qui montre toujours qu'elle est en baisse permanente.

Sur les dépenses réelles de fonctionnement, donc là vous avez les charges de gestion, les charges du SDIS qui augmentent, plus 11 000 euros. Vous vous souvenez qu'on avait voté et versé 192 000 euros aux commerçants de la place des Landais, dans ça c'était sur 2025. Donc on projette pareil sur 2026 de manière prudente.

Sur les charges de personnel, j'avais quand même bien détaillé, il me semble, la dernière fois dans le débat de l'orientation budgétaire. Je rappelle que l'évolution de ces charges, c'est la conjugaison de trois facteurs, les sujets sur lesquels on n'exerce pas de contrôle direct.

Donc les points de nouveauté, c'est notamment l'augmentation des taux de cotisation, l'amélioration salariale et puis l'amélioration des services. Ça c'est les trois points les plus importants.

Si je récapitule sur la partie recette réelle de fonctionnement, donc dans le BP 2026 on a un montant de 12 500 678 euros et en total de dépenses de fonctionnement, vous l'avez, c'est 17 809 943 euros.

Donc pour l'exercice 2026, il est prévu pour les dépenses réelles de fonctionnement de les estimer plutôt à 17 900 000 euros. Donc le comparatif entre 2026 et 2025, il est de plus 930 537 euros. C'est

de la prévision. Je crois que j'en ai déjà parlé mais j'ai l'impression que les actualités font que ça ne va pas s'améliorer là-dessus.

Ensuite sur les subventions aux associations, ça fait partie également de la présentation mais je reviendrai puisqu'on les vote dans un autre point.

Je vais passer à la section investissement. Donc pour l'exercice 2026, les recettes réelles d'investissement elles s'élèvent à 4 790 652 euros. Elles étaient à hauteur de 5 134 000 en 2025. Elles se décomposent en plusieurs recettes. Donc vous avez une partie qui sont des subventions d'investissement, notamment les subventions qui correspondent à l'avenue de Bordeaux, subventions du département et mobilité active, le solde de la place des Landais, DETR et FIL de la MACS, le solde de la police municipale, le plan plage, lac et pluvial.

Au niveau des emprunts, pas de changement donc pas d'emprunt inscrit en 2026. Comme je vous l'ai dit, le but ce n'est pas de projeter des projets structurants mais de laisser au contraire la main à l'équipe qui prendra la suite en mars prochain.

Sur les autres recettes, courant 2026, nous projetons donc d'encaisser la vente de la Maison Bonhomme en parallèle du lancement des travaux de la ferme du Biel. Donc ça sera pour un montant d'environ 800 000 euros. Je ne vais pas vous détailler tout le rapport sur les dépenses réelles d'investissement. C'est la vente de la Maison Bonhomme, les 800 000 euros.

**Christophe VIGNAUD :**

On a eu une offre à 750.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Est-ce qu'on a fait l'estimation des domaines ?

**Christophe VIGNAUD :**

Non.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

C'est une obligation de la faire, c'est ça ?

**Christophe VIGNAUD :**

Oui mais on le fera le moment venu.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Et techniquement, une fois qu'on a l'estimation des domaines, à quel point on peut s'en écarter en fait ?

**Christophe VIGNAUD :**

Tu peux t'en écarter.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Totalement ?

**Christophe VIGNAUD :**

Oui

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

D'accord.

**Edouard DUPOUY :**

À la hausse, pas à la baisse.

**Christophe VIGNAUD :**

À la hausse, pas à la baisse.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Non mais ça veut dire, j'extrapole, mais imaginons qu'on a les domaines qui s'estiment à 600 000 et nous on peut vendre...

**Christophe VIGNAUD :**

750, 800. En fonction du marché.

**Edouard DUPOUY :**

Pas moins de...

**Christophe VIGNAUD :**

On l'avait senti parce que le marché était redescendu.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Mais après il ne faut pas taper sur le foncier qui s'envole, si on fait pareil.

**Christophe VIGNAUD :**

Comment ?

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

On a quand même tendance à pointer du doigt le fait que le foncier soit très compliqué ici. Mais si la mairie fait la même chose, c'est à dire s'écarter, pour faire de l'argent, pour le bien public. Mais on continue nous aussi en faisant ça, si on s'écarte trop à la hausse des domaines, à entretenir la spéculation.

**Christophe VIGNAUD :**

Je pense qu'on a démontré en six ans qu'on n'a rien vendu. Au contraire, on a acheté.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Non mais ça n'a rien à voir.

**Christophe VIGNAUD :**

Si parce que tu dis qu'on peut s'écarter.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Oui mais je dis juste qu'il va y avoir une estimation des domaines.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui mais pour l'instant on n'en est même pas là. Ce sont des options.



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

D'où ma réflexion. Légalement, on peut s'écarter à la hausse, même très loin de l'estimation des domaines. Mais en faisant ça, même si c'est pour faire rentrer de l'argent et donc derrière l'investir pour le bien commun, ce fait là, fera qu'on continue à contribuer au marché...

**Christophe VIGNAUD :**

Pour l'instant on va la garder.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Mais je dis juste que si on s'écarte énormément à la hausse de l'estimation des domaines, nous aussi, on participe au fait de faire flamber le foncier.

**Christophe VIGNAUD :**

Pas tout à fait.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Un petit peu.

**Christophe VIGNAUD :**

Le marché ce n'est pas nous qui le faisons, mais malheureusement, ça aurait été bien de le faire.

On continue.

**Edouard DUPOUY :**

Bien. Pour l'exercice 2026, les dépenses réelles d'investissements, j'en ai parlé.

**Lionel BARBERIS :**

Tu as abordé les travaux sur les dépenses réelles d'investissement ? Dans ton document, il y a marqué que l'investissement sera pour 1 350 000 € de mémoire.

**Edouard DUPOUY :**

C'est une estimation.

Il y a deux choses, sur la ferme de Bielle, il y a une partie sécurisation, qui a démarré et qu'on souhaite poursuivre sur le début de l'année 2026. En revanche, le montant qui est indiqué là, il est estimatif et libre à l'équipe qui prendra la suite de le faire ou pas.

**Lionel BARBERIS :**

Après tu nous fais voter des APCP et des tableaux de partout où il y a marqué 1,5 million. Il aurait été bon de remettre au moins un jour le 1 350 000 € qui est le chiffre que vous estimez. En fait, on a une autorisation de travail avec des paiements qui marquent 1,5 million, mais là on ajuste un peu les choses.

**Christophe VIGNAUD :**

Il y a deux options en ce qui concerne la ferme de Bielle. Il faut la sauver parce qu'elle était totalement pourrie mais totalement attaquée. Encore un bâtiment qui n'avait pas été malheureusement entretenu.

Il y a eu deux phases de travaux qui sont de l'ordre en totalité de 150 000 €, globalement. Une première de 60 et une deuxième de 70.

Après on a deux options, soit on continue à la garder et à la sauver, c'est à peu près 495 000 €, donc 500 000 €, soit on rentre réellement dans le détail. Et là on est autour d'1 million 3, 1 million 2 et des poussières pour pouvoir la mettre en service et faire ce qui est possible de faire, un lieu culturel, moderne ou pas moderne.

Donc ça sera l'option, mais plus tard, c'est-à-dire que ceux qui choisiront en tout cas ils l'ont. On a voulu le noter, on a voulu être très clairs par rapport à cet emplacement et donc le choix se fera par ceux qui souhaiteront le prendre.

**Lionel BARBERIS :**

Ce que je voulais dire aussi c'est qu'à travers même la sécurisation qu'on a pu déjà faire et les sommes qui sont déjà engagées, il faut déjà les intégrer dans l'autorisation de programme. C'est l'établissement en lui-même, donc effectivement, ce serait bien de mettre au moins le tableau à jour et voter après.

**Edouard DUPOUY :**

J'ai bien pris note.

On va retrouver également des travaux sur les bâtiments communaux : peintures, boiseries, photovoltaïques aux ateliers, sécurisation des halles, entretien des réseaux de voirie, pluviales, déploiement de la fibre noire. Donc ce sont des projets qui ont déjà démarré et qui se poursuivent.

Vous avez également le plan plage/océan, la poursuite du schéma cyclable entre l'avenue Dax, Albi, Agen et avenue du Touring club et la Bécasse.

La ferme de Bielle, j'en ai déjà parlé.

Et puis après, ce sont les deux sujets qui resteront à trancher, mais ce n'est pas dans le budget 2026. Donc le Sporting Casino et le parc des sports et la requalification du site des Halles. Il y a des études de programmation qui sont en cours sur ce sujet. Mais évidemment, l'opportunité d'engager les travaux de ces deux équipements publics est laissée à la prestation de la nouvelle équipe municipale.

**Christophe VIGNAUD :**

Maëlle ?

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Oui. Tu as parlé de la sécurisation des Halles. C'est quoi le montant ? Parce que j'ai vu dans les DM à la fin, c'est ça ?

**Edouard DUPOUY :**

Oui, ça apparaît dans une décision du maire.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Voilà. Et vu que dans la DM, il y a écrit que c'est inscrit au budget et c'était pour savoir la ligne dont tu parles, vu que je ne l'ai pas trouvé.

**Edouard DUPOUY :**

Alors tu veux le montant total ou tu veux le détail ?

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Non, le montant total.

**Edouard DUPOUY :**

Le montant total. On est sur 293 443 euros hors taxe.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Donc cette ligne couvre les travaux de la DM.

**Edouard DUPOUY :**

Oui, tout à fait.

**Christophe VIGNAUD :**

Depuis 82, rien n'a été fait et les évolutions techniques et obligatoires de sécurité nous obligent à faire des travaux.

**Edouard DUPOUY :**

OK, dans la suite du document, donc il y a les APCP mais on y reviendra plus tard parce qu'il y a un vote spécifique.

Un point sur la dette qui continue d'être remboursé. Donc vous avez un schéma sur l'extinction de la dette sur les années futures. On a un encours de 3,2 millions. Et puis sur la fin vous avez les ratios, notamment l'évolution de l'épargne.

Alors deux remarques là-dessus. L'année dernière, dans le même document, on avait projeté un désendettement qui était à 2,98. L'année 2025 terminée, on s'est aperçu que la capacité de désendettement en réalité a été 2,22. Donc elle s'est améliorée. Là, on a fait le choix d'être encore très pessimiste sur l'année 2026. On est sur une capacité à 3,63 mais évidemment, je l'espère, on aura des chiffres beaucoup plus sympathiques en clôture d'exercice.

On a été assez prudent à la fois en recettes et en dépenses. On pourrait espérer voir en fin d'année 2026 une épargne brute peut-être de l'ordre de 1,3 million. On a notamment des recettes supplémentaires sur les droits de mutation. On en a chaque année. L'occupation du domaine public et puis parfois en réalisant partiellement les dépenses, habituellement, on est sur un taux de 95 %. Donc on peut projeter environ 420 000 € d'épargne brute supplémentaire.

Néanmoins, dans le document et de ce qu'on va voter ce soir, on a une épargne qui se dégrade, il n'y a aucun problème à l'assumer. Je l'avais déjà expliqué dans le passé. Le graphique le montre très bien. Mais on fait le choix d'avoir une projection extrêmement prudente.

Sur la capacité de endettements, vous avez également le graphique. Et puis, pour finir, vous avez une présentation synthétique à partir de laquelle on passera au vote. Tu voulais intervenir ?

**Lionel BARBERIS :**

Oui, alors je ne vais pas intervenir comme je l'ai fait régulièrement pendant le conseil sur six années. Je pense que j'ai suffisamment parlé des chiffres, de la masse salariale, de tout ça.

Non, je vais plutôt parler du fait qu'aujourd'hui, je pense que même si j'abordais techniquement le budget, le problème c'est qu'on a toujours du mal à le décortiquer et les gens ont beaucoup de mal à le comprendre.

Je reviens sur la nécessité et j'invite tous les futurs candidats, des trois listes, quatre listes, qui emportent le nombre de listes, en tout cas, à faire en sorte que toutes les personnes qui siègeront ici au prochain mandat suivent un plan de formation.

Ce plan de formation est obligatoire, M. le maire, dans le cadre des mandats qui ont été... Ça fait déjà presque un mandat d'ailleurs.

Pourquoi ? Parce que ce sont des sujets un peu techniques mais qui sont déterminants pour le futur. C'est-à-dire que tout ce qu'on est en train de discuter là, c'est hyper stratégique et c'est hyper important.

Donc, moi, je suis... face à ces chiffres, quand je regarde, on a une commune qui a des moyens. Mais ce qui est triste, c'est qu'on a fait du plus du plus partout. Mais ce qui est important, c'est la cohérence.

Et en fait, la cohérence, je sais qu'elle a été très dure pour vous à tenir, M. le maire, parce que quand vous avez un sporting, au bout de quatre ans d'études, vous vous dites, tiens, on ne va peut-être pas le faire parce qu'on n'a peut-être pas prévu les surcoûts de travaux, quand on a telle ou telle chose, voilà.

En tout cas, ce qui est important, c'est que quand on pilote la collectivité, on doit avoir une vision, on doit avoir un projet, on doit avoir quelque chose de clair et de stable pour le futur. Et on l'a souvent nommé en commission finance, en tout cas, je l'ai souvent demandé dès le début du mandat, M. le maire, et d'ailleurs, les services ont cherché à intégrer les logiciels de prospectives.

**Christophe VIGNAUD :**

On en a un.

**Lionel BARBERIS :**

On l'a, on l'a, mais on l'a assez vite laissé tomber sur sa puissance, sur la puissance de l'outil.

C'est-à-dire que pourquoi la puissance de l'outil. Parce qu'aujourd'hui dans l'organisation de la mairie, quand on parle de 55% d'augmentation des charges général sur le mandat, puisqu'on a plus 1,3 million d'euros, on a la masse salariale qui a fait plus 1/7, on a 38% d'augmentation avec le nombre de postes dont j'ai déjà cité la création. La vraie question qu'il y a derrière, c'est la notion de performance.

Aujourd'hui, en entreprise, vous ne créez pas ce genre de poste sans parler de notion de performance. Et aujourd'hui, dans l'administration, parce que pour le coup, c'est un sujet qui n'est absolument plus tabou, dans l'administration, on parle de performance aujourd'hui. Et on parle de faire performance dès le premier emploi créé, dès le premier équivalent temps plein créé.

Aujourd'hui, il y a beaucoup de collectivité et je pense que notre problème à nous, c'est qu'on a de larges moyens et que du coup, on ne se pose pas les bonnes questions. C'est-à-dire que chaque fois qu'on engage de l'argent public, je pense, et je vous l'ai déjà dit dès le début du mandat et on a commencé à y travailler dessus, et j'ai toujours été très volontaire pour qu'on active ces leviers-là, c'était d'avoir une vision prospective. Parce qu'aujourd'hui, effectivement, on parle de deux ou trois années de désendettement. On aurait le sporting à 9 millions, 10 millions en plus en dette. On serait sur des capacités de désendettement qui seraient autres.

**Christophe VIGNAUD :**

C'est la raison pour laquelle nous ne l'avons pas fait.

**Lionel BARBERIS :**

Non, mais monsieur le maire, qu'on ne l'ait pas fait, ce sont des choix. Mais derrière ce choix-là, c'est poser la question de dire tiens, maintenant, on va vite aller voir si on ne peut pas faire une programmation sur le complexe sportif.

**Christophe VIGNAUD :**

Pas du tout. Alors en fait...

**Lionel BARBERIS :**

Monsieur le maire, si je peux finir mon propos, c'est juste parce que...

**Christophe VIGNAUD :**

Finis ton propos que je connais par cœur...

**Lionel BARBERIS :**

Non, mais parce que en fait, vous me coupez tout le temps, j'aimerais juste pouvoir finir.

**Christophe VIGNAUD :**

Vas-y, vas-y.

**Lionel BARBERIS :**

Bon, j'aimerais juste comprendre, même si je sais que je parle beaucoup.

**Christophe VIGNAUD :**

Tu aimes prendre la lumière.

**Lionel BARBERIS :**

C'est une prise de parole, monsieur le maire. Il y a plein de conseils qui finissent à 1h, 2h du matin et les gens sont habitués.

**Christophe VIGNAUD :**

Alors ça, ne t'inquiète pas. Sur ce sujet-là, moi, je peux jouer, hein.

**Lionel BARBERIS :**

Parce que j'entends souvent le fait de dire oui, c'est long, c'est long, c'est long.

**Christophe VIGNAUD :**

Non, non, alors à moi, il n'y a pas de souci. On peut tenir le match.

**Lionel BARBERIS :**

Ce n'est jamais assez long quand on parle de la commune et quand on parle de cet enjeu-là.

**Christophe VIGNAUD :**

On peut tenir le match. Il n'y a pas de problème.

**Lionel BARBERIS :**

Donc, si vous voulez... Pourquoi je dis ça ? Parce que quand, d'ailleurs, vous avez décidé de lancer la programmation sur le complexe sportif, ça s'est mis dans une APCR, dans une DM. C'est-à-dire qu'en fait, on a fait ça au milieu d'une année, en disant, ben en fait, ça montre le nombre de vision stratégique. Et en fait... non, mais ce n'est pas péjoratif, monsieur le maire.

Je dis que ce qui est important, c'est quand on pilote, on a besoin d'avoir cette vision stratégique pour dire... Parce qu'on doit savoir que nos capacités d'investissement, elles sont de tant. Et ça nous permet

aussi de faire des choix de fonctionnement. Parce que les choix de fonctionnement, ça nous permet de savoir qu'on va dégager de l'épargne brut, donc plus de moyens pour investir.

Quand vous avez rentré 2,2 millions d'euros de recettes en plus sur le mandat en section de fonctionnement, c'était aussi pour pouvoir réaffecter ça, pour moi, en investissement. Le fait est que c'est assez peu tombé dans l'investissement, puisque l'épargne brut est à la fin assez quasiment identique en fait. Elle a assez peu bougé, elle s'est un peu dégradée, tu l'as dit.

Donc en fait, malgré les recettes supplémentaires qu'on a eues en fonctionnement, on n'a pas su le transformer en capacité de projet, avec des projets qu'on pourrait porter pour la commune.

Pourquoi je dis ça ? Parce que, en fait, on a la capacité du sporting, est-ce qu'on peut le faire, pas le faire, 9 millions, 12 millions ? Honnêtement, moi, avec les éléments que j'ai eus sur tout le mandat, je n'en sais rien. Je n'en sais rien, si on peut le faire ou pas. Non mais, ce que je veux dire, c'est qu'avec 9, 12 millions d'euros d'investissement apportés sur le sporting, avec les éléments qu'on avait à l'échelle de tout ce qu'on a à faire sur le mandat, l'investissement, etc., dire qu'on ne pouvait pas le faire, on peut le faire, ce n'est pas tout à fait, aujourd'hui, on va le proposer à quelqu'un sur 50, 60 ans, etc., quand vous prenez ce niveau d'investissement avec des projets qu'on peut monter à l'échelle de la commune sur ce nombre d'années, il faut avoir une vision de long terme. Est-ce qu'on peut ou est-ce qu'on ne peut pas ? Moi, je n'ouvre pas ce débat-là, je me dis simplement que c'est une question...

**Edouard DUPOUY :**

Il est important, quand même, ce débat.

**Lionel BARBERIS :**

Non mais, que ce soit le sporting, que ce soit tous les projets qu'il y a derrière, on parle de la Ferme de Bielle, on parle du complexe sportif, parce que le sport sur le mandat a été le parent pauvre en termes d'investissement. En termes d'investissement.

Et je pense que le besoin, y compris pour le sport, même si on ne se compare pas à Capbreton, je sais que vous n'aimez pas ça, mais quand on voit le complexe sportif de Capbreton comme il a évolué, et quand on voit notre complexe sportif qui n'a pas bougé d'un Yota, je me dis, malgré tout, il y avait sûrement des choix à faire pour aller un peu plus vite sur ces choses-là.

Ce que je veux dire, c'est que chaque fois on pilote un peu à vue. Ce que j'aimerais, chaque fois...

**Christophe VIGNAUD :**

C'est ce que tu imagines mais ce n'est pas très grave.

**Lionel BARBERIS :**

Non mais, monsieur le maire, que vous ne soyez pas d'accord avec moi, je peux t'entendre.

**Christophe VIGNAUD :**

Ah oui, c'est normal.

**Lionel BARBERIS :**

Moi, je peux vous assurer qu'à part votre vision, peut-être, de dire je vais faire comme ça, comme ça, et on le découvre un peu au fil de l'eau, moi, sur une commission finance où on travaille vraiment sur les indicateurs, avec notre capacité à avoir la performance, la performance, aujourd'hui je ne l'ai pas.

Je n'ai pas de vision de performance, notamment en fonctionnement, comme en investissement.

En tout cas, je suis désolé, mais en entreprise on ne travaillerait pas comme ça, mais même dans la fonction publique, dans les postes que j'ai pu occuper, je n'ai pas de travail comme ça.

Maintenant, c'est un choix. C'est un choix qui fait qu'on va dire, à la ferme de Bielle, on met une association dedans. On fait voter une convention pour y mettre une association dedans, on ne sait toujours pas comment on va financer les travaux.

Et combien ça va coûter ? Si ce n'est qu'on a fait une convention, et je vous l'ai dit, qu'on a fait la convention, pourquoi on l'a fait avant même de savoir ?

**Christophe VIGNAUD :**

La convention, elle n'est pas signée, elle peut complètement...

**Lionel BARBERIS :**

Elle a été, monsieur le maire, elle a été validée en conseil municipal.

**Christophe VIGNAUD :**

Elle peut être validée, mais entre la validation et la mise en place...

**Lionel BARBERIS :**

Mais pourquoi l'avoir passée en conseil municipal si c'était pour ne pas la signer ? Ça ne servait à rien, à part un geste politique.

**Christophe VIGNAUD :**

Non, pas du tout, parce qu'on estimait qu'il était possible de le faire, mais quand on a vu que le bâtiment était totalement pourri, totalement pourri.

**Lionel BARBERIS :**

Mais je vous l'ai dit en conseil monsieur le Maire. Il fallait attendre les travaux pour savoir si on pouvait faire la convention ou pas. En fait, c'est du bon sens.

**Christophe VIGNAUD :**

Non, mais en fait, Lionel, c'est "monsieur je sais tout", toi. En fait, on a...

**Lionel BARBERIS :**

Mais ça, monsieur le maire, c'est une insulte, en fait.

**Christophe VIGNAUD :**

Mais non, ce n'est pas une insulte. Arrête, ce n'est pas une insulte.

**Lionel BARBERIS :**

Non, ce n'est pas "monsieur je sais tout".

**Christophe VIGNAUD :**

Je ne t'insulte pas, je te dis... Je fais juste le constat. Je vous ai dit, c'est comme ça. Alors, que tu ne comprennes pas...

Que tu n'aies pas envie d'entendre les projets que nous avons mis en place, auxquels tu as participé sur certains, c'est ton choix. Si tu ne vois pas la vision, ce n'est pas grave. Nous, on a une vision. On sait ce qu'on veut faire.

Après, on a hérité de choses sur lesquelles il fallait faire en urgence, en urgence des choses.

**Lionel BARBERIS :**

Mais ça, c'est le propre de toutes les collectivités, de toutes les entreprises.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, mais ça, tu l'oublies de le dire, puisque ton expérience, ça fait que.

**Lionel BARBERIS :**

Non, je ne l'oublie pas.

**Christophe VIGNAUD :**

Si, si, tu oublies.

**Lionel BARBERIS :**

Mais ça ne bloquait pas tous vos projets, monsieur le maire. Ça ne bloquait pas tous vos projets.

**Christophe VIGNAUD :**

Ah si, ça peut bloquer des projets quand tu fais des investissements sur la police, qui étaient complètement vétustes et qui nous appelait...

**Lionel BARBERIS :**

Mais vous ne les regrettez pas, ces investissements ?

**Christophe VIGNAUD :**

Non, mais pas du tout, au contraire.

**Lionel BARBERIS :**

Ils étaient nécessaires. Mais ça, ça fait partie de la continuité.

**Christophe VIGNAUD :**

Sauf que, pendant que tu dépenses cet argent-là, là, tu ne peux pas le faire ailleurs. Donc oui, on a fait des choix.

**Lionel BARBERIS :**

On ne peut pas avoir une vision. C'est pour ça que je vous dis que la vision est importante. C'est qu'elle n'est pas qu'à 6 ans. Là, par exemple, en fin de mandat, ce que vous avez impulsé, quelle que soit l'équipe future, elle devra finir vos investissements. Ça s'appelle la démocratie. Et je trouve que c'est même bien. C'est tout à fait normal.

Il y avait la police municipale qui était engagée. Vous la finissez. C'est le...

**Christophe VIGNAUD :**

Elle n'était pas engagée. C'est nous qui l'avons fait.

**Edouard DUPOUY :**

Elle n'était pas engagée.

**Christophe VIGNAUD :**



Quand on voit les travaux qu'il y a à faire aux Halles, depuis 82 rien n'a été fait. Tu crois que ça nous fait plaisir, bien entendu, il faut faire aller...

**Lionel BARBERIS :**

Mais monsieur le maire, c'est ce que j'attendais, sur tout le mandat, qu'on discute de ces projets-là et qu'on les inscrive de façon durable en disant "OK".

Mais parce qu'au-delà de votre programme, ce qui est important, c'est la vie de la commune. Quand on se dit qu'on doit faire le sporting, les halles, la police municipale, c'est tout à fait normal. Et ça va au-delà même des réflexions de chaque partie.

Ce que je veux dire, ou de chaque équipe, ce qui est important, c'est de se dire que dans la commune, nous, on aura envie de faire tel ou tel projet dans telle ou telle équipe. La réalité, c'est qu'on doit assurer la continuité républicaine du fonctionnement.

L'école fait partie d'un investissement qui est non négociable.

**Christophe VIGNAUD :**

C'est évident.

**Lionel BARBERIS :**

Il est normal qu'on investisse dans l'école, quelle que soit la volonté de l'équipe de dire "moi, j'ai envie de faire ça à la plage ou ailleurs, on s'en fout". Ce qui est important, c'est qu'il y a des choses qu'on doit faire.

**Christophe VIGNAUD :**

On a géré les urgences. On a géré tout ça.

**Lionel BARBERIS :**

Mais comme toute équipe.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, comme toute équipe. Mais quand tu gères les urgences et que tu les investis dans certaines choses, on a fait des choix.

**Lionel BARBERIS :**

Et donc, ce que je vous disais, M. Le Maire, c'est que quoi que vous mettiez dans les tableaux, c'est de la politique en termes d'investissement. Et c'est comme ça qu'on doit piloter de façon plus large.

C'est ce qu'on souhaitait au début du mandat. Et là, je trouve qu'en fin de mandat, moi, je m'y perds. Je ne retrouve plus de sens. C'est ce que je voulais vous dire, je ne dirai pas sur les chiffres dans le détail, mais c'est ce que je voulais vous dire.

**Christophe VIGNAUD :**

Cela étant, juste pour information, puisque tu parles de programme, on avait, nous, un programme à l'époque, en 2020. Aujourd'hui...quoi ?

**Lionel BARBERIS :**

D'ailleurs, il y avait marqué que vous n'augmenteriez pas les impôts.

**Christophe VIGNAUD :**

Je n'ai pas augmenté les impôts.

**Lionel BARBERIS :**

Si, en résidence secondaire.

**Christophe VIGNAUD :**

Mais ça, ce sont les impôts principaux.

**Lionel BARBERIS :**

Mais M. Le Maire, ce ne sont quand même pas des citoyens, les gens. Mais ceux qui sont résidents secondaires, ce ne sont pas des gens qui ne comptent pas dans la commune.

**Christophe VIGNAUD :**

Plus de 80 % du programme qui a été mis en place et qui avait été exposé à la population a été réalisé. Plus de 80 %, donc s'il n'y a pas de vision. Et en plus, on a fait des choses qui n'étaient pas prévues.

**Quentin BENCHETRIT :**

Si vous me permettez, je voudrais juste apporter un élément de réponse.

Vous avez peut-être oublié, mais au tout début. Lionel, tu nous as parlé de la formation des élus, tu disais que c'était obligatoire.

Et sur ce point-là, je souhaitais quand même rebondir. Des élus se sont formés. Moi, le premier. Et à ce titre, on a un service RH ici qui s'occupe de tout. Vraiment, elles sont géniales et on peut les remercier en tout cas pour les formations des élus.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Et la formation des agents aussi ?

**Christophe VIGNAUD :**

Alors, les agents, oui. La formation des agents, oui. Les formations des agents, elles sont très suivies. Tous les agents ont fait une formation sur l'ensemble.

**Quentin BENCHETRIT :**

On a tous un compte de formations élus que vous pouvez consulter. Et on peut s'en servir pour faire des formations, et moi le premier, je me suis formé, donc, c'était un point important.

**Patrice BIANCONE :**

Monsieur le maire, je peux prendre la parole ?

**Christophe VIGNAUD :**

Oui.

**Patrice BIANCONE :**

Justement, en écoutant Édouard, j'ai bien écouté. On a parlé de la ferme de Bielle, mais on n'a pas parlé du Sporting Casino.

Et j'ai l'impression que ce n'est pas au programme de ce conseil municipal. Est-ce que ça veut dire que le dossier sera traité plus tard ? Est-ce que ça veut dire qu'il sera traité après les élections ?

**Edouard DUPOUY :**

Sur ce point, comme tu le sais, puisque tu faisais partie de la commission finance là-dessus...

**Patrice BIANCONE :**

Pour informer les administrés.

**Edouard DUPOUY :**

On avait engagé une phase de discussion. On est en attente d'un certain nombre d'éléments. On ne les a toujours pas. Et ce qu'on avait connu lors de la dernière réunion, c'était que si on n'avait pas l'exhaustivité des pièces demandées, il était hors de question de se réunir de nouveau pour avancer.

Donc, on est toujours au même point là-dessus. Tant qu'on n'a pas ces éléments, on ne peut pas avancer.

**Patrice BIANCONE :**

Donc on peut penser que ça ne sera pas traité d'ici les élections ?

**Christophe VIGNAUD :**

Ça dépend, ça peut. Là, il y a eu des éléments de réponse qui ont été apportés, mais pas sur la totalité.

**Patrice BIANCONE :**

J'entends bien, je reçois les mails, je sais qu'on n'a pas les éléments de réponse de la part du candidat.

**Christophe VIGNAUD :**

Absolument. Et tant qu'on n'a pas tout, on ne va pas se réunir.

**Patrice BIANCONE :**

Oui, mais je ne vois pas maintenant, vu le temps qui reste...

**Christophe VIGNAUD :**

Pourquoi ?

**Patrice BIANCONE :**

Ça me semble un peu court.

**Lionel BARBERIS :**

Parce que, M. le maire, avant la fin du mandat, ça serait totalement déplacé...

**Christophe VIGNAUD :**

Je pense qu'on a été clair dans la discussion et vous avez été présents.

**Lionel BARBERIS :**

Sachant qu'on est sous une cause de confidentialité, je n'ose pas trop en parler.

**Christophe VIGNAUD :**

On vous a dit la chose suivante, c'est qu'on avait une liste de choses, que vous aviez tous ensemble, à la commission finance, mises sur papier.

On a transmis cela à cette personne. Il y a certains éléments qui sont revenus, d'autres qui ne sont pas encore revenus et qu'on a réinsisté pour avoir, pour qu'on puisse se faire une idée.

De dire qu'on va le faire janvier, février ou mars, ce n'est pas nous qui pilotons pour l'instant.

**Lionel BARBERIS :**

Mais c'est nous qui décidons quand même.

**Christophe VIGNAUD :**

Absolument. Mais on décidera le moment venu, de façon collégiale.

**Patrice BIANCONE :**

Ça pose quand même des problèmes sur la fiabilité du candidat, puisqu'il ne fournit pas les infos.

**Christophe VIGNAUD :**

Pas du tout, parce qu'il est clair qu'il veut continuer. La problématique, c'est que, lui aussi, doit avoir peut-être deux impératifs, et donc voilà, ça fait partie de son plan de travail.

**Lionel BARBERIS :**

Ce serait quand même malvenu, avant les élections, de le faire passer.

**Christophe VIGNAUD :**

Non mais on ne le fera pas. On vous a dit qu'on n'allait pas le faire passer.

**Lionel BARBERIS :**

Il vient de poser la question, ça peut, peut-être, être prévu.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Je voulais dire que dans l'éventualité, ça nécessiterait de se réunir à nouveau.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui. Ce qui peut être réuni, c'est la commission finance pour débattre des réponses qui nous seront apportées et de continuer ou non de travailler avec lui ou pas.

Voilà, c'est tout. C'est simple. Enfin, je pense avoir été clair la dernière fois quand on était tous ensemble, en tout cas sur la réunion finance, de dire écoutez, on a des questions et les questions, je pense qu'autour de la table, on était tous d'accord sur toutes les questions qui ont été proposées et mises en place.

On n'a pas tout. Tant qu'on n'a pas tout, on ne se réunit pas. Et si on doit se réunir, ça sera aussi pour débattre, mais pas pour essayer de proposer. On est d'accord là-dessus et ce n'est pas dans ce trimestre-là, puisque c'est un trimestre un peu spécial, de le faire passer en force. Ce n'est pas du tout la volonté.

**Patrice BIANCONE :**

Donc, ça interviendra après.

**Christophe VIGNAUD :**

Ça pourrait intervenir.

Et ce que m'a dit Lionel Barberis la dernière fois, il m'a dit ça peut être un élément de campagne qui peut être abordé et qui pourra être voté à l'issue et de façon importante, de façon classique par les gens. Si les gens sont d'accord sur la méthodologie.

**Lionel BARBERIS :**

M. le maire, on l'a abordé ensemble, surtout que pour moi, ce n'était pas du tout le projet initial de votre programme.

Que ça le soit dans le futur, je peux tout à fait le comprendre, ça ne me pose pas de problème.

Ce que je veux dire, c'est que je pense que c'est un moment justement important démocratique de discussion avec les citoyens.

Ce n'était pas comme ça que vous l'aviez abordé dans votre programme, avec le recul de 6 ans qui n'est pas celui qu'on a aujourd'hui, on peut tout à fait le comprendre.

Ce que je veux dire, c'est que c'est d'autant plus important de le mettre aussi, au niveau de la population. Ce qui est difficile pour la population, c'est d'être éclairé, puisque les sujets sont suffisamment techniques pour qu'ils soient durs à aborder.

**Christophe VIGNAUD :**

Pas très techniques. On peut les simplifier pour que les choses soient très claires.

**Lionel BARBERIS :**

Il ne faut pas trop les simplifier.

Après, je ne reviendrais pas sur la réunion publique, où on n'est absolument pas d'accord sur ce qui a été présenté.

S'il vous plaît. C'est important, parce que ça fait partie du débat démocratique, M. le maire.

**Christophe VIGNAUD :**

Tu dis la même chose à chaque fois.

**Lionel BARBERIS :**

Non, mais je dis la même chose, parce que c'est un fait.

Quand on fait une réunion publique pour parler du sporting, où il y a des choses qui sont fausses présentées, j'estime qu'il est normal de revenir vers les électeurs pour l'aborder d'une autre manière. C'est tout. Et en fait, je ne demande pas plus que ça.

**Christophe VIGNAUD :**

Chacun l'abordera comme il le souhaite. Et on verra. Et les gens voteront pour une liste, un candidat, un projet. Et les gens prendront nos administrés, prendront acte de ce qui est proposé par les uns et par les autres.

**Patrice BIANCONE :**

Donc, le scrutin aura valeur de référendum sur ce sujet qui préoccupe beaucoup de gens dans la cité.

**Christophe VIGNAUD :**

Absolument.

**Patrice BIANCONE :**

Sur les solutions qui seront proposées par les uns et par les autres.

**Lionel BARBERIS :**

En tout cas, ça donnera une légitimité à régir derrière.

**Patrice BIANCONE :**

Ce qu'il y a, à mon sens, il aurait fallu faire il y a deux ans, ce que j'avais proposé.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, mais il y a deux ans, Patrice, il était difficile et délicat de savoir ce qu'il allait être fait. Mais comme on est assez incompetent, on a quand même essayé de le faire.

**Lionel BARBERIS :**

C'est vous qui le dites, M. le maire, ce n'est pas moi.

**Christophe VIGNAUD :**

C'est toi qui l'as dit.

**Patrice BIANCONE :**

Si vous permettez, ce n'est pas le mot que j'ai employé.

**Christophe VIGNAUD :**

Je ne parle pas de toi, Patrice.

Non, non, c'était un petit clin d'œil.

Donc, je pense qu'il sera temps, le moment venu, de discuter de ce projet. Et les administrés choisiront exactement ce qu'ils ont envie de faire par rapport à cela.

Nous, quand on a arrêté, c'est que cela nous semblait raisonnable. Et comme le dit très justement M. Barberis, avoir du bon sens de ne pas s'impliquer. Ce n'était pas raisonnable d'engager la commune dans ce sens-là.

**Patrice BIANCONE :**

Nous sommes absolument d'accord.

**Christophe VIGNAUD :**

Voilà. Donc maintenant, on verra.

**Lionel BARBERIS :**

Merci, M. le maire, de ce propos, parce qu'on a souvent été dans l'incertitude par rapport à ça. Ce soir, vous l'avez éclairci, merci.

**Christophe VIGNAUD :**

Je vous l'avais dit et redit, franchement, il y en a qui ne l'entendent pas. Ce n'est pas très grave. Allez, on va passer au vote si vous êtes d'accord.

**4-1 Budget primitif 2026 du budget principal**

**Edouard DUPOUY :**

Oui, d'ailleurs, je propose, si, comme d'habitude, vous êtes d'accord, on peut passer au vote des budgets par section.

Si ça ne vous ennuie pas, on le fait traditionnellement. S'il n'y a pas d'opposition, on avance là-dessus.

Donc sur le budget principal. En dépenses de fonctionnement, on a 15 609 766 €. En recettes, pareil, on est à l'équilibre. Et puis sur la partie investissement, en recettes et en dépenses, 7 991 890 €.

**Christophe VIGNAUD :**

On va voter. Donc qui est pour ? qui est contre ? qui s'abstient ?



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

**Séance du 19 décembre 2025**

**Délibération n° 251219-04-01 : Budget primitif 2026 du budget principal**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**VU** La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2023,

**VU** le Débat d'Orientation Budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 14 novembre 2025,

**VU** la délibération n°251219-03-01 du 19 décembre 2025 portant vote des affectations anticipées des résultats du budget principal pour l'exercice 2025,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 24 novembre 2025, présentent le budget primitif du budget principal, pour l'exercice 2026.

***Après en avoir délibéré,***

**Avec 17 voix pour**  
**3 voix contre (L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)**  
**Et 3 abstentions (M. DUBOSC PAYSAN, P. BIANCONE, M. LANGLOIS)**  
**Le Conseil Municipal,**

**APPROUVE** le budget primitif 2026 du budget principal, chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2026 du budget principal se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	15 609 766,94 €	15 609 766,94 €
INVESTISSEMENT	7 991 890,90 €	7 991 890,90 €
<b>TOTAL</b>	<b>23 601 657,84 €</b>	<b>23 601 657,84 €</b>

**AUTORISE** Monsieur le Maire à :

- Passer, signer et exécuter tous les actes nécessaires à l'exécution du budget.
- Engager, liquider et mandater les dépenses dans la limite des crédits votés.
- Procéder aux ajustements techniques nécessaires dans le cadre de la réglementation en vigueur.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

#### **4-2 Budget primitif 2026 du budget annexe cinéma**

**Edouard DUPOUY :**

On va passer au budget cinéma.

Sur la partie fonctionnement, on a en dépenses et en recettes 72 577 €. Et en investissement, 85 348 €.

**Christophe VIGNAUD :**

On passe au vote. Donc qui est pour ? qui est contre ? qui s'abstient ?



**Séance du 19 décembre 2025**

**Délibération n° 251219-04-02 : Budget primitif 2026 du budget annexe cinéma**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**VU** La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2023,

**VU** le Débat d'Orientation Budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 14 novembre 2025,

**VU** la délibération n°251219-03-02 du 19 décembre 2025 portant vote des affectations anticipées des résultats du budget annexe cinéma pour l'exercice 2025,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 24 novembre 2025, présentent le budget primitif du budget annexe cinéma, pour l'exercice 2026.

***Après en avoir délibéré,***

***Avec 17 voix pour***

***Et 6 abstentions (M. DUBOSC PAYSAN, P. BIANCONE, M. LANGLOIS, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)***

***Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** le budget primitif 2026 du budget annexe cinéma, chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2026 du budget annexe cinéma se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	72 577,34 €	72 577,34 €
INVESTISSEMENT	85 348,44 €	85 348,44 €
<b>TOTAL</b>	<b>157 925,78 €</b>	<b>157 925,78 €</b>

**AUTORISE** Monsieur le Maire à :

- Passer, signer et exécuter tous les actes nécessaires à l'exécution du budget.
- Engager, liquider et mandater les dépenses dans la limite des crédits votés.
- Procéder aux ajustements techniques nécessaires dans le cadre de la réglementation en vigueur.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

#### **4-3 Budget primitif 2026 du budget annexe restaurant front de mer**

**Edouard DUPOUY :**

Sur le budget restaurant front de mer, sur la partie fonctionnement, 163 419 €. Et en investissement, 152 299 €.

**Christophe VIGNAUD :**

Qui est pour ? qui est contre ? qui s'abstient ?

**Séance du 19 décembre 2025**

**Délibération n°251219-04-03 : Budget primitif 2026 du budget annexe restaurant front de mer**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**VU** La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2023,

**VU** le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 14 novembre 2025,

**VU** la délibération n°251219-03-03 du 19 décembre 2025 portant vote des affectations anticipées des résultats du budget annexe restaurant front de mer pour l'exercice 2025,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 24 novembre 2025, présentent le budget primitif du budget annexe restaurant front de mer, pour l'exercice 2026.

***Après en avoir délibéré,***

***Avec 17 voix pour***

***Et 6 abstentions (M. DUBOSC PAYSAN, P. BIANCONE, M. LANGLOIS, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)***

***Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** le budget primitif 2026 du budget annexe restaurant front de mer, chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2026 du budget annexe restaurant front de mer se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	163 419,26 €	163 419,26 €
INVESTISSEMENT	152 299,30 €	152 299,30 €
<b>TOTAL</b>	<b>315 718,56 €</b>	<b>315 718,56 €</b>

**AUTORISE** Monsieur le Maire à :

- Passer, signer et exécuter tous les actes nécessaires à l'exécution du budget.
- Engager, liquider et mandater les dépenses dans la limite des crédits votés.
- Procéder aux ajustements techniques nécessaires dans le cadre de la réglementation en vigueur.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

#### **4.4 Budget primitif 2026 du budget annexe lotissement les Barthes**

**Edouard DUPOUY :**

Enfin, dernier budget, les Barthes. En partie fonctionnement, 1 964 179€. Et sur la partie investissement, 1 914 179 €.

**Christophe VIGNAUD :**

Nos fameuses Barthes. Qui est pour ? qui est contre ? qui s'abstient ?

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n° 251219-04-04 : Budget primitif 2026 du budget annexe lotissement les Barthes**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**VU** La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2023,

**VU** le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 14 novembre 2025,

**VU** la délibération n°251219-03-04 du 19 décembre 2025 portant vote des affectations anticipées des résultats du budget annexe lotissement Les Barthes pour l'exercice 2025,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 24 novembre 2025, présentent le budget primitif du budget annexe lotissement Les Barthes, pour l'exercice 2026.

***Après en avoir délibéré,***

***Avec 17 voix pour***

***Et 6 abstentions (M. DUBOSC PAYSAN, P. BIANCONE, M. LANGLOIS, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)***

***Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** le budget primitif 2026 du budget annexe lotissement Les Barthes, chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2026 du budget annexe lotissement Les Barthes se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 964 179,46 €	1 964 179,46 €
INVESTISSEMENT	1 914 179,46 €	1 914 179,46 €
<b>TOTAL</b>	<b>3 878 358,92 €</b>	<b>3 878 358,92 €</b>

**AUTORISE** Monsieur le Maire à :

- Passer, signer et exécuter tous les actes nécessaires à l'exécution du budget.
- Engager, liquider et mandater les dépenses dans la limite des crédits votés.
- Procéder aux ajustements techniques nécessaires dans le cadre de la réglementation en vigueur.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

#### **5. Autorisations de programmes et crédits de paiements pour 2026**

**Edouard DUPOUY :**

Sur le point suivant, je l'ai évoqué tout à l'heure, c'est les APCP, donc la mise à jour du tableau. J'ai bien pris en compte la remarque de Lionel sur la ferme de Bielle. Vous avez le tableau que l'on passe au vote.

Sur la place des Landais, il y a un petit reliquat de 40.000 euros, sur l'année 2026. Vous avez également la continuité de la voirie et le plan pluvial, puisque ça s'étend de 2024 à 2027, le plan plage et enfin le plan de sûreté générale.

Vous avez l'ensemble du tableau, s'il y a des remarques, des questions, avant qu'on passe au vote.

**Christophe VIGNAUD :**

On va passer au vote. Donc qui est pour ? qui est contre ? qui s'abstient ?

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-05 : Autorisations de programme et crédits de paiements pour 2026**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des Finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (APCP).

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour l'exécution d'un investissement. Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées au cours de l'exercice pour l'exécution des engagements pris dans le cadre des autorisations de programme.

Il précise la nécessité de créer et modifier le montant de certaines APCP compte tenu du vote du budget primitif 2026 du budget principal.

Il est également rappelé que les crédits de paiement non consommés au titre de l'exercice 2025 ne peuvent pas être reportés sur l'exercice 2026 avant le vote du Compte Financier Unique 2025.

**VU** les articles L. 2311-3 du code général des collectivités territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement,

**VU** l'instruction comptable M57,

**VU** l'avis favorable de la commission municipale des Finances en date du 24 novembre 2025,

***Après en avoir délibéré,***

***Avec 17 voix pour***

***Et 6 abstentions (M. DUBOSC PAYSAN, P. BIANCONE, M. LANGLOIS, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)***

***Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** d'ajuster et/ou ouvrir, pour le budget principal les Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) des opérations retracées dans le document ci-annexé.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à passer toutes les écritures et à signer tous documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **6. Taux d'imposition 2026**

### **Edouard DUPOUY :**

Donc point numéro 6, les taux d'imposition.

Taxe foncière sur les propriétés non bâties, taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe d'application sur résidence secondaire. Donc des taux qui n'ont pas évolué, fidèle à notre engagement, qui n'ont pas évolué depuis 2012. Donc on vous propose de les voter de nouveau.

### **Christophe VIGNAUD :**

Allez, on passe au vote. Qui est pour ? qui est contre ? qui s'abstient ?



Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-06 : Taux d'imposition pour l'année 2026**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des Finances, après validation de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 24 novembre 2025, propose à l'assemblée délibérante de ne pas augmenter les taux d'imposition et de les maintenir au niveau de ceux de l'année passée.

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2311-1 et suivants relatifs au budget des communes et L. 2331-3 relatifs aux impôts directs locaux ;

*Après en avoir délibéré,*

*Avec 17 voix pour*

*Et 6 abstentions (M. DUBOSC PAYSAN, P. BIANCONE, M. LANGLOIS, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)*

*Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** de maintenir les taux d'imposition au niveau de ceux de 2025. Les taux d'imposition 2026 sont donc les suivants :

- |  |         |
|--|---------|
| - Taxe d'habitation (sur les résidences non principales) : | 11,67 % |
| - Taxe foncière sur les propriétés bâties :                | 28,82 % |
| - Taxe foncière sur les propriétés non bâties :            | 72,50 % |

**AUTORISE** Monsieur le Maire à passer toutes les écritures et à signer tous documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération et notamment l'état de notification des produits prévisionnels et des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2026.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **7. Attribution d'une subvention au CCAS pour 2026**

### **Edouard DUPOUY :**

Sur le point numéro 7, je fais jute un aparté, les points numéro 7 et 8, c'étaient des points qu'on ne délibérait pas auparavant. On avait eu une demande spécifique sur une délibération pour le CCAS, et donc on l'a mis à l'ordre du jour, on a fait la même chose en fait par logique sur les Barthes.

Donc le premier point c'est l'attribution d'une subvention CCAS pour 2026, subvention qui existait déjà et c'est le même montant qu'on vous propose de verser, à savoir 52 000 euros.

### **Christophe VIGNAUD :**

On va passer au vote. Donc qui est pour ? qui est contre ? qui s'abstient ?

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-07 : Attribution d'une subvention au budget CCAS pour 2026**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.123-5, L.2321-2, et R.123-20 relatifs au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ;

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des Finances, rappelle que le CCAS est un établissement public communal chargé de mettre en œuvre la politique sociale de la commune.

Les actions menées par le CCAS nécessitent un soutien financier de la commune afin d'assurer l'accompagnement des personnes en difficulté et la mise en œuvre des missions sociales.

Il est donc proposé de verser, comme en 2025, une subvention de 52 000 €.

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** d'attribuer au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la commune une subvention de 52 000 € pour l'exercice 2026.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à passer toutes les écritures et à signer tous documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

**REND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **8. Attribution d'une subvention au budget lotissement les Barthes pour 2026**

### **Edouard DUPOUY :**

Point numéro 8, c'est l'attribution d'une subvention au budget du lotissement des barres. Donc je vous rappelle qu'on a un déficit cumulé de 632 000 euros. Historiquement, il était à près d'un million d'euros donc on a fait un effort pour éponger et j'espère que l'équipe qui prendra la suite continuera dans cette lancée.

Donc il est proposé de verser, cette année, une subvention de 50 000 euros pour éponger ce budget.

### **Christophe VIGNAUD :**

On avait versé la même somme la dernière. Donc qui est pour ?

Très bien, à l'unanimité, ça fait plaisir.

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-08 : Attribution d'une subvention au budget annexe lotissement les Barthes pour 2026**

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

Le budget annexe lotissement les Barthes présente un déficit cumulé prévisionnel de -- 632 089,73 €.

Il appartient au budget principal de la commune d'assurer l'équilibre réel de ce budget annexe conformément aux dispositions réglementaires.

Il a été historiquement convenu avec le Service de Gestion Comptable, de réduire petit à petit ce déficit en versant annuellement une subvention communale.

Il est donc proposé de verser comme l'année dernière une subvention de 50 000 €.

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** d'attribuer au budget annexe lotissement Les Barthes de la commune une subvention d'équilibre aux budgets annexes de 50 000 € pour l'exercice 2026.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à passer toutes les écritures et à signer tous documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **9. Subventions aux associations pour 2026**

### **9-1 Subventions aux associations**

**Christophe VIGNAUD :**

Allons-y. Subvention aux associations.

**Edouard DUPOUY :**

Alors, subvention aux associations.

Là il y a pas mal de choses à dire donc la première sur l'ensemble des dossiers que l'on a revu, on a fait une commission finance élargie aux élus en lien avec le monde associatif, culturel et sportif, c'était le 13 novembre dernier, donc je remercie l'ensemble des élus qui ont participé, il y a toujours des échanges intéressants pendant cette commission.

On propose donc de voter le tableau. Vous avez le tableau et le détail, avec le montant par association. Est ce qu'il y a des questions, des remarques sur ces différents montants ?

Je rappelle qu'il y a une partie de subvention de fonctionnement. La subvention de fonctionnement dès qu'on la vote, on va la verser par la suite et puis pour la partie manifestation, comme je l'ai rappelé en début de conseil, c'est en fonction, si l'événement a eu lieu et si on reçoit bien les pièces justificatives, on la verse.

**Christophe VIGNAUD :**

On va passer au vote, donc qui est pour ?

Oui, pardon, j'ai oublié, Emmanuelle qui n'est pas là, donc on enlèvera la voix d'Emmanuelle.

Très bien donc qui est pour ? Ok, à l'unanimité.

Juste pour info, on a voté plus ou moins le même budget que l'année dernière en sachant qu'il y a encore d'autres associations qui ne sont pas encore manifestées, mais sur lesquelles on peut se pencher puisque ce sont principalement des associations caritatives.

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-09-01 : Subventions aux associations pour 2026**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1611-4 et L. 2311-7 ;

**VU** les demandes de subvention présentées par les associations locales ;

**CONSIDÉRANT** l'avis de la commission municipale « Finances » élargie aux élus en lien avec le tissu associatif, culturel et sportif qui s'est réunie le 13 novembre 2025,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité des votants  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** les subventions de fonctionnement attribuées aux associations telles que listées dans le tableau ci-joint.

En tant que personnes intéressées, ne prennent pas part au vote :

- Madame Emmanuelle BESCHERON pour les associations : Océan Life-Swimrun ;
- Madame Catherine CERIZAY-MONTAUT pour l'association Mélomanes ;

**PRECISE** que la totalité des subventions « manifestations » forme une enveloppe de crédits budgétaires sur laquelle le conseil municipal doit se prononcer et qu'il sera possible de relier à chacune des associations concernées, en cours d'année, si la ou les manifestations ont bien lieu en 2026.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à passer toutes les écritures et à signer tous documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **9-2 Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'Office de Tourisme pour l'année 2026**

### **Edouard DUPOUY :**

Sur la suite, ce sont les conventions d'objectifs et de moyens, qu'on a mises en place, petit à petit, au cours du mandat.

Tu vois, Lionel, on a fini par t'écouter.

### **Lionel BARBERIS :**

Mais on a bien travaillé tout le mandat pour améliorer les choses.

### **Christophe VIGNAUD :**

C'est une très belle avancée.

### **Lionel BARBERIS :**

Mise à disposition de personnel, convention d'objectifs.

### **Christophe VIGNAUD :**

On est très contents d'avoir fait le détail de tout ça.

### **Lionel BARBERIS :**

On n'avait pas tout ça au début du mandat.

### **Edouard DUPOUY :**

Et valorisation de la mise à disposition des locaux.

Donc la première, c'est la convention d'objectifs et de moyens entre la commune et l'Office de tourisme pour l'année 2026. Donc vous avez l'ensemble de ces conventions, il n'y a pas de grand changement.

Il y en a une nouvelle qui concerne la convention pour l'association du Comité de jumelage entre Soorts-Hossegor et Taiarapu-Ouest. Avec une charte du jumelage qui a été signée, vous vous rappelez, le 10 mai 2022. Et donc une association qui prendra le relais sur le suivi de ce jumelage.

On votera la subvention pour cette association.

Sur le reste, c'est assez classique. Vous avez la convention tripartite, vous vous en souvenez, sur le festival Lire sur la Vague pour les années 2026 et 2027. Donc c'est, pour rappel, une année à Seignosse et une année à Soorts-Hossegor.

Et enfin, vous avez les conventions d'objectifs et de moyens pour les associations sportives.

J'imagine que vous les avez regardées pour le CHR (Capbreton Hossegor Rugby), le Hossegor Surf Club, le Hossegor Sauvetage Côtier, l'ASH Pelote, l'ASH Sport de combat, et puis l'ASH tennis de table.

Je remercie d'ailleurs l'ensemble des agents qui ont travaillé sur l'établissement de ces conventions. C'était un gros travail. À la fois pour évaluer la mise à disposition des locaux, la mise à disposition du personnel. Et voilà, je trouve que c'est un beau travail.

Vas-y Lionel.



### **Lionel BARBERIS :**

Effectivement, ce travail, il était nécessaire parce que les conventions d'objectifs, elles permettent justement de travailler avec les associations qui touchent un certain montant, pour avoir le détail des actions qu'on attendait.

Je pense que l'étape, qui est l'étape d'après, qui est fondamentale, je reviens sur ce que je disais tout à l'heure sur la performance, c'est que les conventions d'objectifs par nature, elles doivent s'évaluer aussi derrière.

Ce qui serait bien, ce serait de pouvoir évaluer aussi, parce que quand on parle de mettre le jumelage auprès d'une association, je pense que le jumelage, plus que le reste d'ailleurs, mais le jumelage notamment, devra faire partie pour moi d'une évaluation.

Parce que jusqu'à présent, on a lancé ce jumelage, il y a plein de choses qui ont pu être faites et le manque d'évaluation de ce jumelage pour moi, m'interroge.

Pourquoi ? Parce que quand on a eu l'histoire des voyages, notamment des enfants, ça a coûté près de 100 000 euros pour les deux voyages. Pour une trentaine d'enfants, je crois, peut-être 28, 25 enfants. En fait, au global, on est à 100 000 euros.

Pour quoi faire ? Quel objectif ? Quelle pédagogie on a derrière le projet d'éducatif de territoire ?

Ça doit être lié pour moi au projet d'éducatif de territoire et ça ne l'était pas, monsieur le maire, sur le premier voyage. On pourra me dire que ça l'était sur le deuxième.

On va dire que les choses se construisent, mais elles demandent une évaluation et je pense que les moyens à mettre aussi sur l'évaluation sont importants.

Deuxièmement, par rapport à, par exemple, l'Office du Tourisme, c'est vraiment un organisme qui est important. Le tourisme, les commerces, il faut en parler. Il faut vraiment être au clair sur la politique qu'on souhaite mener et on a eu beaucoup de réunions avec eux tout au long du mandat.

Cependant, j'ai quand même une enquête qui m'interroge, puisqu'il y a eu une enquête qui est sortie sur le Figaro : les villes où il fait bon vivre et s'installer au bord de l'océan dans la Nouvelle-Aquitaine.

Et le classement m'a un peu stupéfait et même m'a sidéré.

C'est un classement qui classe 85 communes où il fait bon s'installer.

On est cité, on est 16e sur 85.

Mais quand on prend le détail, il y a plusieurs critères. Il y a le transport, loisirs, cultures et sport, commerce et services, santé, démographie, niveau de vie, immobilier, environnement, cadre de vie et sécurité.

Et en fait quand on prend ce rapport et qu'on regarde derrière, par exemple je vous prends l'exemple de la sécurité.

Derrière la sécurité, la méthodologie, elle était assez claire, elle était assez précise.

C'était de dire que par exemple, on prenait la destruction des gradations volontaires pour 1000 habitants, les cambriolages de logements pour 1000 habitants. C'étaient des sources du ministère de l'intérieur. Il y a des critères qui sont très précis, qui sont des critères INSEE, etc. Donc ça m'a d'autant plus surpris.

**Edouard DUPOUY :**

Mais quelles conclusions tu vas en tirer ?

**Lionel BARBERIS :**

J'arrive à ma conclusion. On est 16e sur 85.

**Christophe VIGNAUD :**

C'est déjà bien.

**Lionel BARBERIS :**

Et c'est très bien, sur les commerces et services, on est premier.

Pourquoi ? Commerces et services, le centre-ville, il y a une dynamique commerçante, des gens qui s'investissent. Et je pense que les commerces, monsieur le maire, c'est effectivement important. Le tourisme fait partie de tout ça.

La santé, on est second.

Donc la santé, c'est l'accès à la santé, aux professionnels, etc. Donc très bien, c'est à dire qu'on a des professionnels de la santé qui s'installent chez nous.

Par contre, là où je suis très dubitatif, c'est qu'on est sur la démographie et niveau de vie, bon, la démographie, on le sait forcément avec le fait d'être un peu vieillissant.

On est 77e sur 85.

On est 77e, et là ça m'interroge, sur l'environnement et le cadre de vie. Environnement et cadre de vie, on est 77e, et quand on prend les critères, vous allez rigoler, M. le maire, il y a notamment le fait de gagner des points si on est ville et village fleuris.

**Michel VILLEGER :**

Je vais te faire remarquer que nous, on veut fleurir la ville, on ne veut pas fleurir la ville avec des panneaux. On est passé de 6000 bulbes à 15000 bulbes plantés. Tu verras qu'au moment des élections, la ville va être complètement fleurie, et ce n'est pas d'aujourd'hui.

Les arbres, avec le SPR, on protège les arbres, on empêche de couper les arbres. On a planté plus de 10 000 arbres. On a un parc là.

**Mathilde VINTROU :**

Je voulais juste ajouter.

Tout à l'heure, tu as pris un chiffre pour parler de l'absentéisme, là, tu prends l'exemple de la presse.

Je dis juste qu'il y a 4 ans, je ne sais plus dans quel article on était visé comme la 5ème ville, la plus dangereuse de France. Alors, permets-moi de douter un peu de tout ça.

Et sur la sécurité dans notre ville, moi, j'assiste à toutes les commissions de sécurité, j'assiste à tous les CLS, tous les vendredis en saison.

Je ne dis pas qu'il ne se passe rien. Je dis juste que les gendarmes, les pompiers, la police municipale, la sécurité privée font un travail formidable. On pourrait les applaudir encore une fois, mais je ne vais pas le faire. Il y a des axes d'amélioration, mais là, franchement la sécurité, non.

**Christophe VIGNAUD :**

On est sur la sécurité, honnêtement, sur la sécurité...

**Lionel BARBERIS :**

J'ai dit que ça faisait partie des critères, je n'ai pas encore cité la sécurité.

J'ai dit qu'environnement et cadre de vie, effectivement, on était 77ème et je suis très, très étonné qu'on soit le dernier, 85ème dans la sécurité. On est carrément le dernier.

C'est un classement qui est fait sur des chiffres de l'INSEE qui sont tout à fait entendables.

On a une réalité, M. le maire, c'est qu'on a un front de mer qui, l'été, sert à toute l'animation pour les jeunes, etc., qui doivent largement contribuer à ça.

**Christophe VIGNAUD :**

Je ne peux pas te laisser dire ça. On ne peut pas être dernier en sécurité. Vous stigmatisez un chiffre.

On a 220 caméras. Sur la sécurité, sur ce sujet-là, franchement, avec Mathilde et elle l'a bien résumé. On a 220 caméras, on a un CSU en face, qui sert, et 86% des résolutions se fait grâce à ça.

Et la gendarmerie de Capbreton est très heureuse de venir ici, parce que grâce à ça, ils arrivent à retrouver des choses en dehors de notre commune.

**Lionel BARBERIS :**

M. le maire, ce qui serait bien, c'est d'avoir des caméras qui permettent de voir qui a tagué les photos qui sont là.

**Christophe VIGNAUD :**

On les a.

**Lionel BARBERIS :**

Ça fait des semaines. Ce n'est pas normal.

**Christophe VIGNAUD :**

On les a, mais il faut les choper, les gars. Vous êtes en campagne, monsieur Barberis. Vous êtes en campagne, mais ce n'est pas très grave.

**Lionel BARBERIS :**

Ce n'est pas être en campagne que de demander que la ville soit nettoyée.

**Christophe VIGNAUD :**

Bien entendu, sauf que quand c'est dur sur le privé, on ne le fait pas.

**Lionel BARBERIS :**

Non, vous ne pouvez pas dire ça. Vous demandez aux propriétaires s'ils sont d'accord sur des tags, des photos qui sont sur la place.

**Christophe VIGNAUD :**

Ça ne se fait pas comme ça. Là encore, c'est un mélange des genres. En termes de sécurité, on ne peut pas laisser dire que la ville est insécure, c'est faux.

**Lionel BARBERIS :**

Il y a des tags partout M. le maire

**Christophe VIGNAUD :**

Les tags, ce n'est pas de la sécurité, mon cher Lionel.

**Lionel BARBERIS :**

Ça participe à l'insécurité, au sentiment d'insécurité, monsieur le maire.

**Christophe VIGNAUD :**

Les tags ? Je pense que tu n'as jamais habité dans une grande ville.

**Lionel BARBERIS :**

Mais bien sûr que j'ai habité dans une grande ville, monsieur le maire, mais franchement, ça participe ...

**Christophe VIGNAUD :**

On a l'impression de voir Rachida Dati qui fait la campagne à Paris. Non mais franchement, c'est toi qui commences à être vraiment négatif. Ce n'est pas la sécurité.

**Lionel BARBERIS :**

Vous ne pouvez pas laisser les tags dans la commune, monsieur le maire, je suis désolé, on a acheté une machine pour ça.

**Mathilde VINTROU :**

Et c'est un vrai sujet, et c'est en cours, on s'en occupe. Arrêtez de dire qu'on ne s'en occupe pas, comme si on ne les enlevait pas les tags. On en enlève.

**Quentin BENCHETRIT :**

Ils nous embêtent tout autant, on a tous. On les voit au quotidien nous aussi.

**Patrice BIANCONE :**

Non mais ce n'est pas tellement un problème de sécurité, c'est plus un problème d'incivilité, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Et puis je dois avouer que j'ai connu des villes un peu plus inquiétantes que celles-ci. Franchement.

**Quentin BENCHETRIT :**

Ton intervention Lionel était longue une fois de plus sur la durée, mais ça a plutôt un avantage, ça m'a permis d'attraper les chiffres des deux voyages à Tahiti.

C'était le tout début de ton intervention. Je ne sais pas si tu veux me rappeler le chiffre que tu nous as dit ? 100 000 euros.

Alors du coup je voulais juste...oui pour les deux voyages, c'est ce que je suis en train de dire.

Donc du coup je viens de ressortir le tableau, parce que j'aime bien qu'on soit factuel. Voyage à Tahiti, avril 2023, reste à charge pour la commune, 24 237 euros. Moi j'ai 49 du coup de budget.

Alors du coup ça veut dire que tu manipules le chiffre pour faire croire aux gens que le voyage a coûté 100 000 euros aux administrés. Alors qu'il ne faut pas regarder le budget, il faut regarder ce qui a vraiment été dépensé.

**Lionel BARBERIS :**

Et dans quel but ?

**Edouard DUPOUY :**

Le reste de charge n'est pas de 100 000 euros, est-ce qu'on est d'accord ?

**Lionel BARBERIS :**

On a 100 000 de budget dessus, après les recettes, effectivement, on peut avoir des recettes dessus.

**Quentin BENCHETRIT :**

Tout fonctionne comme ça.

**Lionel BARBERIS :**

Oui merci. C'est vrai que sur le centenaire ça marchait bien comme ça.

Ok j'ai demandé la dépense budgétaire de 100 000 euros. Effectivement.

**Christophe VIGNAUD :**

Mais en fait tu biaises le truc ?

**Lionel BARBERIS :**

Mais non, ne me dites pas que j'ai donné la dépense qui était inscrite, maintenant je n'ai pas donné la recette. Votre rôle, vous donnez la recette, il n'y a pas de problème.

**Christophe VIGNAUD :**

C'est facile.

**Lionel BARBERIS :**

Mais non, excusez-moi, 1200 pages à lire en cinq jours, je suis désolé. Alors je sais que vous adorez ça, mais c'est 1200 pages à lire.

**Christophe VIGNAUD :**

Et pourtant tu as l'habitude étant donné que tu faisais ça auparavant, à envoyer 1200 pages.

**Lionel BARBERIS :**

C'est moi qui l'écrivais, et en l'occurrence je savais ce que j'écrivais, parce que je savais que l'opposition avait du mal à répondre à tous.

**Christophe VIGNAUD :**

Ce n'est pas bien ce que tu dis là.

**Quentin BENCHETRIT :**

Oui, tu te fais prendre à ton propre jeu.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Mais du coup Quentin, c'est quoi les recettes ?

**Christophe VIGNAUD :**

Les recettes, il y a eu des sponsors et les gens ont payé. Les participants ont payé. Ce n'était pas gratuit pour eux, il y a eu une participation.

**Quentin BENCHETRIT :**

Il y a eu par exemple, 6 050 euros de recettes pour les participants. Il y a eu des sponsors, donc les sociétés. Je ne donnerai pas les noms, mais on a eu plus de 15 000 euros. Plus de 15 000 euros de sponsors. Et ensuite, il y a eu des activités qui avaient été mis au programme et qui n'ont pas été faites.

**Christophe VIGNAUD :**

Et on avait budgété par exemple des locations de minibus ou du logement qui n'ont pas été pris, et qui avaient été offertes par la municipalité de là-bas. Donc c'est très factuel.

**Lionel BARBERIS :**

Ça charge à plus de 50 000 euros.

**Quentin BENCHETRIT :**

Alors sur le premier voyage, 24 237,14 euros. Et 33 975.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Il faut donner en tout.

**Quentin BENCHETRIT :**

Comment ? C'est le reste à charge, c'est ce que ça coûte vraiment aux administrés.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Donc en gros, ça fait 50 000 sur les deux voyages ? En gros, concrètement, ça a coûté 50 000 pour les deux voyages ?

**Quentin BENCHETRIT :**

Non, un petit peu plus parce que sur le deuxième voyage, il y a eu légèrement plus de reste à charge, soyons exactement factuels, mais du coup, en effet, 66 000 euros sur la globalité.

**Lionel BARBERIS :**

Pour combien d'enfants ?

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

15 et 15, non ?

**Christophe VIGNAUD :**

Il y a 30 enfants et il y a les accompagnateurs aussi. Tu ne peux pas laisser tes enfants partir comme ça.

**Lionel BARBERIS :**

Heureusement bien sûr, mais par enfant, ça fait un beau projet éducatif.

**Quentin BENCHETRIT :**

Ça fait 2 253,04 euros.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

En gros, ça fait 60 000 pour les deux voyages.

**Christophe VIGNAUD :**

Pas pour 30 enfants. Tu as, à peu près, 50 personnes qui sont partis.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Mais il y a la moitié des accompagnateurs qui ont payé eux-mêmes.

**Christophe VIGNAUD :**

Mais tout le monde a payé, les enfants aussi.

**Quentin BENCHETRIT :**

Mon propos, il n'était pas juste de remettre le sujet. C'était juste de montrer un écart de 40% quasiment, entre le chiffre annoncé en début de propos et la réalité. Entre 100 000 et 60 000.

**Christophe VIGNAUD :**

Tu manipules les chiffres.

**Edouard DUPOUY :**

On était sur la réalisation Lionel.

**Lionel BARBERIS :**

En termes de manipulation...

**Christophe VIGNAUD :**

Et en termes de sécurité, je pense qu'il faut que tu revoies tes chiffres en tout cas.

**Lionel BARBERIS :**

Ce que je viens de vous dire, ce que je viens de vous donner, c'est ce qui est dans le Figaro.

**Christophe VIGNAUD :**

Tu le sais très bien, tu vis ici. Tu sais très bien quand tu me parles de sécurité, qu'on est les derniers, vous me faites tous rigoler sur le sujet.

Franchement, 220 caméras. On a quelques incivilités. Oui, ça, c'est vrai. On peut l'admettre. On a eu deux cambriolages cet été. Deux cambriolages, quand les autres villes d'à côté, en ont entre 6 et 10

**Lionel BARBERIS :**

Je ne suis pas d'accord avec ça. Je vous l'ai dit quand j'ai cité les chiffres. Je vous dis simplement que c'est paru dans la presse. Ce sont des choses qui apparaissent, et que ça devient peut-être incompréhensible, mais c'est basé sur les chiffres de l'INSEE.

Et quand on regarde le détail de tous les critères qui sont posés, ça interroge.

**Christophe VIGNAUD :**

Mais si on doit faire confiance à tout cela, pour moi, c'est de la fumisterie. Et donc de ce fait, je considère que notre sécurité...

**Lionel BARBERIS :**

Peut-être que les journalistes disent n'importe quoi, mais je pense que ça mérite un éclaircissement. En tout cas, c'est notre rôle de défendre notre commune.

**Christophe VIGNAUD :**

Mais notre commune on la défend, quand on fait tous les vendredis le CLS, et Mathilde en a parlé. Quand je te dis, deux cambriolages dans l'été, deux cambriolages, quand les communes d'à côté, en ont entre 6 et 10, donc voilà.

**Lionel BARBERIS :**

En tout cas, ils ne se sont pas trompés sur le fait que le commerce est le premier, parce que le commerce est dynamique.

**Christophe VIGNAUD :**

Très bien. On va continuer.

**Edouard DUPOUY :**

OK. Est-ce qu'on peut passer au vote s'il vous plaît ? Parce qu'on a un menu assez chargé.

Donc on doit voter convention par convention.

La première, c'est la convention pour l'Office de tourisme pour l'année 2026.

**Christophe VIGNAUD :**

Allons-y. Qui est pour ?

Ceux qui sont membres, vous ne votez pas. Véronique, Patrice, Caroline, Emmanuelle.

Myriam, elle peut voter.

Qui est pour ?



**Séance du 19 décembre 2025**

**Délibération n°251219-09-02 : Convention 2026 d'objectifs et de moyens entre l'Office de Tourisme et la Commune**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1<sup>er</sup> du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

La Commission des finances s'est réunie le 21 octobre 2025 afin d'étudier la demande de subvention de l'association Office de Tourisme d'Hossegor pour l'exercice 2026 et sa convention d'objectifs et de moyens.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1611-4,

**CONSIDÉRANT** la demande formulée par l'Office de Tourisme d'une subvention 2026 à hauteur de 341 500 €.

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 21 octobre 2025,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité des votants  
Le Conseil Municipal,***

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées à l'affaire : Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON, Véronique CAZAVANT et Caroline CABANAC-ESCANDE, Patrice BIANCONE et Quentin BENCHETRIT membres de l'association Office de Tourisme.

**APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens jointe à la présente délibération.

**APPROUVE** le versement d'une subvention de 341 500 € à l'association Office de Tourisme d'Hossegor, au titre de l'année 2026,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'Office de Tourisme d'Hossegor, fixant notamment les modalités d'intervention financière pour l'année 2026.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

### **9-3 Convention tripartite de partenariat Festival Lire sur la Vague 2026 et 2027**

**Edouard DUPOUY :**

Ensuite, la convention pour lire sur la vague sur les années 2026 et 2027.

**Christophe VIGNAUD :**

Alors on y va. Qui est pour ? Qui est contre ? Et qui s'abstient ?  
A l'unanimité. Très bien.

**Séance du 19 décembre 2025**

**Délibération n°251219-09-03 : Convention financière et tripartite avec l'association Lire sur la Vague et la commune de Seignosse pour 2026 et 2027**

L'association Lire sur la vague a pour objet la lutte contre l'illettrisme, notamment chez les plus jeunes, par la promotion du livre et de la lecture auprès des collectivités publiques et des familles. Le Festival Lire sur la vague est le point d'orgue des actions menées par l'association tout au long de l'année.

Afin de mener à bien son Festival, l'association Lire sur la vague a sollicité la commune de Seignosse et celle de Soorts-Hossegor pour soutenir logistiquement et financièrement la mise en œuvre dudit Festival.

Les Villes de Seignosse et de Soorts-Hossegor sont persuadées que la culture est une valeur ajoutée pour notre société et plus spécifiquement pour les communes. La culture quelle que soit sa vocation – artistique, culturelle, sportive, sociale ou autre, et notamment la lecture – contribue à l'épanouissement individuel et collectif, participe à favoriser le lien social et enrichit la capacité des individus à vivre ensemble.

Pour les enfants, la lecture ouvre des portes vers des mondes magiques ou imaginaires, fait voyager et permet de nombreuses découvertes. Elle les aide à mieux se débrouiller dans la vie en sachant lire les différentes inscriptions qui les entourent. Ainsi, lorsque ces enfants sont plus grands et qu'ils sont en mesure de lire par eux-mêmes, ils arrivent à mieux raisonner et à tirer leurs propres leçons.

C'est pour autant de raisons que les communes de Seignosse et de Soorts-Hossegor ont décidé de soutenir le Festival lire sur la vague.

Il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention tripartite annexée à la présente et l'engagement financier pour les années 2026 et 2027 de la Commune, à raison de 15 000 euros/an.

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**DECIDE** d'approuver, pour une durée de 2 ans, la convention financière entre la commune de Seignosse, la commune de Soorts-Hossegor et l'association Lire sur la Vague.

**AUTORISE** le versement annuel d'une subvention de 15 000 € à l'association Lire sur la vague.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention tripartite avec la Commune de Seignosse, la Commune de Soorts-Hossegor et l'Association Lire sur la Vague qui couvre les années 2026 et 2027.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

**9-4 Convention d'objectifs et de moyens entre la commune de Soorts-Hossegor et l'association « Comité de Jumelage Soorts-Hossegor / Taïarapu-Ouest »**

**Edouard DUPOUY :**

Convention sur le comité de jumelage.

**Christophe VIGNAUD :**

Donc qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-09-04 : Convention d'objectifs et de moyens entre la commune de Soorts-Hossegor et l'association « Comité de Jumelage Soorts-Hossegor / Taïarapu-Ouest »**

La charte de jumelage a été signée le 10 mai 2022 avec la commune de TAIARAPU-OUEST, composée des communes associées de TOAHOTU, VAIRAO et TEAHUPOO.

Elle exprime la volonté des communes de rapprocher leurs habitants en vue de « collaborer dans un esprit de compréhension réciproque et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour permettre aux citoyens des villes concernées, d'apprendre à se connaître afin qu'ils soient tous unis par une sympathie commune »

La commune assume la responsabilité du jumelage et le Conseil Municipal est garant de la politique à mener dans ce domaine, mais il entend y associer tous les habitants, notamment à travers les associations locales qu'ils ont constituées.

Dans le but d'assurer la pérennité des liens unissant les populations de Soorts-Hossegor et de Taïarapu-Ouest, des contacts et échanges doivent être créés et entretenus à divers niveaux (scolaire, associatif, culturel, sportif, professionnel, familial, individuel, etc.) indépendamment des visites et manifestations officielles.

Dans cette perspective, il est proposé à l'assemblée délibérante de déléguer ces démarches au comité de jumelage. Qui aura notamment pour objectifs :

- Favoriser une plus large participation des habitants de la commune aux activités de jumelage.
- Marquer l'importance qu'elle attache à la vie associative et de privilégier cette dernière dans tous les domaines où les interventions de type purement administratif ne s'avèrent pas nécessaires.
- Chercher à établir des partenariats.

La Commune mandate le Comité de Jumelage aux fins de mettre en œuvre pour son compte, toutes les activités normalement impliquées par le jumelage, à l'exception de celles qui ne peuvent être entreprises au regard de la réglementation, que par le Maire et (ou) le Conseil Municipal.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1611-4,

**CONSIDÉRANT** la demande formulée par l'association d'une subvention 2026 à hauteur de 3 200 €.

*Après en avoir délibéré,  
Avec 19 voix pour  
Et 4 abstentions (M. DUBOSC PAYSAN, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens jointe à la présente délibération.

**APPROUVE** le versement d'une subvention de 3 200€ à l'association « Comité de Jumelage Soorts-Hossegor / Taiarapu-Ouest » au titre de l'année 2026,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et Comité de Jumelage Soorts-Hossegor / Taiarapu-Ouest », fixant notamment les modalités d'intervention financière pour l'année 2026.

**AUTORISE** le Maire à désigner des élus membres au conseil d'administration de l'association « Comité de Jumelage Soorts-Hossegor / Taiarapu-Ouest » :

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

#### **9-5 Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association CHR Capbreton Hossegor Rugby pour l'année 2026**

**Edouard DUPOUY :**

Ensuite, la convention Capbreton-Hossegor-Rugby.

**Christophe VIGNAUD :**

Qui est pour ? A l'unanimité.

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-09-05 : Convention 2026 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Capbreton Hossegor Rugby**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1<sup>er</sup> du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDÉRANT** que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

**CONSIDÉRANT** la demande de subvention formulée par l'association Capbreton Hossegor Rugby,

**CONSIDÉRANT** la demande de mise à disposition de terrains, de locaux et de moyens humains pour le bon fonctionnement de ses activités,

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 13 novembre 2025,

*Après en avoir délibéré,*

*A l'unanimité*

*Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

**APPROUVE** le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 € à l'association Capbreton Hossegor Rugby, au titre de l'année 2026.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Capbreton Hossegor Rugby, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2026.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

**9-6 Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Surf Club pour l'année 2026**

**Edouard DUPOUY :**

Convention Hossegor Surf Club.

**Christophe VIGNAUD :**

Qui est pour ? A l'unanimité.



Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-09-06 : Convention 2026 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Hossegor Surf Club**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1<sup>er</sup> du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDÉRANT** que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

**CONSIDÉRANT** la demande de subvention formulée par l'association Hossegor Surf Club,

**CONSIDÉRANT** la demande de se voir attribuer l'usage de locaux et de moyens humains pour le bon fonctionnement de ses activités.

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 13 novembre 2025,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

**APPROUVE** le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 € à l'association Hossegor Surf Club, au titre de l'année 2026.

Une subvention de 2 000 € pour la manifestation Handi Iron pourra également être versée à l'association, sous réserve qu'elle ait lieu et que l'association fournisse les bilans moraux et financiers de ladite manifestation.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Hossegor Surf Club, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2026.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

**9-7 Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier pour l'année 2026**

**Edouard DUPOUY :**

Hossegor-Sauvetage-Côtier.

**Christophe VIGNAUD :**

Qui est pour ? Tout le monde ? OK.

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-09-07 : Convention 2026 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1<sup>er</sup> du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDÉRANT** que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

**CONSIDÉRANT** la demande de subvention formulée par l'association Hossegor sauvetage côtier,

**CONSIDÉRANT** la demande de se voir attribuer l'usage de locaux et de moyens humains pour le bon fonctionnement de ses activités.

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 13 novembre 2025,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité des votants  
Le Conseil Municipal,***

Ne prend pas part au vote en tant que personne intéressée : Madame Emmanuelle BESCHERON, membre de l'association Hossegor Sauvetage Côtier.

**APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

**APPROUVE** le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 € à l'association Hossegor sauvetage côtier au titre de l'année 2026.

Une subvention de 3 000 € pour la manifestation World Ocean Series pourra également être versée à l'association, sous réserve qu'elle ait lieu et que l'association fournisse les bilans moraux et financiers de ladite manifestation.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Hossegor sauvetage côtier, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2026.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

**9-8 Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Pelote pour l'année 2026**

**Edouard DUPOUY :**

Ensuite, c'est l'ASH Pelote.

**Christophe VIGNAUD :**

Qui est pour ? Très bien.

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-09-08 : Convention 2026 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association ASH Pelote**

La Commission en charge des sports s'est réunie afin d'élaborer les conventions d'objectifs et de moyens qui permettent de fixer les conditions de subventionnement des associations sportives ainsi que les conditions de mise à disposition de moyens financiers, de moyens matériels, de locaux et de terrains.

Il est rappelé la nécessité de formaliser les aides de toutes natures allouées à ses associations sportives par la commune.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code du Sport, et notamment son article L 113-2,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**CONSIDÉRANT** que la commune de Soorts-Hossegor soutient ses associations sportives,

**CONSIDÉRANT** la demande de subvention formulée par l'association ASH Pelote basque,

**CONSIDÉRANT** la demande de se voir attribué l'usage de locaux pour le bon fonctionnement de ses activités.

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 13 novembre 2025,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

**APPROUVE** le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 14 000 € à l'association ASH Pelote Basque, au titre de l'année 2026.

Une subvention de 1 000 € pour la manifestation La Pala d'or pourra également être versée à l'association, sous réserve qu'elle ait lieu et que l'association fournisse les bilans moraux et financiers de ladite manifestation.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association ASH Pelote Basque, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2026.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

#### **9-9 Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Sports de combats pour l'année 2026**

**Edouard DUPOUY :**

Ensuite, l'ASH Sport de Combat.

**Christophe VIGNAUD :**

Qui est pour ? Très bien. A l'unanimité.

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-09-09 : Convention 2026 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association ASH Sports de combats**

La Commission en charge des sports s'est réunie afin d'élaborer les conventions d'objectifs et de moyens qui permettent de fixer les conditions de subventionnement des associations sportives ainsi que les conditions de mise à disposition de moyens financiers, de moyens matériels, de locaux et de terrains.

Il est rappelé la nécessité de formaliser les aides de toutes natures allouées à ses associations sportives par la commune.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code du Sport, et notamment son article L 113-2,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**CONSIDÉRANT** que la commune de Soorts-Hossegor soutient ses associations sportives,

**CONSIDÉRANT** la demande de subvention formulée par l'association ASH Sports de Combats,

**CONSIDÉRANT** la demande de se voir attribué l'usage de locaux pour le bon fonctionnement de ses activités.

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 13 novembre 2025,

***Après en avoir délibéré,***

***A l'unanimité***

***Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

**APPROUVE** le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 3 500 € à l'association ASH Sports de Combats, au titre de l'année 2026.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association ASH Sports de Combats, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2026.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

#### **9-10 Convention d'objectifs et de moyens 2026 entre la Commune et l'association ASH Tennis de table pour l'année 2026**

**Edouard DUPOUY :**

Et enfin, l'ASH Tennis de table.

**Christophe VIGNAUD :**

Qui est pour ? Merci.



Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-09-10 : Convention 2026 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association AS Hossegor Tennis de table**

La Commission des finances a convenu d'élaborer progressivement, en concertation avec les associations communales, les conventions d'objectifs et de moyens qui permettent de fixer les conditions de subventionnement des associations sportives : moyens financiers, humains, matériels, locaux et/ou terrains.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code du Sport, et notamment son article L. 113-2,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**CONSIDÉRANT** que la Commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir les associations sportives,

**CONSIDÉRANT** la demande de subvention de l'association ASH Tennis de Table,

**CONSIDÉRANT** l'attribution de l'usage d'un local communal pour le bon fonctionnement des activités de cette association,

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 13 novembre 2025,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

**APPROUVE** le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 3 500 € à l'association ASH Tennis de Table, au titre de l'année 2026.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association ASH Tennis de Table, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2026.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **10. Provisions pour créances douteuses**

### **Christophe VIGNAUD :**

On passe au point suivant, provisions sur les créances douteuses. C'est obligatoire.

### **Edouard DUPOUY :**

Oui, point obligatoire qu'on a mis en place depuis un petit moment, et vous avez le montant qui est indiqué.

Juste comme c'est le dixième et dernier point de la partie finale, je voulais juste saisir cet instant, pour adresser quelques remerciements.

J'aimerais remercier en particulier, Melanie, qui est à côté de moi.

### **Christophe VIGNAUD :**

Merci Melanie.

### **Edouard DUPOUY :**

Qui me supporte depuis un peu plus de cinq ans maintenant. Je voulais juste la remercier déjà pour l'organisation de ce conseil, puisqu'on a décalé un petit peu le calendrier et vous l'aurez compris, elle contribue énormément à l'élaboration de tous les documents qu'on est en train de voter.

Juste ajouter qu'on avait une réelle chance de pouvoir compter sur vous. En tout cas, moi j'ai vraiment apprécié de travailler avec vous et je vous en remercie.

Je profite aussi pour remercier l'ensemble des élus, particulièrement ceux de la commission finance, avec laquelle on a pu travailler de manière sereine. Merci à tous. Je crois qu'on a eu des débats assez sincères et on a eu une ambiance tout à fait acceptable. Différente des conseils, je tiens à le souligner et le préciser à ceux qui nous regardent ce soir. Très bonne ambiance en commission finance.

Et puis, je voulais juste avoir une petite pensée pour Baudouin MERLET qui nous a quittés malheureusement, mais avec qui j'ai beaucoup apprécié travailler en début de mandat et qui m'a énormément soutenu. Je voulais juste qu'on pense un petit peu à lui ce soir.

### **Non défini :**

Et si tu me permets, moi je souhaiterais te remercier parce que tu as une délégation qui est extrêmement lourde à porter, et tu l'as portée avec beaucoup d'efficacité.

### **Lionel BARBERIS :**

Merci pour l'hommage à Baudouin, il avait beaucoup œuvré aussi.

Et puis merci pour tes propos parce que c'est vrai que je te rejoins sur la qualité du travail en commission finance. Je remercie vraiment les services, notamment le travail de fond qu'a pu faire Mélanie, on ne l'a absolument pas ménagé. Éric, sur l'installation, au départ de ce logiciel et de tous les outils de prospectif qu'on a demandé pour pouvoir construire quelque chose de plus solide.

Je pense que le travail n'est qu'au début, il faut quelque chose de plus fort, plus profond à travailler dans le futur. Mais en tout cas, les bases sont posées. Et le travail est effectivement constructif.

On a discuté de tout librement et toujours en débattant de façon totalement ouverte sur tous les sujets. Merci en tout cas pour ça.

Quoi qu'il arrive, l'assemblée, la prochaine, on sera de toute façon des nouveaux élus, quelles que soient nos positions, quels que soient, en fait, qu'importe. Aujourd'hui, c'est la fin d'un mandat.

**Christophe VIGNAUD :**

C'est la fin d'une histoire, on tourne la page.

Allez, on y va, on va passer au vote si vous êtes d'accord.

Alors, est-ce que vous êtes d'accord sur le dernier point, sur les créances douteuses qui sont de 37 928,52 euros. Qui est pour ? A l'unanimité, merci.

**Séance du 19 décembre 2025**

**Délibération n°251219-10 : Constitution et ajustement des provisions pour créances douteuses et risques et charges pour 2026**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, informe l'assemblée communale que la constitution des provisions comptables sont des dépenses obligatoires et leur champ d'application est précisé par l'article R. 2321-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le montant de la provision correspond au montant estimé par la collectivité de la charge qui peut résulter d'une situation, en fonction du risque financier encouru par cette dernière.

Il est rappelé qu'en application du principe comptable de prudence, il convient de constituer une provision dès qu'apparaît un risque susceptible de conduire la collectivité à verser une somme d'argent significative. Dans certains cas bien précis, l'instruction M57 oblige sans alternative à constituer des provisions.

- Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité, une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;
- Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation, estimé par la collectivité. La provision pour participation prend également en compte le risque de comblement de passif de l'organisme. Pour les garanties d'emprunts, la provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la collectivité en fonction du risque financier encouru ; à cet égard, une provision doit être obligatoirement constituée dès qu'une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation judiciaire est engagée vis à vis d'un organisme bénéficiant d'une garantie d'emprunt de la collectivité.
- Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, une provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la collectivité à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

Un budget qui ne prévoirait pas la constitution d'une provision alors que la collectivité se trouve dans une des situations ci-dessus serait insincère et susceptible d'être déféré à la chambre régionale des

comptes pour déséquilibre ou exposerait la collectivité à une procédure d'inscription d'office de dépense obligatoire.

Pour 2026, la commune se doit donc de constituer des provisions pour créances douteuses.

L'analyse effectuée conjointement avec le comptable et la commune des restes à recouvrer a permis d'identifier les créances devant faire l'objet d'une provision. Elles sont de deux types.

Ainsi, il est proposé pour cette année de constituer, des provisions à hauteur de 100% pour des créances anciennes et/ou très douteuses et des provisions sur la base du seuil de 15% pour des créances moins incertaines.

Concernant l'année 2026, le calcul du stock de provisions à constituer est le suivant :

Niveau du risque d'irrecouvrabilité (ancienneté, infos TG ...)	Taux de dépréciation	Montant des restes à recouvrer	Montant du stock de provisions à constituer
Niveau faible	0%	4 955,82 €	0,00 €
Niveau Modéré	15%	2 607,05 €	391,06 €
Niveau élevé	100%	37 537,00 €	37 537,00 €
		<b>45 099,87 €</b>	<b>37 928,06 €</b>

Provisions déjà constituées	<b>37 146,52 €</b>
Provisions à constituer pour 2026	<b>781,54 €</b>

Le montant des provisions pour créances douteuses déjà constituées sur l'exercice 2025 est de 37 146,52 €, il convient donc de constituer le complément de provision nécessaire à hauteur de 781,54 €. La provision totale sera de 37 928,06 € pour 2026.

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R. 2321-2,

**VU** l'instruction budgétaire et comptables M57 applicable aux communes,

**VU** l'avis favorable de la Commission des finances en date du 24 novembre 2025,

#### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité pour l'année 2026 d'ajuster le montant des provisions pour créances douteuses,
- Que le montant de ces provisions pour créances douteuses est estimé à 37 928,06 € pour 2026 et qu'il est donc nécessaire de compléter la provision existante à hauteur de 781,54 €.

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**CONSTITUE** une provision au compte 6817 pour dépréciations des actifs circulants de 37 928,06 € au budget principal en complétant la provision existante à hauteur de 781,54 € ;

**ACTUALISE** annuellement le calcul et inscrit au budget communal ces provisions pour les prochains exercices.

**AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **URBANISME**

### **11. Dénomination de voies communales**

#### **Christophe VIGNAUD :**

On va passer à un autre point et c'est Alain Claverie qui va nous parler de la dénomination des voies communales.

Juste en introduction, avant de laisser la parole à Alain.

C'est un article qui est important parce qu'en terme de sécurité, comme cela va être dit, ça permet de baliser la commune, donc, de ne pas avoir de zone blanche pour que les pompiers, les gendarmes, les postiers et les livreurs savent où aller intervenir.

Voilà, je te laisse la parole.

#### **Alain CLAVERIE :**

Merci M. le maire.

Cela concerne donc la dénomination des voies communales.

Au titre de son pouvoir de police générale, le maire doit s'assurer de la bonne sécurité et la sécurité des habitants. Il doit permettre au service de secours d'intervenir le plus efficacement et le plus rapidement possible. Et éviter les déplacements inutiles et les manœuvres dangereuses au service de livraison.

La commune doit donc dénommer les voies publiques mais également les voies privées ouvertes à la circulation, puis numéroté les constructions.

C'est demandé par article 169 de la loi 3 DS.

Les services municipaux ont établi un tableau de l'ensemble des voix présentes sur la commune. Vous avez le tableau annexé, je ne sais pas si tout le monde l'a vu.

Il s'agit donc d'autoriser le maire à signer cette convention.

J'ai quelques détails. Si vous voulez, vous avez donc 396 voies en tout sur la commune. C'est assez important. Avec 344 revêtues, qui représentent plus de 100 km de voies, et 52 non revêtues qui représentent 31 km avec 19 km de chemin forestier. Il s'agit donc de dénommer tout ça.

#### **Christophe VIGNAUD :**

Et je tiens à remercier Alain et Cathy parce que tous les deux ils ont passé du temps pour nommer toutes ces voies avec beaucoup de poésie.

#### **Alain CLAVERIE :**

Et il n'y a pas que ça. Il y a tous les chemins forestiers. Il a fallu tous les classer.

#### **Christophe VIGNAUD :**

C'est un sujet important. Merci à vous deux. Merci Alain et merci Cathy.

On va passer au vote. Qui est pour ? Merci beaucoup.

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-11 : Dénomination de voies communales**

Au titre de son pouvoir de police générale, le maire doit s'assurer de la bonne sécurité et sureté des habitants. Il doit permettre aux services de secours d'intervenir le plus efficacement et le plus rapidement possibles et éviter des déplacements inutiles et des manœuvres dangereuses aux services de livraisons.

La Commune doit donc dénommer les voies publiques mais également les voies privées ouvertes à la circulation puis numéroter les constructions.

L'article 169 de la loi 3DS a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales est venue accentuer cette obligation : « Le conseil municipal procède à la dénomination des voies et lieux-dits, y compris les voies privées ouvertes à la circulation ».

Les services municipaux ont établi un tableau de l'ensemble des voies présentes sur la Commune. L'assemblée délibérante est invitée à acter la dénomination des voies.

**VU** la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite 3DS et notamment son article 169,

**VU** le décret n° 2023-767 du 11 août 2023 relatif à la mise à disposition par les Communes des données relatives à la dénomination des voies et à la numérotation des maisons et autres constructions,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2121-30,

**CONSIDÉRANT** l'intérêt public que représente la dénomination des voies communales,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE**, conformément au tableau de classement en pièce jointe, d'approuver les dénominations des voies de la Commune de Soorts-Hossegor.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **AFFAIRES GÉNÉRALES**

### **12. Dérogation au repos dominical**

#### **Christophe VIGNAUD :**

On passe au point numéro 12, la dérogation du repos dominical.

On le fait chaque année. On doit voter cette dérogation pour nos commerçants alimentaires. La ville étant en zone touristique, nous pouvons, donc, leur autoriser de travailler 12 dimanches supplémentaires, qui sont fixés par un arrêté. Au préalable, on doit demander, et nous l'avons fait, les avis aux différentes organisations syndicales, la communauté de communes et la chambre de commerce et de l'industrie.

Et aujourd'hui, nous vous demandons de voter cette dérogation et de m'autoriser à la signer.

Le souhait des commerçants concernés est d'ouvrir les 14 juillet et 15 août, mais aussi les dimanche après-midi suivants : le 28 juin, le 5, le 12, le 19 et le 26 juillet, le 2, le 9, le 16, le 23 et le 30 août.

Et bien entendu, comme le disait tout à l'heure Monsieur Barberis, cela contribue au dynamisme de nos commerçants et je pense que c'est une très bonne chose. Voilà.

Ceci étant dit, on va passer au vote. Donc, qui est pour ? A l'unanimité. Merci.

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-12 : Dérogation au repos dominical**

Monsieur le Maire rappelle que le classement de la ville de Soorts-Hossegor en zone touristique autorise l'ouverture dominicale des commerces non alimentaires tout au long de l'année sans autorisation préalable de l'autorité territoriale.

Les commerces de détail alimentaires restent assujettis à l'article L. 3132-13 du code du travail qui leur impose une fermeture dominicale après 13 heures. Toutefois, le maire peut autoriser les commerces de détail alimentaires à ouvrir de façon ponctuelle le dimanche après 13 heures dans la limite de douze dimanches par an. Les commerces de détail alimentaires dont la surface de vente est supérieure à 400 m<sup>2</sup> doivent déduire les jours fériés travaillés de la liste des dimanches autorisés.

Ces douze dimanches doivent être fixés par arrêté municipal de manière annuelle et collective (ensemble des commerçants de détail pratiquant la même activité) au niveau du territoire après consultation des commerçants, des organisations syndicales ainsi que des chambres consulaires avant le 31 décembre de l'année n-1.

L'avis de la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud doit également être sollicité.

**Vu** la loi 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite loi Macron et notamment son article 250,

**Vu** la loi n°2016-1088 du 8 août 2016, couramment appelée loi Travail, et notamment son article 8,

**Vu** l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article L 3132-26 du code du travail,

**Vu** l'arrêté préfectoral des Landes en date du 7 avril 2010 classant la commune de Soorts-Hossegor en commune d'intérêt touristique,

**Considérant** qu'en raison de l'évolution des habitudes de consommation et des activités commerciales, il importe de prendre des mesures de nature à permettre des aménagements dans le temps de travail tout en garantissant la règle du repos hebdomadaire des salariés,

**Considérant** l'intérêt de faire bénéficier les commerçants des dispositions de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 et la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 qui tout en réaffirmant le principe du repos dominical donné aux salariés, ont été modifiées en portant à 12 le nombre maximal de dérogations qu'un maire peut donner à cette règle,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**ÉMET** un avis favorable, sur proposition de Monsieur le Maire, d'accorder annuellement 12 dérogations municipales au repos dominical pour les commerces de détail alimentaires pour l'année 2026.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à saisir les commerçants, les organisations syndicales, les chambres consulaires du département ainsi que la communauté de communes MACS.

**PRÉCISE** qu'un arrêté fixera les modalités des ouvertures dominicales.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **RESSOURCES HUMAINES**

### **13. Ouverture de poste et diffusion du tableau des effectifs pour l'année 2025**

**Christophe VIGNAUD :**

On va passer maintenant aux ressources humaines et je vais donner la parole à Jean-Marc sur les derniers points.

**Jean-Marc LEROY :**

Merci Monsieur le maire. Le point 13 donc concerne la diffusion du tableau des effectifs 2025.

C'est une obligation qui est faite aux collectivités de mettre à jour chaque année le tableau des effectifs qui doit tenir compte des emplois créés, que ce soit par promotion interne ou avancement de grade, mais aussi des vacances de poste à la suite du départ d'agents titulaires, en retraite ou en disponibilité.

Donc, je précise que ce tableau-là prévoit l'ouverture d'un poste au grade de rédacteur territorial pour nomination par voie de promotion interne. C'est une promotion qui avait été validée en son temps par la Commission RH de juillet et ensuite par le CDG.

L'Assemblée est invitée à prendre acte de la mise à jour de ce tableau.

**Christophe VIGNAUD :**

Bien, on va passer au vote.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

On en est où des tractations avec la préfecture dont on a déjà parlé maintes fois ?

**Christophe VIGNAUD :**

Sur quoi ? Sur quelles tractations ?

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :** Sur la fameuse délibération annule, remplace, annule, remplace...

**Christophe VIGNAUD :**

Tout a été fait la dernière fois, c'est tout. Ça a été repassé, il n'y a pas eu de souci par rapport à ça.

Il n'y en a pas d'autre. Ça a été annulé, repassé. Ça a été fait le 14 novembre donc ça a été fait.

Bien, on va passer au vote sur ce point-là.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ok, donc un contre et une abstention.



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

**Séance du 19 décembre 2025**

**Délibération n°251219-13 : Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code général de la fonction publique et notamment l'article L. 313-1,

Conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

**CONSIDÉRANT** l'évolution des fonctions du poste d'assistant(e) de gestion des ressources humaines qui nécessite une adéquation entre le grade et les nouvelles missions d'adjoint(e) à la direction des ressources humaines.

**CONSIDÉRANT** les postes vacants à la suite des avancements de grades et départs de l'année 2024 et 2025 ;

**VU** l'avis favorable de la Commission des Ressources Humaines en date du 1<sup>er</sup> juillet 2025 ;

***Après en avoir délibéré,  
Avec 21 voix pour  
1 abstention (C. DUCAMP)  
Et 1 voix contre (M. DUBOSC PAYSAN)  
Le Conseil Municipal,***

**ADOpte** le tableau des emplois au 19 décembre 2025 ci-annexé.

**DÉCIDE** de modifier le tableau des effectifs en créant le poste suivant :

- 1 poste de rédacteur territorial, emploi permanent à temps complet.

**PRÉCISE** que la rémunération et la durée de carrière de ces agents seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

**PRÉCISE** que les crédits correspondants à la rémunération de ces agents sont inscrits dans le budget primitif du budget principal chapitre 012 de l'exercice 2026.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

**14. Participation pour la protection sociale complémentaire au risque santé dans le cadre d'une labellisation et fixation du montant de participation obligatoire pour les agents communaux**

**Christophe VIGNAUD :**

Participation.

**Jean-Marc LEROY :**

Ça concerne la participation pour la protection sociale complémentaire au risque santé dans le cadre d'une labellisation et fixation du montant de participation obligatoire pour les agents communaux à partir du 1er janvier 2026.

Et donc à l'instar du secteur privé, la participation de l'employeur deviendra obligatoire à compter du 1er janvier pour le risque santé, pour un montant qui ne pourra pas être inférieur à 15 euros.

Alors lors du CST du 23-10 dernier, il a été convenu à l'unanimité que la commune participerait dans le cadre du dispositif dit de labellisation, non pas à 15 euros comme nous y sommes obligés, mais pour un montant mensuel de 35 euros bruts pour les agents qui auront fait le choix de souscrire une couverture santé labellisée.

Le conseil municipal est invité à enterrer l'avis du CST.

**Christophe VIGNAUD :**

Très bien. On va passer au vote après cette explication.

Donc on est passé de 15 à 35 et ça concerne l'ensemble des agents employés par la collectivité, quel que soit leur statut.

Qui est pour ? Merci.

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-14 : Participation pour la protection sociale complémentaire au risque santé dans le cadre d'une procédure de labellisation et fixation du montant de la participation obligatoire pour les agents communaux**

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code général de la fonction publique, notamment les articles L827-1 à L827-12 ;

**VU** le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

**VU** la liste des contrats et règlements labellisés par l'Autorité de contrôle prudentiel ;

**CONSIDERANT** que les collectivités territoriales et leurs établissements participent, dans les conditions définies à l'article L. 827-11 du code général de la fonction publique, au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir le risque Santé de leurs agents et leur famille, c'est-à-dire les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident de la vie (soins courants, médicaments, hospitalisation, frais dentaires, équipement optique, aides auditives),

**CONSIDERANT** que la participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités mentionnés à l'article L. 827-3 du CGFP et qui ont été labellisés dans les conditions prévues à l'article L. 310-12-2 du code des assurances.

**VU** la délibération OJ – n°4 en date du 12 avril 2013 portant sur la participation à la protection sociale des agents communaux,

**VU** l'avis favorable rendu par le Comité Social Territorial en date 23 octobre 2025,

***Après en avoir délibéré,***

***A l'unanimité***

***Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** de participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire dans le domaine de la Santé à compter du 01/01/2026 ;

**FIXE** le montant mensuel de la participation à **35 €** brut par agent\*.

*\*la participation est versée à tous les agents employés par la collectivité quel que soit leur statut (fonctionnaires et agents contractuel de droit public et de droit privé) qui souscrivent à un contrat labellisé.*

**ABROGE** toutes les délibérations antérieures à la présente délibération,

**INSCRIT** au budget primitif du budget principal, chapitre 012 de l'exercice de 2026, les crédits correspondants.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

#### **15. Recours à un apprenti dès la rentrée scolaire 2026-2027**

##### **Jean-Marc LEROY :**

Les quatre prochains points concernent des renouvellements de délibération arrivant à échéance en fin l'année 2025. Donc ce sont des délibérations que nous votons chaque année, arrivant à échéance à la fin de ce mois, qu'il convient de renouveler pour l'année prochaine.

Il s'agit d'anticiper nos besoins en main d'œuvre supplémentaire pour l'année 2026.

La première concerne le recours à un apprenti dès la rentrée scolaire 2026-2027. L'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolues, d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité, de les mettre en application dans une entreprise ou une administration.

C'est un appui qui a aussi un intérêt évident, à la fois pour les jeunes, mais aussi pour les services accueillants. Nous souhaitons recourir à un contrat d'apprentissage pour le service d'espace vert, pour les diplômés soit bac pro soit CAP.

Pourquoi les espaces verts ? Parce qu'il s'agit de métiers en tension qui sont répertoriés par le CNFPT, et ce qui nous permet donc de bénéficier d'une prise en charge des frais de formation à hauteur d'environ 80%.

L'Assemblée est invitée à se prononcer sur le recours au contrat d'apprentissage et autoriser M. le maire à signer les documents afférents cette affaire.

##### **Christophe VIGNAUD :**

Donc on va passer au vote qui est pour ? Merci.



Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-15 : Recours au contrat d'apprentissage**

**VU** le Code général des collectivités territoriales,  
**VU** le Code du travail ;  
**VU** la Loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;  
**VU** la Loi ° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;  
**VU** la Loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;  
**VU** la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail ;  
**VU** le Décret n°2019-32 du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;  
**VU** le Décret n°2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis ;  
**VU** le Décret n° 2018-1340 du 28 décembre 2018 portant sur l'expérimentation relative à la réalisation de la visite d'information et de prévention des apprentis par un professionnel de santé de la médecine de ville ;  
**VU** le Décret n°2016-456 du 12 avril 2016 abrogeant le décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et plus particulièrement le chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;  
**VU** le Décret n°2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;  
**VU** l'avis favorable donné par le Comité Technique du 9 mars 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus (sauf dérogation et via une convention pour les moins de 15 ans conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

**CONSIDÉRANT** que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

**CONSIDÉRANT** qu'il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil municipal,*

**DÉCIDE** le recours au contrat d'apprentissage,

**DÉCIDE** de conclure dès la rentrée scolaire 2026-2027, un contrat d'apprentissage dans le cadre du tableau suivant :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la Formation
Espaces Verts	1	CAP Jardinier paysagiste	2 ans
Espaces Verts	1	BAC PRO AG Aménagements Paysagers	3 ans

**AUTORISE** Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

#### **16. Ouverture de poste de contractuels pour "Accroissement temporaire d'activité"**

**Jean-Marc LEROY :**

Le point suivant concerne l'ouverture de poste de contractuel pour l'accroissement temporaire d'activité.

Comme chaque année en avant-saison il convient de procéder à l'ouverture de poste de contractuels pour accroissement temporaire d'activité. Il s'agit d'anticiper des besoins annuels pour renforcer des équipes, et/ou dans l'attente d'un jury de recrutement titulaire pour des départs par voie de mutation à la retraite, des créations de postes, des contrats aux pôles enfants-jeunesses à la crèche, des services d'occupation au domaine public et des services plages pour les saisonniers qui dépasseraient les six mois de contrat.

L'Assemblée est invitée à se prononcer et autoriser Monsieur le maire à réaliser les démarches relatives à ses besoins.

**Christophe VIGNAUD :**

Très bien, on va passer au vote qui est pour ?

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-16 : Ouvertures de poste de contractuels pour "accroissement temporaire d'activité"**

Comme chaque année en avant saison, il convient de procéder à l'ouverture de postes de contractuels pour « accroissement temporaire d'activité » : anticipation des besoins annuels pour renforcer les équipes à la suite de départs pour mutation ou retraite, au pôle enfance jeunesse, à la maison de la petite enfance, au service de surveillance des plages pour les maîtres nageur sauveteurs (MNS) qui dépassent les 6 mois de contrats saisonniers sur 12 mois.

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I 1°,

**VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

**CONSIDERANT** la nécessité de prévoir la création d'emplois temporaires à temps complet et non complet, en raison d'accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux :

- De catégorie C employés sur les grades d'adjoint administratif, d'adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe, adjoint technique, adjoint technique principal 2<sup>ème</sup> classe, adjoint territorial d'animation, agent social : 40 Postes ;
- De catégorie B employés sur les grades d'éducateur des activités physiques et sportives, de rédacteur, d'auxiliaire de puériculture de classe normale, d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure et d'animateur : 10 Postes ;

***Après en avoir délibéré,***

***A l'unanimité***

***Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** de créer des emplois temporaires à temps complet ou non complet, de catégorie hiérarchique B ou C, pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux.

**DÉCIDE** que :

Les agents recrutés sur une catégorie C seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1<sup>er</sup> échelon au 12<sup>ème</sup> échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades,

Les agents recrutés sur la catégorie B seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1<sup>er</sup> au 13<sup>ème</sup> échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades.

**RAPPELLE** que le recrutement des agents se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I 1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

**CHARGE** Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **17. Ouverture de poste de contractuels pour "accroissement saisonnier d'activité"**

**Jean-Marc LEROY :**

Le point suivant, c'est pour l'ouverture de poste de contractuel, cette fois pour accroissement saisonnier d'activité.

Les contrats de contractuel sont concernés principalement le pôle enfant-jeunesse, l'occupation du domaine public, la crèche, le service plage pour les MNS, ne dépassant pas les six mois de contrat, les services techniques et bien sûr la police municipale.

L'Assemblée est invitée à se prononcer et autoriser Monsieur le maire à réaliser les démarches relatives à ses besoins.

**Christophe VIGNAUD :**

On va passer au vote. Qui est pour ?

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-17 : Ouvertures de poste de contractuels pour "accroissement saisonnier d'activité"**

Comme chaque année en avant saison, il convient de procéder à l'ouverture de postes de contractuels pour « accroissement saisonnier d'activité » : anticipation des besoins annuels pour renforcer les effectifs pendant la saison estivale pour les services techniques, de la police municipale, du pôle enfance jeunesse et de la surveillance des plages pour les Maîtres-Nageurs Sauveteurs (MNS).

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I 2°,

**VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prévoir la création d'emplois temporaires à temps complet et non complet en raison d'accroissement saisonnier d'activité dans les services municipaux et des plages :

- De grade d'adjoint administratif, d'adjoint administratif principal 2ème classe, adjoint technique, adjoint technique principal 2ème classe, adjoint d'animation, agent social, de catégorie C ;
- De grade de rédacteur, d'animateur, d'auxiliaire de puériculture de classe normale, d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure et d'éducateur des activités physiques et sportives de catégorie B.

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le conseil municipal,***

**DÉCIDE** de créer des emplois temporaires à temps complet ou non complet, de catégorie hiérarchique B ou C, pour faire face à l'accroissement saisonnier d'activité dans les services municipaux.

**DÉCIDE** que les agents recrutés sur une catégorie C seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1<sup>er</sup> échelon au 12<sup>ème</sup> échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades, les

agents recrutés sur la catégorie B seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1<sup>er</sup> au 13<sup>ème</sup> échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades.

**RAPPELLE** que le recrutement des agents se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

**CHARGE** Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **18. Création d'emploi temporaire "Remplacement"**

**Jean-Marc LEROY :**

La dernière délibération concerne la création d'emploi temporaire pour remplacement.

Comme chaque année en avant saison, il est nécessaire de prévoir la création d'emploi non permanent à temps complet ou non complet, pour assurer le remplacement d'agents titulaires en raison soit de congés, de maladies, de maternités ou de temps partiel thérapeutique.

L'Assemblée est invitée à se prononcer et autoriser Monsieur le maire à réaliser les démarches relatives à ses besoins.

**Christophe VIGNAUD :**

Donc on passe au vote qui est pour ? Très bien. Merci.

Séance du 19 décembre 2025

**Délibération n°251219-18 : Création d'emplois non permanents pour le remplacement temporaire d'agents indisponibles**

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 2,

**VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prévoir la création d'emplois non permanents à temps complet et non complet pour assurer le remplacement d'agents titulaires indisponibles en raison :

- D'une disponibilité de courte durée prononcée
- D'office pour raison médicale
- De droit pour raisons familiales
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)
- Congé pour accident de service et maladie professionnelle
- Congé annuel
- Congés de maladie - de longue maladie- de longue durée – de grave maladie
- Temps partiel pour raison thérapeutique
- Congé pour maternité, ou pour adoption, avec traitement
- Congé de paternité et d'accueil de l'enfant, avec traitement
- Congé de formation professionnelle
- Congé pour validation des acquis de l'expérience
- Congé pour bilan de compétences
- Congé pour formation syndicale avec traitement
- Congé avec traitement, pendant la durée d'un mandat syndical, en qualité de représentant du personnel siégeant au sein d'un CHSCT
- Congé non rémunéré pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives agréées
- Congés prévus par l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 (congrés étendus à tous les fonctionnaires territoriaux atteints d'infirmités contractées ou aggravées au cours d'une guerre...)
- Congé de solidarité familiale
- Congé de proche aidant
- Congé pour siéger, comme représentant d'une association loi 1901
- Congé avec traitement pour accomplir soit une période de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle
- Congé de présence parentale

- Congé parental
- Ou de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Selon les grades suivants :

- De catégorie C employés sur les grades d'adjoints techniques, d'adjoints techniques principal de 2<sup>e</sup> classe, d'adjoints d'animation, d'agents sociaux, d'agents sociaux principal de 2<sup>e</sup> classe, d'adjoints administratifs, d'adjoints administratifs principal de 2<sup>e</sup> classe, d'adjoints administratifs principal de 1<sup>e</sup> classe, d'ATSEM principal de 2<sup>e</sup> classe, d'ATSEM principal de 1<sup>e</sup> classe, et brigadier-chef principal de police municipale ;
- De catégorie B employés sur les grades éducateurs des activités physiques et sportives, d'éducateurs des activités physiques et sportives principal de 1<sup>e</sup> classe, de rédacteur, de rédacteur principal de 2<sup>e</sup> classe, rédacteur principal de 1<sup>e</sup> classe, de technicien principal de 1<sup>e</sup> classe, d'animateur, d'auxiliaire de puériculture de classe normale, et d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure ;
- De catégorie A employés sur le grade d'attaché, d'attaché principal, d'ingénieur principal, d'ingénieur hors classe, d'éducateur de jeunes enfants, et puéricultrice hors classe.

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** de créer des emplois non permanents à temps complet et non complet, pour le remplacement d'un agent indisponible pour les raisons précitées.

**RAPPELLE** que les recrutements des agents se feront par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

**PRÉCISE** que l'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement prévue par le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

**CHARGE** Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



**Jean-Marc LEROY :**

Je voudrais en profiter. Prendre la suite d'Édouard, pour remercier aussi, bien évidemment, tout le service RH qui fait un travail remarquable, et qui assume une charge de travail considérable dans quelquefois des difficultés que l'on ne peut pas soupçonner. Je tiens vraiment à les remercier, c'est une équipe qui fait vraiment un travail remarquable. Voilà, je tenais le dire.

**DECISIONS DU MAIRE :**

*Liste des décisions du Maire contractées du 7 novembre 2025 au 12 décembre 2025*

**Christophe VIGNAUD :**

Très bien. Merci.

On va passer sur les décisions du maire, vous les avez vues. Est-ce que vous avez des questions par rapport à ça ?

Madame Paysan ?

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Oui, sur la DM numéro 67 qui concerne l'extension de la terrasse nord.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui ?

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

J'ai plusieurs questions. Ça consiste en quoi ? Bah, pourquoi c'est drôle ?

**Christophe VIGNAUD :**

Parce que tu sais quand même que c'est un no man's land là-bas.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Mais je sais très bien de quoi on parle, mais ça ne concerne pas que moi. Donc quand je pose une question, c'est aussi pour informer le reste des gens qui nous écoutent.

Mais par-contre, là où moi je sais de quoi on parle, c'est-à-dire que je situe parfaitement le lieu, je situe l'enjeu, mais par-contre, tout comme les autres, je ne sais pas du tout ce qui compte être fait. Donc ça me paraît légitime comme question.

**Alain CLAVERIE :**

Donc les travaux qui vont être réalisés, c'est qu'on va donc prolonger l'esplanade en bois qui va rejoindre le mur de la vague.

**Christophe VIGNAUD :**

Pour info, c'est à côté où il y a la fresque. Puisque tu parles pour des gens qui t'ont posé la question, on va resituer le cadre.

**Alain CLAVERIE :**

Il va y avoir deux opérations. Cette opération aussi, ça concerne la maçonnerie puisque l'esplanade est quand même très en hauteur par rapport à la base, enfin au cheminement piétonnier du bas. Donc, il y a pas mal d'ouvrages en béton à faire, puisqu'il y a du soutènement, il y a des plots à faire.

Et par contre, tout ce qui est réalisé en platelage en bois va être réalisé par nos services techniques.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Et la décision a été prise dans quelle commission ? Travaux, j'imagine ?

**Alain CLAVERIE :**

Oui, oui.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

On aurait pu en parler à l'urbanisme aussi.

**Christophe VIGNAUD :**

Est-ce que c'est important de parler à l'urbanisme de ce genre de chose ?

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Ben oui.

**Christophe VIGNAUD :**

On va déposer une AT

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Oui, c'est l'aménagement. C'est de l'aménagement sur un site sensible.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, mais ça ne va pas être fait maintenant. On a le temps de déposer les papiers.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Oui, ce n'est pas le sujet. C'est un aménagement qui a lieu sur un site sensible.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, mais absolument.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Quand je dis ça, ce n'est pas l'un à la place de l'autre. C'est qu'on aurait pu aussi l'aborder dans cette commission. Ça m'aurait permis de ne pas vous poser la question.

J'ai une autre question.

Quid de cet aménagement par rapport à la loi littorale, au niveau réglementaire ?

**Christophe VIGNAUD :**

D'accord, mais là, c'est quelque chose qui est une extension.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Je te demande.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, non, mais je connais, je sais comment tu fonctionnes. Donc, ce n'est pas un problème.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Même si l'intervention est plus que légitime, puisque on l'a réclamée pendant des années.

**Christophe VIGNAUD :**

Elle est très légitime.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

On l'a réclamée très longtemps. Et on avait demandé l'appui de l'architecte des bâtiments de France, justement, pour que ça se fasse. Mais ce n'est pas parce que l'intervention est légitime qu'il ne faut pas, derrière, faire avec toutes les réglementations, et on sait qu'on n'en a plus d'une.

**Christophe VIGNAUD :**

Mais toutes les réglementations vont être faites afin que ce sujet-là soit fait dans les règles.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

C'est pour ça que je demande, par rapport à la loi littorale, quelle est la situation.

**Christophe VIGNAUD :**

Mais la situation, elle est très simple. Aujourd'hui, la loi littorale ne prend pas prise sur ce genre de travaux.

On va déposer une AT classique, on va demander l'autorisation...

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Ce sera plus qu'une AT.

**Christophe VIGNAUD :**

Une DP alors. On fera ce qu'il faudra, ce n'est pas très grave. Le but c'est de faire en sorte que ce No Man's Land n'existe plus et ça se fera dans les règles.

**Maëlle DUBOSC-PAYSAN :**

Donc terrasse bois jusqu'au mur. Pour résumer. Voilà. Merci beaucoup.

**Christophe VIGNAUD :**

Très bien. Bien alors le conseil est fini.

Par-contre, comme je vous l'avais dit je voudrais, quand même, puisque c'est le dernier conseil et comme l'a fait remarquer, très justement, Mr Lionel Barberis.

J'aimerais d'abord conclure sur une première chose.

Donc Noël arrive vous le savez bien. Je vous le rappelle, et je pense que vous l'avez vu, les fêtes ont déjà commencé dans notre petit village et sur notre village de Noël qui est ouvert depuis un moment.

Le programme est à retrouver sur le site ou dans la ville, sur les supports qui sont mis à leur disposition et dédiés à cela.

Venez nombreux pour profiter des animations, de la fête foraine, des stands qui sont cette année très complets. Mais aussi des décorations, et du fameux feu d'artifice du 23 qui je l'espère va pouvoir se faire même s'il y a un peu de pluie. C'est le 23 décembre à 19h.

La fête sera aussi à Pédebert avec le Père Noël demain après-midi qui fera son apparition sur place.

Allez voir aussi nos commerçants, qui pour certains, ont joué vraiment le jeu en décorant leur vitrine. Et je trouve ça très agréable quand on se promène dans la ville de voir cela.

Souhaitons que le temps reste beau et froid pour profiter pleinement de cette fin d'année.

Nous avons créé le village de Noël et nous en sommes très fiers en tout cas du résultat obtenu avec ces fameux stands. Et on a eu cette opportunité de pouvoir les acheter en tout début de mandat et je trouve que c'est quand même quelque chose d'important. Et en tout cas, moi c'est quelque chose qui me tenait à cœur.

Tout cela n'aurait pas pu se faire bien entendu sans l'aide du service événementiel, du service technique qui a été totalement mobilisé en cette période.

À notre partenaire du Manège qui œuvre avec nous et sur cet événement, bien entendu, je ferai un petit mot de remerciement à notre mère Noël, à Gaëtane ici présente, que je tiens à remercier pour son implication sans faille depuis 6 ans sur ce dossier.

Par ailleurs en fin d'année, vous le savez, nous avons nos établissements des Halles du centre-ville qui vont vous proposer des animations et des rendez-vous.

À ne pas manquer, je pense qu'il faut que vous restiez connectés pour suivre les offres et les propositions nombreuses que nous allons avoir.

Enfin, je voulais profiter pour vous remercier, de nouveau, de votre présence, de votre travail lors de tous ces conseils et autres réunions.

C'est important que l'implication de tous se fasse pour le bien de la commune, et ceci dit, rien ne peut se faire derrière, si derrière nous n'avons pas la bonne ingénierie, c'est à dire nos agents.

Et c'est important de les remercier eux aussi en cette période et je tiens à les remercier vivement car rien n'aurait pu se faire sans leur aide.

Que ce soit au service technique, les travaux de tous les jours, on le voit, et à chaque fois qu'il y a quelque chose on les appelle, l'entretien des bâtiments, du matériel, des espaces verts avec les différents éléments dont tu nous as fait part avec un peu d'énervement, mais on t'a compris que tu étais passionné pour ça. Des tags, qu'on essaye d'enlever, de la propreté, qui est tout le temps critiquée mais qui honnêtement a fait énormément de progrès.

Le montage et le démontage des animations, mais aussi en mairie, il ne faut pas les oublier, avec les services supports qui ont vécu 6 ans très intenses et à un rythme assez important.

À titre personnel, venant tous les jours en mairie, ils ont été là, et même si monsieur Barberis m'a traité d'incompétent ou en tout cas de ne pas avoir d'expérience, les services m'ont épaulé dans le chemin que je souhaitais emprunter, même si tu n'as pas vu ce chemin-là.

Leur conseil et leur bienveillance ont été des éléments importants dans toutes nos réalisations et rien n'est facile et figé mais grâce à cette cohésion nous avons pu relever de nombreux challenges.

Ils ont su faire face à un manque de soutien de certain d'entre eux et ont pallié les nombreux arrêts. On a beaucoup parlé de ceux absents, tout à l'heure encore, et je trouve un peu dommage, mais on parle peu de ceux qui sont présents.

Leur conscience professionnelle a permis de suivre et sortir nos projets et je tiens encore à les remercier.

Merci aux agents du pôle jeunesse, enfants-jeunesse qui s'occupent quotidiennement et pendant les vacances de nos jeunes.

Pour nos petits bouts de chou, merci aux agents de la crèche qui reste un établissement très bien géré et qui donne aux parents la tranquillité nécessaire pour un épanouissement commun, parents et enfants.

Merci à nos MNS, il ne faut pas les oublier parce que ce n'est pas que l'été. Ils sont aussi maintenant toute l'année en patrouille et à notre police municipale qui sont des services de référence dans le département et que je tiens réellement à remercier.

Notre office du tourisme qui est à notre côté depuis un moment pour faire en sorte que Soorts-Hossegor reste toujours aussi attractif et on a vu les chiffres qui nous ont été communiqués.

Et enfin c'est un établissement important dans notre commune. Je voulais parler de l'EHPAD. Une nouvelle gestion rigoureuse qui a été faite. On finit presque à zéro avec les subventions qui sont arrivées avec l'ARS et qui a su montrer que nous pouvons donner aux résidents le service attendu et garder une qualité de travail. En tout cas, on s'y emploie et la directrice le fait.

Pour conclure, un grand merci à Éric, notre DGS qui est pour moi un lien important entre les agents, les institutions et un soutien sur tous nos projets.

Vous le savez, c'est un binôme qui permet d'agir ensemble pour le bien de la commune. On a su trouver cet équilibre et cet échange et le travail important qu'il a fourni sur cette période a été très précieux. Merci encore pour votre soutien Éric.

Je vous souhaite à vous tous de belles fêtes de fin d'année, une excellente année 2026 et plein de bonnes choses pour le futur.

Et on en aura tous besoin, par les temps qui courent, que cette parenthèse qui arrive soit le moment de retrouvailles et du recentrage vers l'essentiel, ce qui me paraît important.

Je vous souhaite à tous et à toutes de bonnes fêtes et une bonne fin de soirée, bonne fête de Noël, bonne fête de fin d'année et à bientôt.

Fait et approuvé les jours mois et an que dessous,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026,

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Arnaud BISENSANG



Olivier BÉGUÉ

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

**Délibération n°260430-01 : Adoption d'un Règlement Budgétaire et Financier (RBF)**

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 22**

**Votants : 26**

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, , Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine BAIGNERES a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance : Arnaud BISENSANG**

Monsieur Eric LAVIT, adjoint au maire en charge des finances, rappelle que le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) doit être approuvé, à chaque renouvellement de conseil municipal, avant toute décision budgétaire. Il propose d'adopter le RBF joint à la présente délibération et rappelle que ce document pourra, si besoin, être amendé, dans le cadre d'une prochaine délibération.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable applicable à la commune,



**VU** la délibération n°221209-06 du 9 décembre 2022 adoptant le dernier Règlement Budgétaire et Financier (RBF),

**CONSIDÉRANT** le renouvellement du Conseil municipal à l'issue des dernières élections,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de disposer d'un cadre budgétaire et financier,

**CONSIDÉRANT** que ce règlement pourra être complété et modifié ultérieurement,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil municipal,*

**DÉCIDE** d'adopter le RBF annexé à la présente délibération ; ce RBF s'applique pour le budget principal et pour les budgets annexes Cinéma et Lotissement les Barthes.

**DÉCIDE** que le présent règlement a pour objet de fixer les règles minimales de gestion budgétaire et financière nécessaires au fonctionnement de la collectivité, notamment :

- les principes d'engagement et de liquidation des dépenses,
- les modalités d'exécution budgétaire,
- les règles de gestion des autorisations de programme et crédits de paiement,
- les principes de gestion des recettes.

**PREND ACTE** que le présent règlement pourra, si nécessaire, faire l'objet d'une révision ultérieure.

**AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,

**Arnaud BISENSANG**



Le Maire,

**Olivier BÉGUÉ**



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

### Délibération n° 260430-02 : Taux d'imposition pour l'année 2026

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, , Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine Baigneres a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Arnaud BISENSANG

Monsieur Éric LAVIT, adjoint au maire en charge des finances, précise que cette délibération annule et remplace la délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2025 prise pour le même objet.

En effet, la Préfecture a pris attache auprès du service des finances le 13 avril 2026 pour lui signifier que la délibération n°251219-06 actant les taux d'imposition pour l'année 2026 était en fait illégale.

La Préfecture précise qu'en vertu du principe de l'annuité budgétaire, une commune ne peut pas voter ses taux d'imposition pour l'année N+1 au cours de l'année N. Ainsi, le conseil municipal ne pouvait pas voter les taux en 2025 pour une application en 2026. Le calendrier légal du vote des taux doit impérativement intervenir lors de la session budgétaire de l'année concernée.



**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2311-1 et suivants relatifs au budget des communes et L. 2331-3 relatifs aux impôts directs locaux ;

**VU** la délibération n°251219-06 en date du 19 décembre 2025 actant les taux d'imposition pour l'année 2026,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** de retirer la délibération n°251219-06 en date du 19 décembre 2025 portant sur les taux d'imposition pour l'année 2026, en raison de son illégalité.

**DÉCIDE** de maintenir les taux d'imposition au niveau de ceux de 2025. Les taux d'imposition 2026 sont donc les suivants :

- |  |         |
|--|---------|
| - Taxe d'habitation (sur les résidences non principales) : | 11,67 % |
| - Taxe foncière sur les propriétés bâties :                | 28,82 % |
| - Taxe foncière sur les propriétés non bâties :            | 72,50 % |

**AUTORISE** Monsieur le Maire à passer toutes les écritures et à signer tous documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération et notamment l'état de notification des produits prévisionnels et des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2026.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

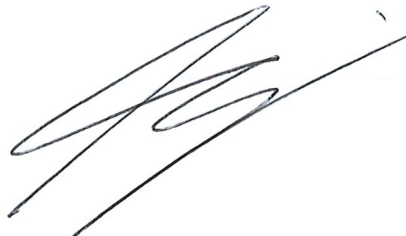
Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,

**Arnaud BISENSANG**



Le Maire,

**Olivier BÉGUÉ**



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

### Délibération n° 260430-03 : Indexation des loyers communaux

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine Baigneres a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Arnaud BISENSANG

Monsieur Éric LAVIT, adjoint aux finances rappelle qu'au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année civile, les loyers augmentent conformément à l'Indice de Référence des Loyers (IRL). Le Conseil Municipal doit voter cette indexation qui s'élève cette année à +0.78 % (moyenne de l'indice sur quatre trimestres consécutifs).

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** d'appliquer, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2026, une augmentation des loyers communaux conforme à l'Indice de Référence des Loyers du 1<sup>er</sup> trimestre 2026,

utilisant la moyenne de l'indice sur quatre trimestres consécutifs, soit une hausse de 0.78 %.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

**Arnaud BISENSANG**



**Olivier BÉGUÉ**



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

**Délibération n°260430-04 : Nomination des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO)**

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 22**

**Votants : 26**

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, , Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine Baigneres a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance : Arnaud BISENSANG**

Le conseil municipal,

Vu les articles L. 1414-2, L. 1411-5 et L. 2121-21 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération municipale en date du 3 avril 2026 portant fixation des conditions de dépôt des listes de la commission d'appel d'offres,

Considérant qu'il convient d'élire les membres titulaires de la Commission d'Appel d'Offres et ce pour la durée du mandat,

Considérant qu'outre le maire, son président, cette commission est composée de 5 membres du conseil municipal élus par le conseil à la représentation au plus fort reste. Toutefois, en application de l'article L 2121-21 du code général des collectivités territoriales, si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Considérant qu'une seule liste a été déposée dans les délais requis conformément à la délibération du 3 avril 2026,

**Sont candidats aux postes de titulaires :**

FABIER Jean-Marc  
LAVIT Éric  
PLACÉ Gérard  
CHABRES-DUC Caroline  
VINTROU Mathilde

**Sont candidats aux postes de suppléants :**

DELEU Guillaume  
BISENSANG Arnaud  
CANNAVO Florian  
DUPOUY Edouard  
DE GUYON MATIGNON Anna

A l'unanimité, sont déclarés élus en tant que :

**- délégués titulaires :**

FABIER Jean-Marc  
LAVIT Éric  
PLACÉ Gérard  
CHABRES-DUC Caroline  
VINTROU Mathilde

**- délégués suppléants :**

DELEU Guillaume  
BISENSANG Arnaud  
CANNAVO Florian  
DUPOUY Edouard  
DE GUYON MATIGNON Anna

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,



Arnaud BISENSANG

Le Maire,



Olivier BÉGUÉ

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

### Délibération n°260430-05 : Nomination des membres de la Commission de Délégation de Service Public

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, , Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine Baigneres a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Arnaud BISENSANG

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et particulièrement ses articles L. 1411-1, L. 1411-5, L. 1411-6 et L. 1411-7 ainsi que ses articles D. 1411-3 à D. 1411-5, Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 avril 2026 portant fixation des conditions de dépôt des listes de la commission de délégation de service public,

Considérant qu'il convient d'élire les membres titulaires et suppléants de la commission de délégation de service public et ce pour la durée du mandat.

Considérant que la commission de délégation de service public est composée, outre le maire, président, ou son représentant, de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus en son sein par le conseil municipal, au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel,

Toutefois, en application de l'article L. 2121-21 du code général des collectivités territoriales, si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.



Considérant qu'une seule liste a été déposée dans les délais requis conformément à la délibération du 3 avril 2026,

Sont candidats aux postes de titulaires :

LAVIT Éric  
PLACÉ Gérard  
GODEAU-GELLIE Nicole  
Quentin BENCHETRIT  
Mathilde VINTROU

Sont candidats aux postes de suppléants :

FABIER Jean-Marc  
DELEU Guillaume  
DEFAULT Yves  
Edouard DUPOUY  
Anna DE GUYON MATIGNON

A l'unanimité, sont déclarés élus en tant que :

**- délégués titulaires :**

LAVIT Éric  
PLACÉ Gérard  
GODEAU-GELLIE Nicole  
Quentin BENCHETRIT  
Mathilde VINTROU

**-délégués suppléants :**

FABIER Jean-Marc  
DELEU Guillaume  
DEFAULT Yves  
Edouard DUPOUY  
Anna DE GUYON MATIGNON

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Arnaud BISENSANG



Olivier BÉGUÉ

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

**Délibération n° 260430-06 : Constitution d'une commission Ad Hoc pour la création de tribunes et de vestiaires au stade municipal**

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 22**

**Votants : 26**

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, , Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine Baigneres a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance : Arnaud BISENSANG**

Les commissions Ad Hoc peuvent être appelées à émettre des avis sur des questions ou des dossiers qui lui seront soumis par la municipalité dans les domaines concernant la vie de la Commune. Son rôle est consultatif. Le Maire est président de droit de toutes les commissions Ad Hoc, mais peut se faire représenter par un autre élu du conseil municipal.

Il est proposé de créer une commission Ad Hoc pour la création de tribunes et de vestiaires au stade municipal.

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*



**DÉCIDE** ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation des membres de la commissions Ad Hoc.

**PROCÈDE**, à l'unanimité, à main levée, à la désignation des membres suivants pour cette commission :

Élus :

- **Arnaud BISENSANG**
- **Gérard PLACÉ**
- **Éric LAVIT**
- **Philippe GELEZ**
- **Jean-Marc FABIER**
- **Caroline CHABRES-DUC**
- **Anna DE GOUYON MATIGNON**
- **Quentin BENCHETRIT**

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



**Arnaud BISENSANG**



**Olivier BÉGUÉ**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

**Délibération n° 260430-07 : Constitution d'une commission Ad Hoc pour  
l'aménagement du site des Halles**

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 22**

**Votants : 26**

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, , Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine BAIGNERES a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Arnaud BISENSANG

Les commissions Ad Hoc peuvent être appelées à émettre des avis sur des questions ou des dossiers qui lui seront soumis par la municipalité dans les domaines concernant la vie de la Commune. Son rôle est consultatif. Le Maire est président de droit de toutes les commissions Ad Hoc, mais peut se faire représenter par un autre élu du conseil municipal.

Il est proposé de créer une commission Ad Hoc pour l'aménagement du site des Halles.

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation des membres de la commissions Ad Hoc.

**PROCÈDE**, à l'unanimité, à main levée, à la désignation des membres suivants pour cette commission :

Élus :

- Lionel BARBERIS
- Éric LAVIT
- Maryse BELLUCCI
- Jean-Marc FABIER
- Florian CANNAVO
- Paul RUIZ
- Quentin BENCHETRIT
- Caroline CHABRES-DUC

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

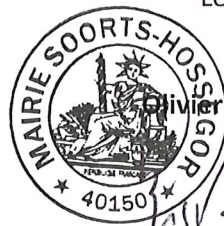
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,



Arnaud BISENSANG

Le Maire,



Olivier BÉGUÉ



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

**Délibération n° 260430-08 : Constitution d'une commission Ad Hoc pour  
l'aménagement du site du Jaï Alaï**

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 22**

**Votants : 26**

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine Baigneres a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Arnaud BISENSANG

Les commissions Ad Hoc peuvent être appelées à émettre des avis sur des questions ou des dossiers qui lui seront soumis par la municipalité dans les domaines concernant la vie de la Commune. Son rôle est consultatif. Le Maire est président de droit de toutes les commissions Ad Hoc, mais peut se faire représenter par un autre élu du conseil municipal.

Il est proposé de créer une commission Ad Hoc pour l'aménagement du site du Jaï Alaï.

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation des membres de la commissions Ad Hoc.

**PROCÈDE**, à l'unanimité, à main levée, à la désignation des membres suivants pour cette commission :

**Élus :**

- **Arnaud BISENSANG**
- **Éric LAVIT**
- **Gérard PLACÉ**
- **Yves DEFAULT**
- **Jean-Marc FABIER**
- **Philippe GELEZ**
- **Anna DE GOUYON MATIGNON**
- **Caroline CHABRES-DUC**

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,



**Arnaud BISENSANG**

Le Maire,



**Olivier BÉGUÉ**

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

**Délibération n°260430-09 : Appel à projet pour la création et la réalisation de fresques murales autour de 5 postes de transformation électrique situés sur l'espace public - Choix des lauréats**

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

### Nombre de conseillers

**En exercice : 27**

**Présents : 22**

**Votants : 26**

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine Baigneres a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Arnaud BISENSANG

Monsieur le Maire rappelle que la Commune de Soorts-Hossegor a lancé un appel à projet pour la création et la réalisation de fresques murales autour de 5 postes de transformation électrique situés sur l'espace public.

Ces fresques artistiques ont pour vocation l'embellissement de l'espace public et la promotion des artistes sélectionnés dans le cadre de cet appel à projet. L'opération fera l'objet d'un évènement organisé dans la programmation culturelle de la Ville.

Les fresques de street art seront réalisées sur les façades des postes de transformation électrique suivants :

1. *Poste Semis* situé avenue des Capucines
2. *Poste Bergerie* situé avenue des Pinsons
3. *Poste Cotis* situé avenue des Dorades

4. *Poste Bec fin* situé avenue de la Bécasse
5. *Poste Barthes* situé avenue des Barthes

Monsieur le Maire précise que la commune de Soorts-Hossegor souhaite accompagner et mettre en lumière les artistes dans leur démarche de création. Les fresques pourront ensuite être mises en avant dans un parcours qui sillonne la ville et qui les présentera au public parmi les œuvres de street art déjà existantes.

Pour rappel :

- Les propositions artistiques sont libres ;
- La période de réalisation des fresques sera comprise entre le 1<sup>er</sup> mai et le 30 juin 2026
- En ce qui concerne le volet logistique, la commune prendra en charge la fourniture de peinture (choix des nuances chromatiques au soin de l'artiste). La réalisation des fresques sera précédée par une mise au propre des murs effectuée par les services techniques de la commune. L'ensemble du projet sera par ailleurs accompagné par l'équipe des services Communication, Culture et Événementiel de la mairie
- Les honoraires artistiques sont constitués par une rétribution de 2200 € TTC qui sera versée à chaque artiste (ou collectif d'artistes) pour la réalisation et les droits de diffusion de sa production ;
- Le planning prévisionnel est le suivant :
  - 27 mars 2026 : date limite des candidatures
  - 30 avril 2026 : sélection des candidats retenus
  - Mai et juin 2026 : réalisation des fresques artistiques

Il convient lors de la présente séance du conseil municipal de choisir les candidats retenus.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'appel à projet pour la création et la réalisation de fresques murales autour de 5 postes de transformation électrique situés sur l'espace public lancé par la Commune de Soorts-Hossegor,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** de choisir les lauréats suivants :

- Poste Semis situé avenue des Capucines : XX
- Poste Bergerie situé avenue des Pinsons : XX
- Poste Cotis situé avenue des Dorades : XX
- Poste Bec fin situé avenue de la Bécasse : XX
- Poste Barthes situé avenue des Barthes : XX

**AUTORISE** Monsieur le Maire à déposer les déclarations préalables de travaux correspondantes pour chaque poste de transformation électrique.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les contrats avec les artistes et tout document afférent.



**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions afférentes avec ENEDIS et tout document afférent à cet appel à projet.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Arnaud BISENSANG



Olivier BÉGUÉ





## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

**Délibération n°260430-10 : Signature d'un avenant à la convention de partenariat dans le cadre de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière 2023-2027 avec les Communes de Capbreton et Labenne.**

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 22**

**Votants : 26**

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine Baigneres a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance : Arnaud BISENSANG**

Monsieur le Maire rappelle que les communes de Capbreton, de Labenne, et de Soorts-Hossegor ont approuvé en 2023 les orientations de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (SLGBC) pour la période 2023-2027 afin de suivre l'évolution de la bande côtière. Une convention de partenariat a été adoptée et la Commune de Capbreton désignée comme cheffe de file de la démarche, eu égard à son expérience sur la première Stratégie menée sur la période 2017-2022.

Cette emprise intercommunale sur un linéaire côtier total de 11,5 km améliore la prise en compte globale des mouvements hydro sédimentaires et des choix de gestion à une échelle pertinente.

Monsieur le Maire indique qu'il est nécessaire d'actualiser le contenu du plan d'actions prévisionnel en fonction des actions déjà réalisées et restant à mener tant sur la partie opérationnelle, calendaire que financière.

Il est également nécessaire de compléter et d'ajuster certains articles de la convention de partenariat initiale dans le cadre de l'avenant n°1 joint à la présente délibération.

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2023 validant le programme d'actions de la deuxième stratégie littorale et la convention de partenariat entre maîtrises d'ouvrage ;

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** l'actualisation du plan d'actions de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (SLGBC) entre les Communes de Capbreton, Labenne, et de Soorts-Hossegor pour la période 2023-2027.

**APPROUVE** l'actualisation du plan de financement prévisionnel s'y rapportant.

**APPROUVE** l'avenant n°1 à la convention de partenariat s'y rapportant.

**CHARGE** Monsieur le Maire ou son représentant de signer l'avenant n°1 à la convention de partenariat et tout document afférent à la mise en œuvre de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,



Arnaud BISENSANG

Le Maire,



Olivier BÉGUÉ

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

**Délibération n°260430-11 : Sollicitation de subventions dans le cadre des travaux d'extension du poste secours à la plage centrale**

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 22**

**Votants : 26**

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine Baigneres a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance : Arnaud BISENSANG**

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°240119-009, le Conseil Municipal a délibéré pour solliciter des subventions aussi élevées que possible pour l'extension du poste de secours à la plage centrale.

Monsieur le Maire rappelle que les maîtres-nageurs sauveteurs sont confrontés à un problème d'espace pour sécuriser à l'intérieur du bâtiment existant l'ensemble du matériel nécessaire à leurs missions.

Il est envisagé d'agrandir le garage attenant au poste de secours jusqu'à la passerelle en bois (environ 45 m²).



**VU** les études préalables réalisées dans le cadre de ce projet estimé à 90 000 euros HT ;

**VU** la délibération du 22 septembre 2023 relative à la demande de permis de construire relative à ce projet ;

**VU** la délibération n° 240119-009 du 19 janvier 2024 sollicitant des subventions dans le cadre des travaux d'extension du poste de secours de la plage centrale ;

**CONSIDÉRANT** que les services de la Préfecture sollicitent de délibérer à nouveau sur ce dossier pour une présentation au titre de l'exercice 2026 ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet d'extension du garage attendant au poste de secours à la plage centrale ;

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**S'ENGAGE** à communiquer aux financeurs le montant réel de l'opération.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants estimés pour l'extension du poste de secours à la plage centrale, auprès :

- de l'Union Européenne ;
- de l'Etat ;
- de la Région Nouvelle-Aquitaine ;
- du Département des Landes ;
- de tout autre financeur public ou privé.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Arnaud BISENSANG

A stylized, handwritten signature in blue ink, consisting of several sweeping strokes.



Olivier BÉGUÉ

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "Olivier BÉGUÉ" with a flourish at the end.

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

**Délibération n°260430-12 : Groupements de commandes avec la Communauté de communes MACS - désignation des représentants de la Commune à la Commission d'Appel d'Offres (CAO)**

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 22**

**Votants : 26**

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine Baigneres a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance : Arnaud BISENSANG**

Monsieur le Maire rappelle que la Commune de Soorts-Hossegor adhère aux groupements de commandes coordonnés par la Communauté de communes MACS. Cette démarche permet à la Commune d'être assistée techniquement et juridiquement pour choisir les prestataires et négocier avec un prix de groupe.

Il convient de désigner pour ce nouveau mandat les élus qui siégeront à la Commission d'Appel d'Offres de MACS, entité coordinatrice des groupements de commande.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L..1414-3.-I, L..2121-2, L..2121-22 et L..2121-29 ;

**VU** le code de la Commande publique ;

**CONSIDÉRANT** la constitution d'un groupement de commandes à titre permanent, en application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique, dans le cadre d'une mutualisation des besoins permettant aux membres du groupement d'optimiser les coûts de procédure et de bénéficier d'économies d'échelle ;

**CONSIDÉRANT** la convention existante entre les partenaires afin de définir les modalités de fonctionnement du groupement pour la passation des marchés publics ou accords-cadres.

**CONSIDÉRANT** que la convention précitée désigne la Communauté de communes MACS comme coordonnateur du groupement, qui sera chargée, notamment, de :

➤ **Phase de préparation des dossiers de consultation et de recueil des besoins :**

- Constituer les dossiers de consultations des entreprises : la définition des prestations, la rédaction des documents techniques étant assurés par le comité technique de la consultation,
- Définir la procédure avec le comité technique de la consultation,
- Rédiger les documents administratifs contractuels,

➤ **Phase de passation des marchés et accords-cadres :**

- Procéder aux formalités de publicité et de remise des offres adéquates,
- Centraliser les questions posées par les candidats et centraliser les réponses,
- Réceptionner les candidatures et les offres,
- Procéder à l'analyse de la recevabilité des offres pour les volets administratifs,
- Convoquer et organiser la Commission d'Appel d'Offres (CAO) si besoin et rédiger les procès-verbaux si la procédure l'impose,
- Aviser les candidats non retenus du rejet de leur offre,
- Informer le titulaire du marché qu'il a été retenu,
- Rédiger et envoyer l'avis d'intention de conclure, le cas échéant, et l'avis d'attribution,
- Remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant de signer leur marché ou accord cadre.

**CONSIDÉRANT** que la convention dispose que chacune des parties membres du groupement demeurent compétentes pour :

- Déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur ;
- S'engager dans une participation active à la définition de ses propres besoins ;
- Signer et notifier, en leur nom propre, les marchés ou accords-cadres susvisés ;
- Rédiger et transmettre les pièces, décisions ou délibérations relatives à ces marchés ou accords-cadres au contrôle de légalité ;
- S'assurer de la bonne exécution du marché ou accord-cadre, portant sur l'intégralité de ses besoins, d'inscrire le montant des opérations qui le concerne dans le budget de sa structure et d'en assurer l'entière exécution comptable, juridique et administrative ;



- S'engager à participer aux échanges concernant le suivi d'exécution et l'évaluation des prestations en cours et en fin du marché public ou accord-cadre.

**CONSIDÉRANT** la mise en place d'un comité technique de coordination et de suivi qui sera composé d'un ou plusieurs représentant(s) de chaque membre du groupement, intéressés au projet, en fonction des prestations envisagées.

**CONSIDÉRANT** que le groupement est permanent et formé à la date de signature de la convention par tous les membres du groupement.

**CONSIDÉRANT** que la commission d'appel d'offres du groupement de commandes, chargée de l'attribution des marchés publics ou accords-cadres, est désignée selon les règles énoncées par L.1414-3.-I du Code Général des Collectivités territoriales, et composée comme suit :

- Un représentant titulaire et son suppléant élus parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement.
- La commission d'appel d'offres est présidée par le Président de MACS, coordonnateur, ou son représentant

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ces procédures de marchés publics ou accords-cadres, la convention et tous les actes s'y référant.

**DÉSIGNE :**

- Éric LAVIT comme membre titulaire de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes ;
- Florian CANNAVO comme membre suppléant de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Arnaud BISENSANG



Olivier BÉGUÉ



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

### Délibération n° 260430-13 : Fixation de la composition du Comité Social Territorial (CST)

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

#### Nombre de conseillers

**En exercice : 27**

**Présents : 22**

**Votants : 26**

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine BAIGNERES a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Arnaud BISENSANG

Monsieur Yves DEFAULT, conseiller délégué aux ressources humaines, rappelle à l'assemblée qu'il a été créé un Comité Social compétent à l'égard des agents de la Commune de Soorts-Hossegor. Il convient de fixer le nombre de représentants de ce CST avant le scrutin du 10 décembre 2026.

Il rappelle qu'en application de l'articles R. 252-36, R. 252-37 du Code général de la fonction publique, l'organe délibérant de la collectivité doit fixer le nombre de représentants du personnel après consultation des organisations syndicales,

**VU** le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L. 251-5 à L. 251-10 et R. 252-33 à R. 252-44,

**CONSIDÉRANT** que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 22 avril 2026, soit plus de 6 mois au moins avant la date du scrutin,

**CONSIDÉRANT** que l'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2026 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 117 agents.

**VU** l'avis de la Commission des Ressources Humaines en date du 22 avril 2026,

*Le Conseil Municipal,  
A l'unanimité  
Après en avoir délibéré,*

**DÉCIDE :**

- **De fixer le nombre de représentants titulaires du personnel à 4** et en nombre égal le nombre de représentants suppléants ;
- **D'appliquer le paritarisme numérique** en fixant un nombre de représentants de la collectivité **égal** à celui des représentants du personnel.
- **Le recueil par le Comité Social Territorial, de l'avis des représentants de la collectivité.**

Dans ce cas, l'avis du CST résultera de l'avis du collège des représentants du personnel et de l'avis du collège des représentants de la collectivité.

**PRÉCISE** que la présente délibération sera communiquée aux organisations syndicales.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Arnaud BISENSANG



Olivier BÉGUÉ

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

**Délibération n°260430-14 : Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs**

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 22**

**Votants : 26**

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine BAIGNERES a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance : Arnaud BISENSANG**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code général de la fonction publique et notamment l'article L. 313-1,

Conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.



**CONSIDÉRANT** la volonté d'ouvrir des postes à la suite de nomination via les avancements de grades de l'année 2026 conformément aux Lignes Directrices de Gestion de la Commune de Soorts-Hossegor,

**VU** l'avis de la Commission des Ressources Humaines en date du 22 avril 2026 ;

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** de modifier le tableau des effectifs en créant le poste suivant :

- 1 poste d'éducatrice de jeunes enfants de classe exceptionnelle ;
- 1 poste d'agent de maîtrise principal ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 2ème classe ;
- 1 poste de Brigadier-chef principal.

**PREND ACTE** de la mise à jour du tableau des effectifs.

**PRÉCISE** que la rémunération et la durée de carrière de ces agents seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

**PRÉCISE** que les crédits correspondants à la rémunération de ces agents sont inscrits dans le budget primitif du budget principal chapitre 012 de l'exercice 2026.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026



Le secrétaire de séance,

Amoud BISENSANG



Le Maire,

Olivier BÉGUÉ

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

### Délibération n°260430-15 : Recours à des vacataires

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine Baigneres a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Arnaud BISENSANG

Monsieur Yves DEFAULT, conseiller délégué aux ressources humaines, expose que l'article 1<sup>er</sup> du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de droit public définit les vacataires comme des agents engagés pour une tâche précise, ponctuelle et limitée à l'exécution d'actes déterminés.

Le vacataire n'est pas un contractuel de droit public mais une personne recrutée pour exercer un acte qui doit être déterminé, discontinu dans le temps et dont la rémunération est liée à cet acte.

La collectivité peut recruter des vacataires si les trois conditions suivantes sont réunies :

- la spécificité dans l'exécution de l'acte : l'agent est engagé pour une mission précise, pour un acte déterminé ;
- la discontinuité dans le temps : les missions concernées correspondent à un besoin ponctuel de la collectivité. Le besoin pour lequel est recruté le vacataire ne doit pas correspondre à un emploi permanent ;
- La rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté. Cette rémunération est déterminée par délibération.

Monsieur le Maire rappelle qu'il est nécessaire d'avoir recours à 6 vacataires pour assurer la ou les missions suivantes :

- Animations lors des expositions ;
- Service de chauffeur pour le Salon du livre ;
- Animation de Noël ;
- Recensement de la population ;
- Remplacement au Pôle Enfance Jeunesse.

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

**VU** la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public ;

**VU** le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

**VU** le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public.

**CONSIDERANT** la nécessité d'avoir recours à 6 vacataires ;

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** d'autoriser Monsieur le Maire à recruter des vacataires pour une durée du 1<sup>er</sup> juin 2026 au 30 juin 2027.

**DE FIXER** la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut fixé librement par la collectivité ou en rapport avec les barèmes des traitements existants (selon les textes réglementaires en vigueur).

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération des vacataires s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

**CHARGE** Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026



Le secrétaire de séance,

Arnaud BISENSANG



Le Maire,

Olivier BÉGUÉ



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

**Délibération n°260430-16 : Convention d'observation en milieu professionnel de la surveillance des plages Nageurs Sauveteurs Juniors Saison 2026**

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 22**

**Votants : 26**

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine BAIGNERES a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Arnaud BISENSANG

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales

**Vu** la proposition conjointe de la commune et du club « Hossegor Sauvetage Côtier » d'accueillir en juillet-août dans les postes de secours de jeunes mineurs, membres du club, pour un stage d'observation en milieu professionnel

**Considérant** que cette opération peut apporter une plus-value intéressante pour les trois parties :

- Pour la collectivité : accueillir des futurs sauveteurs, faire découvrir un métier et ses spécificités, créer des vocations, une participation définie à certaines tâches courantes du fonctionnement du poste (en aucun cas aux interventions



de sauvetage aquatique et de secourisme) et par conséquent une intégration future plus facile

- Pour les stagiaires : la découverte réelle du fonctionnement d'un poste de secours en saison, un apprentissage et une préformation
- Pour le club formateur : nouer des relations privilégiées avec la collectivité en matière de formation des futurs sauveteurs

Considérant que la découverte du fonctionnement d'un poste de secours et du dispositif de surveillance des plages participe directement aux processus d'apprentissage des futurs nageurs sauveteurs, ce qui leur permettra ensuite de postuler à un poste de nageur sauveteur sur les plages de la commune.

En échange de ces heures de bénévolats et d'observation, la commune s'engage à attribuer une somme de 250 € devant servir à couvrir les frais liés à l'obtention du diplôme de secourisme nécessaire pour travailler sur les plages en tant que nageur sauveteur. Cette somme étant versée sous réserve d'avoir atteint le volume de 40 heures à l'issue de la séquence d'observation. Le ou la bénéficiaire s'engage à fournir les documents justifiant de l'obtention du diplôme.

*Après en avoir délibéré  
A l'unanimité  
Le conseil municipal*

**APPROUVE** le dispositif qui permet d'accueillir dans les postes de secours des plages de la commune un maximum de six stagiaires pour une séquence d'observation en milieu professionnel d'un volume de 40 heures sur la période juillet-août 2026.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention d'observation et son annexe jointes à la présente délibération.

**AUTORISE** le versement d'une gratification de 250 € à l'issue de la période d'observation pour couvrir les frais de formation liés à l'obtention du diplôme de secourisme PSE 2 sous condition de fournir les documents attestant de l'obtention du diplôme.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,

Arnaud BISENSANG



Le Maire,

Olivier BÉGUÉ



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

### Délibération n°260430-17 : Droit à la formation des élus

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine Baigneres a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Arnaud BISENSANG

Monsieur Yves DEFAULT, Conseiller délégué expose au conseil municipal qu'il convient de rappeler que les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation.

Les articles L 2123-12 du Code général des collectivités territoriales précise par ailleurs que **dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres.** Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

De plus, il indique que le conseil municipal peut également délibérer sur sa participation au financement de formations dont peuvent bénéficier ses élus à leur initiative au titre de leur droit individuel à la formation mentionnée à l'article L. 2123-12-1. Cette délibération détermine notamment le champ des formations ouvrant droit à cette participation, qui doivent correspondre aux orientations déterminées en application de l'alinéa précédent. La délibération peut limiter cette participation à un montant maximal par formation ainsi qu'à un nombre maximal de formations par élu et par mandat. La part des frais pédagogiques de la formation financée par le fonds du droit individuel à la formation des élus locaux prévu à l'article L. 1621-3 ne peut être inférieure à un taux fixé par décret.

Enfin ce même article L.2123-12 du CGCT précise qu'un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune est annexé au compte financier unique. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal.

Le maire rappelle que le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil municipal. Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant. Les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement. Les pertes de revenu subies par l'élu du fait de l'exercice de son droit à la formation sont compensées par la commune dans la limite de vingt-quatre jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

Pour finir, le maire rappelle que la prise en charge par la commune des dépenses liées à l'exercice du droit des élus locaux à la formation ne peut intervenir que si l'organisme dispensateur du stage ou de la session a reçu un agrément délivré par le ministre de l'Intérieur.

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** les articles L 2123-12 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Il convient de fixer les orientations suivantes, pour le droit à la formation des élus de la collectivité :

- Chaque année, les élus devront faire connaître leurs besoins de formation en précisant les éléments suivants :
- Objet, coût, lieu, date, durée, bulletin d'inscription, nom de l'organisme de formation.
- Les formations dont peuvent bénéficier les élus sont les suivantes :
- Les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance aux différentes commissions,
- Les formations favorisant l'efficacité personnelle (gestion de projet, conduite de réunion, animation d'équipe, gestion du temps, informatique et bureautique, prise de parole en public, négociation, gestion des conflits),
- Les formations en lien avec les compétences de la collectivité,



- Les formations liées à la gestion des politiques locales (finances publiques, marchés publics, délégations de service public, démocratie locale, intercommunalité, etc.).

➤ Enveloppe budgétaire :

Le montant alloué aux dépenses de formation des élus est fixé à 3,40 % du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la commune (montant théorique prévus par les textes, les majorations y compris).

Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice, au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget formation de l'exercice suivant. Ils s'accumulent ainsi avec le montant du budget formation, obligatoirement voté chaque année. En revanche, ils ne peuvent être reportés au-delà de la fin de la mandature.

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DECIDE** d'approuver les orientations données pour le droit à la formation des élus de la collectivité, telles que présentées ci-dessus.

**FIXE** à 6 160 euros l'enveloppe budgétaire annuelle maximale allouée à la formation des élus.

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires s'y rapportant seront inscrits au budget, au chapitre 65 et articles prévus à cet effet.

**CHARGE** Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Arnaud BISENSANG



Olivier BÉGUÉ

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

**Délibération n°260430-18 : Majoration du crédit d'heures à hauteur de 30% des droits légalement accordés au bénéfice du Maire, des Adjointes et des conseillers municipaux délégués ayant reçu délégation de fonctions**

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 22**

**Votants : 26**

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine Baigneres a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Arnaud BISENSANG

Monsieur Éric LAVIT, adjoint au maire en charge des finances, rappelle que les membres du Conseil Municipal disposent de garanties leur permettant d'exercer leurs mandats locaux, cela en lien avec leur activité professionnelle.

En sus des autorisations d'absence allouées pour se rendre et participer aux séances plénières du Conseil Municipal, aux réunions des commissions, aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où ils ont été désignés pour représenter la collectivité, les élus locaux peuvent, sous certaines conditions, prétendre à un crédit d'heures pour leur permettre de disposer du temps nécessaire à

l'administration de la commune et à la préparations des réunions des instances où ils siègent (article L. 2123-3 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Ce crédit d'heures doit permettre à l' élu de « disposer du temps nécessaire à l'administration de la commune ou de l'organisme auprès duquel il la représente et à la préparation des réunions des instances où il siège ».

Indépendant des autorisations d'absence, le crédit d'heures est un droit pour tous les maires, tous les adjoints et tous les conseillers municipaux, quelle que soit la taille de la commune.

Les conseillers municipaux délégués bénéficient des mêmes montants de crédits d'heures que les adjoints au maire.

Ce crédit d'heures, forfaitaire, trimestriel et non reportable d'un trimestre sur l'autre est déterminé en fonction de la durée légale du travail.

L'employeur est tenu d'accorder aux élus concernés, sur demande de ceux-ci, l'autorisation d'utiliser le crédit d'heures prévu à l'article précité. Ce temps d'absence n'est pas payé par l'employeur.

Le montant trimestriel du crédit d'heures dont peuvent bénéficier les élus pour une Commune de la strate 3 500 à 9 999 habitants sont les suivants :

- Maires : 122h30
- Adjoints et conseillers municipaux délégués : 70h
- Conseillers municipaux : 10h30

En qualité de Commune classée station de tourisme, ce crédit d'heures peut être majoré de 30 % par élu en application des dispositions des articles du Code général des Collectivités Territoriales.

**VU** la loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice par les élus locaux, de leur mandat ;

**VU** la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l' élu local ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2123-1 et suivants du CGCT et notamment les articles L. 2123-2 et L. 2123-4 ;

**CONSIDÉRANT** que les fonctions de Maire, d'Adjoints au Maire et de Conseillers Municipaux délégués nécessitent de disposer d'un temps suffisant pour un meilleur exercice du mandat ;

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil municipal,*

**APPROUVE** la majoration du crédit d'heures à hauteur de 30 % des droits légalement accordés au bénéfice du Maire, des Adjoints et des conseillers municipaux délégués ayant reçu délégation de fonctions.

**AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,

Arnaud BISENSANG



Le Maire,

Olivier BÉGUÉ





## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 30 avril 2026

**Délibération n°260430-19 : Modalités de remboursement des frais de déplacement des élus**

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Olivier BÉGUÉ, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 22**

**Votants : 26**

**Présents :** Olivier BÉGUÉ, Anne MATTER, Jean-Marc FABIER, Maryse BELLUCCI, Philippe GELEZ, Myriam LANGLOIS, Arnaud BISENSANG, Laure BIAIS, Éric LAVIT Paul RUIZ, Maylis PORTUGAIS, Lionel BARBERIS, Gérard PLACÉ, Hélène FRANCO-GIRARD, Guillaume DELEU, Yves DEFAULT, Lou GELEZ--SOUBESTRE, Nicole GODEAU-GELLIE, Mathilde VINTROU, Caroline CHABRES DUC, Edouard DUPOUY, Anna DE GOUYON MATIGNON

**Absents représentés :** Katharina SEIBT a donné procuration à Nicole GODEAU-GELLIE, Claire THOUVENIN a donné procuration à Anne MATTER, Florian CANNAVO a donné procuration à Olivier BÉGUÉ, Justine Baigneres a donné procuration à Maryse BELLUCCI

**Absent non représenté :** Quentin BENCHETRIT

**Secrétaire de séance :** Arnaud BISENSANG

Monsieur Yves DEFAULT, conseiller délégué aux ressources humaines, expose au conseil municipal qu'il convient de fixer les modalités de remboursement des frais de déplacement des élus.

**VU** le Code général de la fonction publique ;

**VU** les articles L 2123-18, L 2123-18-1 et L 2123-12 du CGCT ;

**VU** la délibération n°OJ 4b du 10 juillet 2014 portant sur l'indemnisation des frais de déplacement des élus,



**CONSIDÉRANT** que dans l'exercice de leur mandat, les membres du conseil municipal peuvent être appelés à effectuer différents types de déplacements, qui peuvent ouvrir droit au remboursement des frais exposés pour leur accomplissement ;

Il convient de distinguer les frais suivants :

**1. Frais de déplacement courants sur le territoire de la commune ;**

Les frais de déplacements des élus liés à l'exercice normal de leur mandat sont couverts par l'indemnité de fonction prévue aux articles L 2123-20 et suivants du CGCT.

**2. Frais pour se rendre à des réunions hors du territoire de la commune ;**

Conformément à l'article L 2123-18-1 du CGCT, les membres du conseil municipal peuvent être amenés à se rendre à des réunions où ils/elles représentent la commune en sa qualité, hors du territoire communal.

Dans ces cas, les élus peuvent bénéficier du remboursement des frais engagés sous réserve de l'établissement d'un ordre de mission préalablement signé par le Maire ou le 1er adjoint.

Les frais concernés sont les suivants :

**2.1 Frais d'hébergement et de repas**

En application de l'article 7-1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié qui permet d'établir une indemnisation au plus proche de la réalité des frais engagés, le régime de remboursement des frais d'hébergement et de repas est fixé comme suit :

	Taux de base *	Grandes villes et Communes du Grand Paris	Commune de Paris
Hébergement	90 €	120 €	140 €
Déjeuner	20,00 €	20,00 €	20,00 €
Dîner	20,00 €	20,00 €	20,00 €

Les justificatifs des dépenses réellement supportées doivent être impérativement présentés pour générer le versement au réel des frais d'hébergement et de repas, dans la limite des montants inscrits.

Les frais de transport sont pris en charge selon le taux d'indemnité kilométriques fixés par l'arrêté ministériel du 14 mars 2022.

Le montant de prise en charge sera revalorisé en suivant la législation en vigueur.

Le nombre de kilomètre à rembourser sera établi suivant un opérateur d'itinéraire via Internet au trajet le plus court.

A titre informatif, les montants à ce jour sont :

Puissance fiscale du véhicule	Jusqu'à 2 000 km	de 2 001 à 10 000 km	Après 10 000 km
5 cv et moins	0.32 €	0.40 €	0.23 €
6 et 7 cv	0.41 €	0.51 €	0.30 €
8 cv et plus	0.45 €	0.55 €	0.32 €
<u>Utilisation d'autres véhicules personnels</u>			
- <b>Motocyclette (Cylindrée supérieure à 125 cm3) : 0,15€</b>			
- Vélomoteur et autres véhicules à moteur : 0,12€			

En France métropolitaine, l'utilisation du train au tarif économique 2e classe est le mode de transport à privilégier. Le recours à la 1re classe peut s'effectuer mais sur la seule autorisation du Maire.

Le recours à la voie aérienne est possible lorsque la durée du ou des trajets effectués est supérieure à 6 heures ou en l'absence de liaison ferroviaire ou lorsque les conditions tarifaires sont plus favorables.

Pour les déplacements en covoiturage, la présentation d'un justificatif de site officiel de réservation et paiement en ligne est obligatoire.

### 2.3. Autres frais

Peuvent également donner lieu à remboursement, sur justificatif de paiement, les frais :

- de transport collectif (tramway, bus, métro, covoiturage...) engagés par les élus au départ ou au retour du déplacement entre leur résidence administrative et la gare, ainsi que ceux exposés au cours du déplacement ;

- d'utilisation d'un véhicule personnel, d'un taxi ou tout autre mode de transport entre la résidence administrative et la gare, ainsi qu'au cours du déplacement, en cas d'absence de transport en commun, ou lorsque l'intérêt de la collectivité le justifie ;
- de péage autoroutier, ou de frais de parc de stationnement en cas d'utilisation du véhicule personnel ;
- d'aide à la personne qui comprennent les frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui auront besoin d'une aide personnelle à leur domicile durant le déplacement de l' élu. Leur remboursement ne pourra pas excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC).

### **3. Frais liés à l'exécution d'un mandat spécial**

Comme le prévoit l'article L 2123-18 du CGCT, les élus municipaux peuvent être sollicités pour des missions à caractère exceptionnel, temporaire et ne relevant pas de leurs missions courantes. Ces missions doivent faire l'objet d'un mandat spécial octroyé par délibération du Conseil municipal.

Le mandat spécial doit être accordé par le Conseil municipal :

- à des élus nommément désignés ;
- pour une mission déterminée de façon précise et circonscrite dans le temps ;
- accomplie dans l'intérêt communal ;
- préalablement à la mission.

Les missions à l'étranger et dans les territoires d'outre-mer menées par les élus municipaux relèvent de ces dispositions. Il est également traditionnellement admis que l'organisation d'une manifestation de grande ampleur, le lancement d'une opération nouvelle, un surcroît de travail exceptionnel pour la collectivité, peuvent justifier l'établissement d'un mandat spécial.

Le remboursement des frais liés à l'exercice d'un mandat spécial est effectué sur les bases et les taux maximums en vigueur au moment du déplacement prévus par le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006.

Sont pris en charge :

- les frais de transport sur présentation d'un justificatif ;
- l'indemnité journalière d'hébergement et de restauration. Ces indemnités de mission sont réduites de 65 % si l' élu est logé gratuitement, de 17,5 % si le repas du midi ou du soir est pris en charge et 35 % si les deux repas sont pris en charge (art. 2-2 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006).

La délibération chargeant un conseiller municipal d'un mandat spécial peut également autoriser le remboursement d'autres dépenses limitativement énumérées par cette délibération et liées à l'exercice de ce mandat spécial, notamment :

- les éventuels frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique liés à la situation de handicap du conseiller municipal ;
- les frais de visas ;
- les frais de vaccins ;

- les frais pouvant être nécessaires à la mission (traduction, sécurité...).

#### **4. Déplacements dans le cadre du droit à la formation des élus**

Le CGCT reconnaît aux élus locaux, dans son article L 2123-12, le droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Les modalités d'exercice de ce droit sont fixées par les articles R 2123-12 à R 2123-22 de ce même code.

Les frais de formation (droits d'inscription, hébergement, déplacement) constituent une dépense obligatoire pour la commune, sachant que la prise en charge par la collectivité ne s'applique que si l'organisme qui dispense la formation a fait l'objet d'un agrément délivré par le ministère de l'Intérieur, conformément aux articles L 2123-16 et L 1221-1 du CGCT.

#### **5. Demandes de remboursement**

Compte tenu de l'exigence réglementaire de la dépense publique, chaque demande de remboursement devra être accompagnée des justificatifs suivants :

- Un ordre de mission,
- Le formulaire de demande de remboursement des frais, complété et signé,
- Les justificatifs de paiement,
- Le RIB du demandeur,
- La carte grise du véhicule utilisé.

Les membres du conseil municipal sont invités à adopter ces dispositions.

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DECIDE** d'approuver les modalités de remboursement des frais de déplacement des élus développées ci-dessus.

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

**CHARGE** Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 avril 2026

Le secrétaire de séance,



Arnaud BISENSANG

Le Maire,



Olivier BÉGUÉ

**DECISION DU MAIRE**  
**Décision AG-20-2026**

**Objet : Convention d'honoraires avec le cabinet ETCHE AVOCATS – représentant de la commune dans le cadre du contentieux l'opposant à la Société SAISAI**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 et L 2122-23 du CGCT,

**Vu** le Code de la Justice Administrative, notamment les articles L 551-1 à L 551-12 ;

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, pour ester en justice et défendre la commune ;

**Vu** le recours contentieux relatif au refus de délivrer une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'année 2026, enregistré au Tribunal Administratif de Pau le 19 mars 2026 ;

**Vu** la nécessité de la commune d'assurer sa défense dans cette instance ;

**Considérant** que la commune doit être représentée et assistée par un avocat afin d'assurer sa défense dans le cadre du contentieux susvisé ;

**Considérant** que le cabinet SELARL ETCHE Avocats – 26 allée Marie Politzer à BIARRITZ dispose des compétences nécessaires en matière de droit de l'urbanisme ;

**Considérant** qu'il convient de signer une convention d'honoraires fixant les modalités d'intervention et de rémunération ;

**DÉCIDE**

**Article 1 :**

De confier la défense des intérêts de la commune dans le cadre du recours introduit contre le refus de délivrer à la société SAISAI une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'année 2026, au cabinet SELARL ETCHE Avocats, 26 allée Marie Politzer à BIARRITZ ;

**Article 2 :**

D'approuver la convention d'honoraires du cabinet SELARL ETCHE Avocats, fixant les modalités de rémunération comme suit : un taux horaire de base d'un montant de 250€ HT qui comprend outre la prestation intellectuelle, la gestion administrative et judiciaire du dossier.

La facturation sera établie au fur et à mesure des prestations effectuées.

**Article 3 :**

Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :**

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 30 mars 2026

Le Maire,

**Olivier BÉGUÉ**

**DECISION DU MAIRE**  
**Décision n°AG-21-2026**

**Objet : Location par convention précaire – 201 Avenue Maurice martin – 40150 SOORTS-HOSSEGOR**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 28 mars 2026 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 5 en matière de révision et de louage de choses,

Vu la décision du Maire n°AG-77-2025 en date du 31 décembre 2025 relatif à la mise à disposition d'un logement d'urgence

Considérant la demande de **Madame Emmanuelle THOMAS** de louer le logement T3, situé **201 Avenue Maurice Martin – 40 150 SOORTS-HOSSEGOR**.

Considérant que le logement situé **201 Avenue Maurice Martin** est vacant du **1<sup>er</sup> avril 2026 jusqu'au 3 juillet 2026**.

**DÉCIDE**

**Article 1 :**

De renouveler le contrat de location par convention précaire pour le logement T3, situé **201 avenue Maurice Martin du 1<sup>er</sup> avril 2026 à Madame Emmanuelle THOMAS**, pour un montant mensuel de 250 € CHARGES COMPRISES, pour une durée temporaire allant jusqu'au **3 juillet 2026**.

**Article 2 :**

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 3 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Fait à Soorts-Hossegor, le 31 mars 2026

**Le Maire,**

**Olivier BÉGUÉ**





VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-22-2026

### **Objet : Occupations du domaine public : louages**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 28 mars 2026 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « fixer, dans la limite d'un montant de 2 500 € par droit unitaire les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal » ;

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 28 mars 2026 portant délégation d'attribution au maire notamment son article 5 « décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans »,

**Considérant** l'avis de la commission municipale « Développement économique – Espaces concédés »,

### **DÉCIDE**

#### **Article 1 :**

De louer les concessions suivantes au titre de l'année 2026 :

Place des Landais	M. Sébastien GUERRA – SOLUNA BEACH
Place des Landais	Mme Claudia GUERRA – GLACES ROMANES
Point d'Or	Mme Sara DE FRUTOS - WAKEA

#### **Article 2 :**

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

#### **Article 3 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 16 avril 2026

Le Maire,

**Olivier BÉGUÉ**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-23-2026

### **Objet : Réfection toiture terrasse maternelle Soorts**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

**Vu** la délibération n°210507-14 du Conseil municipal en date du 28 mars 2026 portant délégation d'attribution au maire,

**Vu** les besoins de la collectivité,

**Considérant** les problèmes d'infiltrations d'eau depuis la toiture terrasse inaccessible de la maternelle de Soorts,

**Considérant** qu'après analyse des devis, l'offre de la société SAT ÉTANCHÉITÉ est la moins disante.

### **DÉCIDE**

**Article 1 :** De valider le contrat avec la société SAT ÉTANCHÉITÉ pour un montant de 15.148,86 € HT pour la réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse du hall principal et de l'auvent de la maternelle de la commune de Soorts.

**Article 2 :** De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 16 avril 2026

Le Maire,

**Olivier BÉGUÉ**

**DECISION DU MAIRE**  
**Décision AG-24-2026**

**Objet : Choix du prestataire pour l'habillement et l'équipement des agents de la Police Municipale.**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** l'article R 2122-8 du Code de la commande publique concernant les marchés passés sans publicité ni mise en concurrence,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 28 mars 2026 portant délégation d'attribution au Maire, notamment en matière de marchés publics,

**Vu** le besoin des agents de la Police Municipale d'effectuer des achats et de renouveler leurs vêtements et leurs équipements pour le bon déroulement de leur mission de Police Municipale ;

**Vu** la consultation directe lancée par courriel le 13 mars 2026 auprès de trois sociétés, à savoir ABILIS, EQUIPOL (RIVOLIER) et INSIGNA ;

**Vu** l'offre reçue de la société EQUIPOL (RIVOLIER), ZI les Collonges à SAINT JUST SAINT RAMBERT (42 170) en date du 24 mars 2026 ;

**Considérant** qu'après analyse, il apparaît que l'offre de l'entreprise EQUIPOL (RIVOLIER) correspond aux besoins de la collectivité et répond aux critères énoncés dans le cahier des charges ;

**Considérant** qu'il s'agit d'un marché à bon de commandes pour une durée d'un an, renouvelable une fois un an, exécuté au fur et à mesure des besoins en fourniture du service de la Police Municipale (minimum : 2 000€ HT et maximum 8 000€ HT) ;

**DÉCIDE**

**Article 1 :** De retenir l'offre de l'entreprise EQUIPOL (RIVOLIER), ZI les Collonges à SAINT JUST SAINT RAMBERT (42 170) ;

**Article 2 :** De signer le marché et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification

et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 16 avril 2026  
Le Maire

**Olivier BÉGUÉ**



VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-25-2026

**Objet : Revalorisation des redevances d'occupation du domaine public à titre commercial pour l'année 2026**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 28 mars 2026 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « fixer, dans la limite d'un montant de 2 500 € par droit unitaire les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal » ;

**Vu** l'article L 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

**Vu** l'article L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux droits de voirie et d'occupation du domaine public,

**Vu** l'arrêté municipal n°2023-57 en date du 16 février 2023 portant règlement d'occupation du domaine public à usage commercial et entérinant la Charte des terrasses,

**CONSIDERANT** que le domaine public est un bien inaliénable et imprescriptible,

**CONSIDERANT** que son occupation privative, est temporaire, précaire, révocable, soumise à autorisation préalable et au paiement d'une redevance,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire et opportun de redéfinir les droits d'occupation privative du domaine public afin d'une part de répondre aux principes de gestion, de préservation, de sécurité et de circulation au sein des espaces publics

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de fixer les tarifs d'occupation du domaine public liés à une activité commerciale,

**DECIDE**

**Article 1 :**

La décision du maire n°AG-2025-68 en date du 20 novembre 2025 est abrogée.

**Article 1 :**

A compter de la publication de la présente décision, les tarifs d'occupation du domaine public commercial sont fixés pour l'année, comme suit :

TYPES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	Tarifs 2026 en €
<b>TARIFS TERRASSES</b>	
<b>Terrasses – le m2/mois</b>	
Centre-Ville	17,62
Placette Centre-Ville	6,51
Place et rue des Landais	15,24
Point d'Or	1,73

<b>Extension terrasses Centre-Ville – ml/jour</b>	5,00
<b>Terrasses caillebotis– le m2/mois</b>	
Centre-Ville	21,09
<b>TARIFS MARCHÉ DE PLEIN AIR, BROCANTE</b>	
<b>Marché forain et artisanal</b>	
De 1 à 3 ml/jour les mercredis et vendredis des mois de juin et septembre	12
De 1 à 3 ml/jour les dimanches du mois d'octobre pour les commerçants qui font le choix de s'abonner pour le mois d'octobre	12
De 1 à 3 ml/jour pour tous les autres jours de marché	18
MI supplémentaire/jour pour tous les jours de marché	3
<b>Marché producteurs</b>	
MI/jour	1
<b>Brocante</b>	
Centre-ville - forfait emplacement/jour	25
Parc Rosny – forfait emplacement/jour	15

<b>TARIFS MARCHÉ COUVERT - HALLES</b>	
Etal aménagé quel que soit le commerce – le m2/mois	25,32
Terrasse – le m2/mois	10,06
Annexe– le m2/mois	5,02

<b>TARIFS CHAPITEAUX</b>	
Installation de chapiteaux sur le domaine public – le m²/jour	3,06

<b>TARIFS INSTALLATION FOOD-TRUCKS (hors évènements associatifs)</b>	
Food-Trucks – Forfait emplacement/par Food Trucks/par jour (- de 5 Food Trucks)	50,00
Food-Trucks – Forfait emplacement/par Food Trucks/par jour (au-delà de 5 Food Trucks)	30,00

<b>TARIFS ANIMATION D'ENTREPRISE</b>	
½ journée	102
Journée	153

<b>TARIFS PRIVATISATION HALLES (hors évènements associatifs)</b>	
½ journée	1 500

<b>TARIFS TOURNAGE DE FILMS/SERIES</b>	
Forfait ( par tournage)	1 500

<b>TARIFS EMPRISE SUR LE DOMAINE PUBLIC/ CHANTIERS</b>	
Echafaudage – le ml/semaine	3,00
Bennes - forfait emplacement/jour	20,00
Dépôts de matériaux – le m²/jour	0,80

Palissade de chantier - le ml/jour	1,12
Palissade de chantier avec dépôt de matériaux – le m2/jour	2,20
Baraque de chantier	1 <sup>er</sup> au 3 <sup>ème</sup> mois 18€/m²/mois
Baraque de chantier	Du 3 <sup>ème</sup> mois et au-delà 26€/m²/mois
Emprises sur stationnement payant (grue, engin de chantier, monte-charge etc..)	40 €/jour (Nuit comprise)
Emprises sur stationnement gratuit, voirie, trottoirs, ... (grue, engin de chantier, monte-charge etc..)	10 €/jour

**Article 2 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 3 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 22 avril 2026

Le Maire,

**Olivier BÉGUÉ**

DECISION DU MAIRE  
AG-2026-26

**Objet : Mise à disposition à titre gracieux de logements communaux dans le cadre d'un partenariat entre la commune et les forces de sécurité de l'Etat- logements situés au « Pignada » 520 avenue des forgerons - 40150 SOORTS-HOSSEGOR**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 28 mars 2026 portant délégation d'attribution au Maire, notamment son article 5 en matière de révision et de louage de choses,

**Considérant** les besoins de la commune en matière de sécurité,

**Considérant** que les logements mis à disposition situés au « Pignada » -520 rue des forgerons- 40150 SOORTS-HOSSEGOR sont vacants ;

**DÉCIDE**

**Article 1 :**

De mettre à disposition à titre gracieux des logements communaux vacants aux renforts de gendarmerie aux conditions suivantes et dates :

**Du 1er juin 2026 au 27 septembre 2026 :**

Un immeuble « Le pignada » situé 520, avenue de Forgerons à SOORTS HOSSEGOR, comprenant 28 studios, un bureau et une buanderie pour une surface habitable totale de 579,50 m2, cadastrée : AP108/109/113P

**Article 2 :**

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 3 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 23 avril 2026

**Le Maire,**

**Olivier BÉGUÉ**